

DE LA
CONDITION DES “SANS-PATRIE”

ÉTUDE CRITIQUE DE L'HEIMATLOSAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 2 juin 1932 à 14 heures

PAR

André COLANÉRI

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, professeur.
Suffragants { MM. ROGER PICARD, professeur.
LE FUR, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies.

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE LA
CONDITION DES “ SANS-PATRIE ”

ÉTUDE CRITIQUE DE L'HEIMATLOSAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

DE LA
CONDITION DES “ SANS-PATRIE ”

ÉTUDE CRITIQUE DE L'HEIMATLOSAT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le jeudi 2 juin 1932 à 14 heures

PAR

André COLANÉRI

LAURÉAT DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, *professeur.*
Suffragants { MM. ROGER PICARD, *professeur.*
LE FUR, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies.

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

—
1932



A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

AVANT-PROPOS

Loin d'avoir un intérêt purement théorique, la discussion de certains problèmes touchant la nationalité exige des solutions d'ordre pratique dont le législateur ne peut se désintéresser. Certaines circonstances, des convulsions internes ou internationales appellent périodiquement l'attention des juristes et des économistes sur le rôle et la condition de certains membres de la communauté sociale qui, pour ne pas faire partie d'une famille nationale, ne peuvent cependant être ignorés des pouvoirs publics.

Après des progrès incessants et incontestés, l'accueil fait aux étrangers ne laisse pas à nouveau que s'inspirer d'un certain opportunisme ; à l'instar des pays neufs, des pays dits d'immigration, l'ancien continent, après une période de tolérance peut-être excessive, s'émeut devant certaines invasions pacifiques. Et il semble désirable que le législateur, d'accord avec le diplomate, donne un statut légal au moins à ceux des étrangers qui viennent se fixer en France à perpétuelle demeure.

Parmi ces étrangers nous choisirons, pour en faire l'objet de notre étude politique et économique, certaine catégorie particulièrement disgraciée : celle des Heimatlös,

ou individus sans patrie ou pour prendre la définition de Zeballos : « Un heimatlos est celui qui est libre ou détaché du lien de la nationalité ». S'il est, en effet, dans l'ordre international des individus ayant plusieurs nationalités, il en est d'autres dont la nationalité est incertaine.

Nous étudierons successivement :

Les sources mêmes de l'heimatlosat et particulièrement les circonstances auxquelles il doit son développement ;

La condition dévolue à l'heimatlos particulièrement durant la grande guerre, période pendant laquelle les questions de nationalité ont pris une importance inusitée.

Enfin, nous nous proposerons un exposé aussi systématique que d'ordre pratique des réformes législatives et diplomatiques dignes d'être envisagées pour réaliser cet adage historique : « Toute personne doit avoir une nationalité ».

Dans cet effort de synthèse, nous avons cru utile de réunir à la fin de cet ouvrage tous les éléments de législation, de jurisprudence et de bibliographie, dispersés çà et là, pour permettre de trouver dans cette étude les documents relatifs à l'apatridie.

INTRODUCTION

Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, nous voulons écarter une première objection, qui ne serait pas, à première vue, sans valeur :

Dans notre société moderne, la communauté de vie et d'action suppose-t-elle nécessairement la communauté d'origine et de nationalité ? Peu, si peu de droits ou de prérogatives sont réservés aux nationaux qu'il est à peine besoin d'en parler. Ce genre d'étude doit être laissé aux théoriciens purs, il a quitté le domaine du pratique. Nous sommes un peu de cet avis, au moins en ce qui concerne le droit privé. Par contre, nous voulons le combattre et en démontrer l'inexactitude pour ce qui concerne le droit public.

Le droit privé. Certes les facultés de pur droit civil sont de plus en plus rares. M. Weiss, en désaccord toutefois avec la majeure partie de ses collègues, ne range même plus l'hypothèque légale dans cette catégorie particulièrement privée de substance.

Le même auteur estime qu'« aucun obstacle de droit » n'empêche l'étranger d'avoir un domicile en France « même s'il n'y est pas autorisé par un décret du Chef de

« l'État » (1) et il ajoute : « celui qu'il aurait acquis en « y fixant son principal établissement conformément au « droit commun (2) et qu'il aurait conservé jusqu'à sa « majorité le rendrait irrecevable à opter pour une nationnalité qui lui appartient déjà (3) ».

Nous rangerons toutefois parmi les pures facultés de droit civil : le droit d'être nommé tuteur d'un non-parent, le droit de prélèvement en matière d'héritage (lequel ne peut être invoqué que par des Français ou des étrangers admis à domicile), le droit d'ester en justice sans avoir à justifier d'une caution (*cautio judicatum solvi*) ; encore cette obligation est-elle très généralement écartée par les traités internationaux.

Chaque fois d'ailleurs que la nécessité s'en est fait nettement sentir, le *comitas gentium* est parti à l'assaut de barrières déjà devenues bien fragiles.

Il est juste de dire cependant que la jurisprudence offre généralement une certaine résistance et loin de s'inspirer de dissertations doctrinales particulièrement libérales, elle ne s'incline habituellement que devant un texte dûment promulgué. Notamment et malgré l'absence de toute interdiction de la part du législateur, la jurisprudence voit avec défaveur les adoptions, lorsque l'adoptant est étranger. Certains pays ignorent, dit-elle, cette formalité constitutive d'un lien quasi-familial. Elle ne peut donc être rangée parmi les facultés de droit naturel.

(1) Admission à domicile. C. civ., art. 13.

(2) C. civ., art. 102.

(3) WEISS, *Droit international privé*, p. 28.

Dans un autre ordre d'idées, et nous touchons ici la frontière ténue entre le droit privé et le droit public, les Sociétés étrangères n'auront d'autres droits que ceux que la législation française leur reconnaîtra expressément ou tacitement (1).

Enfin, nous dirons quelques mots d'une théorie parti-

(1) Cf. WEISS, p. 319.

Note. — A. Très généralement, on pourra considérer comme étrangères toutes personnes morales à la naissance desquelles sera intervenu un législateur étranger.

Et ces personnalités fictives, créées hors de France, n'existeront légalement sur notre territoire, ne seront susceptibles d'acquérir ou de subir des droits que dans la mesure où elles auront été reconnues expressément ou tacitement par le Gouvernement français. Ajoutons que cette reconnaissance sera soit particulière ou expresse (loi ou décret d'autorisation), soit collective ou tacite (décret ou traité international). Reconnues, ces sociétés seront enfin admises à l'exercice des droits accessibles aux sociétés françaises, si toutefois la législation du gouvernement créateur reconnaît ces droits, et s'ils ne sont pas expressément refusés aux sociétés étrangères par la loi française.

B. Les facultés de pur droit civil comme telles refusées aux étrangers sont devenues de plus en plus rares, avons-nous dit. Néanmoins d'intéressants et parfois troublants problèmes de droit privé sont posés par la rencontre plus ou moins accidentelle sur notre sol d'éléments étrangers. Qu'il nous suffise de citer les nombreuses décisions de justice relatives à la fixation du régime matrimonial d'étrangers dont le mariage a été célébré en France ; et puisqu'aussi bien l'objet de notre étude n'est autre que celle de l'heimatlosat, qu'on nous permette de citer une intéressante décision de la Cour d'appel de Paris (1^{re} ch., présidence de M. Paul André) du 17 octobre 1924 (1). Il s'agissait d'un Italien marié en France sans contrat de mariage, avec une femme de nationalité incertaine (une authentique heimatlos). Les deux époux n'avaient pas cessé d'habiter la France, leurs fils

(1) *Gaz. des Trib.*, 23 novembre 1924.

culièrement féconde qui épargne à l'étranger l'incertitude du statut civil dès l'instant que sa nationalité a pu être préalablement établie (1). Nous voulons parler du principe de la personnalité des lois.

Ce principe qui n'a trouvé sa véritable formule que dans les temps modernes et après de longues controverses doctrinales qui sont du domaine de l'histoire du droit, ce système peut se caractériser à peu près de la façon suivante :

La loi, lorsqu'elle statue sur un intérêt privé, a toujours pour objet l'utilité de la personne, elle ne peut donc régir que ceux pour lesquels elle a été faite, mais ceux-là, elle doit en principe les régir en tous lieux et dans tous leurs rapports juridiques, sauf les exceptions ou les atténuations qui résultent de l'ordre public international, de la règle *locus regit actum* et de l'autonomie de la volonté (2). La polygamie sera, par exemple, interdite même aux

avaient servi dans l'armée française et, dans plusieurs actes de prêts, les époux avaient déclaré être mariés sous le régime de la communauté, ce à défaut de contrat préalable à leur union. De cet ensemble de circonstances, on a pu déduire que les époux considérés avaient eu l'intention lors de leur mariage de se référer au régime français de la communauté légale (1).

(1) Cf. également Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 23 décembre 1921 (*Gaz. Trib.*, 16 avril 1921 ; *Rec. Gaz. Trib.*, 1922. 2. 294). Nous pourrions d'ailleurs multiplier jusqu'à l'infini des citations de cet ordre.

(1) Nous insistons sur cette condition préalable et regretterons précisément l'absence de ce critérium, de cette charte des étrangers lorsque nous étudierons la situation faite à l'heimatlosat.

(2) Cf. WEISS, p. 364.

étrangers, ce pour des raisons d'ordre public ; de plus « dans tous les conflits qui peuvent s'élever entre la loi « personnelle de l'individu et la loi locale, il faut avant « tout, dit Weiss (1), rechercher si l'intérêt général de « l'État ne réclame pas l'application exclusive de cette « dernière ».

Il est d'ailleurs juste de noter que cet ordre public international est beaucoup moins exigeant que l'ordre public que nous qualifierons d'interne. C'est ainsi qu'un sujet hollandais ne sera considéré comme majeur par la loi française qu'à partir de l'âge de 23 ans.

C'est ainsi, également, que par application de la règle *locus regit actum*, on autorisera l'étranger à accomplir les actes courants de la vie juridique en conformité de la loi du lieu, s'il le juge nécessaire et si sa loi nationale ne comporte aucune restriction à ce sujet (2). Cette règle apparaît d'ailleurs comme constituant une véritable nécessité pratique, les formes extérieures et les modes de preuves des actes juridiques variant de pays à pays, et ne pouvant que rarement se trouver simultanément à la disposition des intéressés. N'appartient-il pas, d'autre part, à la seule loi territoriale d'apprécier quelles garanties doivent entourer l'élaboration de l'acte pour qu'il puisse être présumé sincère ?

C'est ainsi, enfin, que par application de la règle d'autonomie de la volonté, les étrangers, de même que les nationaux, pourraient se référer à une législation étran-

(1) Cf. WEISS, p. 371.

(2) Cf. WEISS, p. 377.

gère, ou même à des principes entièrement de leur cru, à condition toutefois que l'ordre public international ne cesse pas d'être observé. Observons cependant que cette dernière règle pose des problèmes de l'ordre de ceux dont nous parlions à l'occasion des régimes matrimoniaux entre étrangers.

Si le droit privé est relativement accessible et accueillant aux étrangers, il n'en est pas tout à fait de même pour le droit public. Non seulement l'étranger ne jouit pas des droits politiques, ce qui est compréhensible et légitime, mais encore il peut être à l'occasion l'objet de mesures touchant d'une manière efficace à sa liberté de déplacement et même de séjour. Nous citerons la déclaration du décret du 2 octobre 1888 et de la loi du 8 août 1893 ; nous parlerons, enfin, de la mesure plus grave de l'*expulsion* (loi du 7 décembre 1849). De par le décret du 2 octobre 1888, tout étranger non admis à domicile est astreint à une déclaration de résidence lorsqu'il vient à se fixer en France. Cette déclaration doit être, au surplus, renouvelée dans les quinze jours de tout changement de sa résidence. Ces mesures de police ont été particulièrement renforcées pendant la guerre et ont donné lieu à de nombreux décrets et arrêtés. Aux termes de la loi du 7 décembre 1849, un étranger peut être expulsé par simple mesure de police et sans que l'opportunité de la mesure puisse être soumise à l'appréciation de quelque juridiction que ce soit.

Seuls, d'autre part, des nationaux peuvent demander aide et protection à leurs consuls ou représentants diplomatiques (ce point est intéressant à mentionner dans une

étude dont l'objet sera des individus sans nationalité). Seul un national pourra échapper à l'extradition.

Le droit maritime et la réglementation de la pêche en haute mer favorisent assez légitimement les ressortissants français.

Aux termes de l'acte de navigation du 21 septembre 1793 et des traités de commerce de 1860, un navire ne sera francisé que s'il a été construit en France, que s'il appartient pour moitié à des Français et si les trois quarts de son équipage et tous les officiers sont des nationaux.

La réglementation de la pêche est, exception faite de quelques traités, purement nationale. Les bateaux français sont soumis aux règles nationales et à la juridiction des tribunaux français ; protection leur est assurée par nos croiseurs.

Dans l'hypothèse même des règlements internationaux, les contrevenants restent soumis exclusivement aux juridictions de leurs pays respectifs (1).

Il est, enfin, une catégorie d'étrangers appelés à souffrir plus que beaucoup d'autres de leur éloignement du pays natal, nous voulons parler des indigents, de ceux qui ont besoin de secours de tous ordres.

En France, et ce n'est pas une mesure isolée, l'assistance médicale gratuite et obligatoire, telle qu'elle a été

(1) Cf. notamment la Convention du 6 mai 1882 sur la pêche dans la Mer du Nord. Les différents États riverains ont toujours tendance à réserver le droit de pêche maritime à leurs nationaux, non seulement dans la zone côtière, mais dans certains cas jusqu'au sein de la « mare liberum » de Grotius, d'où la nécessité de règlements internationaux.

organisée par la loi du 5 juillet 1893, est réservée aux seuls Français. Il en est d'ailleurs de même en matière d'assistance judiciaire. Sans doute admettra-t-on généralement les étrangers dans nos hôpitaux, ne serait-ce que par mesure charitable et raison d'humanité, mais c'est bien une charité et non une obligation. Il est d'ailleurs à penser que le problème a dû se poser dans certains cas avec une acuité toute particulière, car un certain nombre de traités internationaux se sont efforcés de lui donner une solution.

La loi française précitée ne stipule-t-elle pas, au surplus, que « les étrangers malades privés de ressources, « seront assimilés aux Français toutes les fois que le gouvernement aura passé un traité d'assistance réciproque « avec les nations d'origine ».

Parmi ces derniers traités, nous signalerons un des derniers en date, sinon le dernier, celui qui ayant pour but l'égalité de traitement entre les ressortissants de la France et du Grand-Duché de Luxembourg a été promulgué par décret du 28 août 1924 (1).

Nous citerons également, mais ceci appartient déjà presque à l'histoire, et dans tous les cas au passé, les traités de 1894 entre l'Allemagne et la Russie, traités spécialement dignes d'attirer notre attention puisqu'ils visent expressément le cas de l'heimatlosat (2).

(1) *J. O.* du 31 août 1924. V. aussi *Gaz. Trib.* des 7, 8, 9 septembre 1924.

(2) Cf. également l'arrangement franco-italien du 30 juin 1924 promulgué par décret du 27 janvier 1925 (*Gaz. Trib.* des 20 et 21 février 1925).

Pour ne pas entrer, enfin, dans des détails trop connus, nous ne dirons que très peu de mots des restrictions auxquelles les étrangers sont soumis lorsqu'ils veulent choisir une profession ou occuper certains postes. Un étranger, nous l'avons vu, ne pourrait être officier ou mécanicien à bord d'un navire français (1).

Il ne pourrait être, pour les mêmes raisons d'opportunité, propriétaire pour plus de moitié d'un navire français (2). La pêche lui serait interdite, du moins sur un bateau étranger, dans les eaux territoriales françaises (3). De même, le cabotage sur nos côtes ou entre les deux rives françaises de la Méditerranée (4). Un étranger se verrait interdire en France les professions de médecin, chirurgien, dentiste ou sage-femme avant d'avoir obtenu le diplôme exigé de nos nationaux (5).

La loi sur la presse ne permet pas de confier les responsabilités de la gérance d'un journal ou écrit périodique publié en France à tout individu ne jouissant pas de ses droits civiques (6). Cette dernière qualité serait également exigée de toute personne faisant les déclarations prescrites en matière de réunion (7). Un étranger ne pourrait être directeur ou administrateur d'un syndicat professionnel (8).

(1) Décret du 21 avril 1882, articles 1^{er} et 2.

(2) Loi du 9 juin 1845, article 11.

(3) Loi du 1^{er} mars 1888, article 1^{er} et décret du 19 août 1888.

(4) Loi du 2 avril 1889.

(5) Loi du 30 novembre 1892.

(6) Loi du 29 juillet 1881, article 6.

(7) Loi du 30 juin 1881, article 2.

(8) Loi du 21 mars 1884, article 4.

ou d'une société de secours mutuels, exception faite toutefois du cas où elle serait établie entre étrangers (1).

Enfin l'étranger qui n'a pas été admis à domicile ne pourrait enseigner dans un établissement public, et même dans un établissement d'enseignement privé, quel qu'en soit le degré (2).

Avant de passer à l'étude, dont nous ferons le corps même de cet ouvrage, nous voulons maintenant attirer l'attention du lecteur sur la situation variable faite à l'étranger au cours des siècles écoulés. Si nous pensons avoir suffisamment mis en valeur l'intérêt qui s'attache à la détermination de la nationalité, nous croyons utile de faire appel à l'étude historique, afin de prévoir, le cas échéant, certaines vicissitudes dont la qualité d'étranger aura bien longtemps encore le regrettable privilège.

La Grèce antique elle-même était aussi peu favorable que possible à l'étranger, du moins si nous nous reportons à l'époque de Lycurgue. Le droit de cité refusé purement et simplement par ce dernier, ne sera accordé par Solon d'Athènes que sous des conditions particulièrement sévères. Il ne fallait rien moins que deux votes successifs du peuple assemblé, il fallait surtout justifier d'éminents services rendus à la république. Encore la personne assez heureuse pour être gratifiée de la confiance des citoyens devait-elle transporter définitivement à Athènes le siège de ses intérêts et son domicile familial. L'assimilation n'était

(1) Loi du 9 avril 1898, article 3.

(2) Loi du 15 mars 1850, article 78 ; décret du 5 décembre 1850, article 1^{er} ; loi du 12 juillet 1875, article 9 ; décret du 25 janvier 1876, article 8 ; loi du 30 octobre 1886, article 4.

au surplus intégralement acquise qu'au bout de trois générations (1).

Avec le développement du commerce, principalement du commerce maritime, ces règles plus que prudentes devaient toutefois fléchir. Elles fléchirent même si bien que malgré les protestations autorisées de Démosthène et d'Isocrate, on ne craignit pas de vendre purement et simplement le droit de cité.

A Rome, nous relèverons une évolution assez comparable. A l'origine, toute rigueur, puis au contraire et dans la période de croissance impériale, concession collective du droit de cité. Politique qui trouve son aboutissement et son point culminant dans l'édit d'Antonin Caracalla, lequel a, nous le savons, donné le citoyennat à tous les sujets de l'Empire. A côté de la naturalisation collective, nous noterons également les formes alors en usage pour la naturalisation individuelle. Il était possible de devenir citoyen romain par un *acte d'autorité* ; la puissance publique représentée successivement par les comices (loi comitiale), par la plèbe (plébiscite), par les sénateurs (sénatus-consultes), par le magistrat, enfin par le prince.

Nous voulons citer également un curieux mode d'acquisition du droit de cité (*erroris causa probatio*) : un Romain se marie avec une femme pérégrine ou latine qu'il croit romaine. En « établissant » son erreur devant le magistrat, il pourra obtenir le droit de cité pour son épouse et ses enfants.

(1) Cf. WEISS, p. 84.

A Rome également, la fin de la République et l'Empire tolérèrent la vente du droit de cité.

Les Barbares apportèrent dans le droit international leurs conceptions très particulières.

L'étranger, c'est-à-dire celui-là même qui n'appartenait pas au cercle étroit de la tribu, l'étranger donc (ou *warganeus*) ne pouvait être admis au sein de la communauté qu'après une résidence continue de douze mois et du consentement unanime de tous les membres. Encore cette admission ne comportait-elle pas le droit de porter les armes et de participer au *mallum* (« *arma sumere non ante cuique moris est; quam civitas suffecturum probaverit* »).

Le droit féodal, par contre, érige en principe l'assimilation des étrangers par les régnicoles (lettres de naturalité collectives ou individuelles). Certaines villes, Bordeaux, Lyon, Toulouse, n'avaient-elles pas obtenu la qualité de sujet du roi pour tous ceux qui viendraient s'établir sur l'étendue de leur territoire ? A noter toutefois que cette « sujétion » cessait dès l'instant que l'ex-aubain abandonnait sa résidence française. Par contre, des lettres de déclaration de naturalité étaient délivrées avec effets collectif et rétroactif à tous Français revenant en territoire royal après une longue absence, destructive de leur nationalité.

Le droit intermédiaire (1789-1804) est encore très favorable à l'assimilation.

La loi du 2 mai 1790 (1) confère le droit de cité à tout étranger résidant depuis cinq ans et d'une manière con-

(1) Cf. WEISS, p. 58.

tinue sur le territoire du royaume, prêtant le serment civique et justifiant d'une des conditions ci-après : acquisition d'immeubles en France, mariage avec une Française, établissement de commerce, etc. (1).

D'après la Constitution du 24 juin 1793, l'étranger de de 21 ans domicilié en France depuis une année seulement bénéficiera de la nationalité française *sans manifestation particulière de volonté*, s'il vit en France de son travail ou remplit quelques autres conditions assez aisées.

Des excès, l'assimilation trop rapide d'un certain nombre d'indésirables déterminèrent des réactions assez violentes en sens inverse (2).

La législation contemporaine n'admet plus (sauf exception) la naturalisation de droit. Toutes ses faveurs vont à la naturalisation gracieuse, ainsi dénommée parce qu'elle peut être refusée, et à la discrétion du pouvoir public. L'accueil fait à l'étranger est donc moins large qu'il n'a été à certaines époques antérieures de notre histoire. Nous devons chercher la raison profonde de ce revirement dans la concurrence trop grande, dans les justes compensations dues à celui qui est issu d'une famille sur laquelle pèse depuis longtemps la lourde charge des impôts publics, impôt du sang, contributions diverses.

La xénophobie, exaspérée par suite des circonstances troublées de la guerre et de l'après-guerre, inspire invinciblement le législateur et la foule, cette dernière beaucoup trop portée à généraliser. Nous devons reconnaître toutefois, et nous l'avons dit au début de cette étude, que le

(1) Cf. également la Constitution de 1791 (WEISS, p. 88).

(2) Cf. WEISS, p. 89.

droit moderne, le droit privé tout au moins, ne ménage point à l'étranger un sort spécialement défavorable. Nous devons ajouter qu'il n'en fut pas toujours ainsi ; mais avant de nous reporter aux siècles écoulés, nous rappellerons cette vérité, dès maintenant acquise, qu'exception faite des premiers âges où la sécurité militaire était la préoccupation dominante, la condition des étrangers ne fut parfois sévère que parce qu'elle visait des exceptions, des récalcitrants, dirait-on, des individus assez dépourvus du sens de l'opportunité pour ne pas se prêter à une assimilation qui leur était généreusement offerte, nous l'avons vu.

Les peuplades antiques étaient généralement peu favorables aux étrangers. Elles puisaient, même parfois, dans les pratiques de leurs sectes, des raisons de mépris à l'égard de ceux qui n'en faisaient pas partie. Nous citerons l'Inde et ses *parias*, l'Égypte, les Hébreux, ces derniers particulièrement xénophobes au temps de leur puissance.

Les peuples commerçants eux-mêmes, les Athéniens en particulier, s'ils recherchaient le contact des négociants étrangers n'en classaient pas moins les immigrants dans trois catégories différemment traitées, la dernière assez peu favorisée. Tout d'abord les isotèles, auxquelles on accordait les faveurs d'une assimilation sans réserve par traités ou décrets populaires. Ensuite les métèques dont le nom a survécu à la condition ; ces derniers étaient admis à domicile après une enquête assez serrée, mais cette faveur ne pouvait leur éviter nombre d'incapacités et une juridiction spéciale ; par contre, toutes libertés leur étaient accordées en ce qui concerne le paiement de fortes contri-

butions et les services d'ordre militaire. La dernière catégorie qui groupait la masse des indésirables, sous le nom de barbares, ne comportait la concession d'aucun droit ni même d'aucune protection. Mais ce groupe peu favorisé devint squelettique, le jour où la naturalisation devint extrêmement aisée.

Les Romains pratiquèrent à l'égard des étrangers une règle assez curieuse, mais compréhensible. Le conquérant romain associa progressivement les peuples vaincus à sa fortune et leur concéda des droits susceptibles de compenser les libertés ravies. Mais ces concessions allèrent en ordre décroissant et de manière inversement proportionnelle à l'éloignement de la capitale. Les barbares n'ont aucun droit ou presque (nous avons cette fois choisi un ordre inverse de celui de tout à l'heure) ; les déditices ne pouvaient tester à aucun titre, ni comme citoyen romain ni comme étranger ; ils n'appartiennent à aucune cité déterminée et n'ont la protection d'aucune loi nationale (1). Ce sont les *heimatlos* de l'époque. Le pérégrin ordinaire exclu du bénéfice du *jus civile* jouit cependant du *jus gentium*, privé du *jus connubii* et du *jus commercii*, il ne peut recevoir dans une succession *ab intestat* ; par contre, les règles du droit des gens, sur le mariage et très généralement l'ensemble des lois que la raison a fait prévaloir dans toutes les législations, lui sont applicables.

Les pérégrins latins ou *latini veteres* sont recrutés parmi les habitants du Latium, tout d'abord alliés de Rome, puis

(1) *Ulpian Reg.*, XX, 14.

soumis par elle. Ils jouissent de libertés assez étendues et ont notamment le *jus commercii*. De même les *latini coloniari*, Romains émigrés ou condamnés, tous privés de droits politiques. De même, les *latini juniani* qui se recrutent parmi les esclaves affranchis.

La période des invasions barbares accuse une sérieuse régression. Les barbares forment des associations de guerriers particulièrement fermées, mais d'autant plus sévèrement soumises à la discipline de la solidarité. Est réputé *warganeus* et n'a aucune espèce de droit, tout individu, fût-ce un homme libre et quelle que soit sa naissance, qui ne fait partie d'aucune de ces associations. Mais il suffisait d'avoir été hébergé pendant trois jours seulement par un affilié pour avoir droit au patronage et partant au minimum de droits strictement nécessaires à l'existence. Lors des conquêtes franques, les peuples vaincus sont assimilés par la force même des choses, et ne sera plus réputé étranger que l'individu né hors le territoire de la tribu ; mais ce ne sera que petit à petit que les textes législatifs s'imposeront à tous ceux habitant le territoire ; pendant très longtemps (jusqu'au *x^e* siècle) on appliquera à chaque individu la loi personnelle de sa tribu, partout où il se trouvera. Seule la féodalité, véritable religion de la terre, sera assez forte pour affirmer la territorialité des coutumes. Chaque seigneur aura sa loi et l'étranger, on dira maintenant l'aubain, lui devra soumission (« *aveu* ») dans le délai d'un an et un jour, faute de quoi seront immédiatement saisis sa personne et ses biens. Sa soumission n'étant d'ailleurs pas exclusive du droit d'aubaine ou droit de succession du seigneur, et autres incapacités du même

ordre. Évidemment l'étranger ne jouissait pas alors d'une situation particulièrement enviable, mais nous nous rappelons que dans le même temps les chartes des villes lui étaient très largement favorables.

La royauté, tandis qu'elle affirmait sa puissance, eut pour objectif de transformer le droit d'aubaine de féodal en régalien, cependant qu'elle réduisait le nombre des aubains.

Quelle était la condition de ces rares étrangers ? Pour eux, on revient à la distinction classique du *jus civile* et du *jus gentium*. Droit de tutelle et d'adoption leur sont interdits ; ils doivent, en outre, subir le droit d'aubaine, qui ne leur permet pas de transmettre leurs biens à des héritiers qui ne seraient pas régnicoles. Mais très vite ce droit d'aubaine tant décrié reçoit d'importantes atténuations. Certaines provinces font d'heureuses exceptions en faveur de ceux des étrangers qui rendent des services à la France, notamment aux artisans et négociants ; le droit d'aubaine est alors remplacé, racheté par un droit de détraction, véritable impôt direct.

Si nous nous déplaçons assez rapidement dans le temps et passons au droit intermédiaire, nous assistons tout d'abord à la suppression du droit d'aubaine, l'étranger pouvant désormais et sans limitation aucune transmettre ou recevoir *mortis causa*. Les étrangers sont, au surplus, l'objet de mesures fort bienveillantes, mais on leur refuse cependant les droits politiques.

« La philanthropie, nous dit Demangeat (1), en ce

(1) DEMANGEAT, *Histoire de la condition civile des étrangers en France*, p. 246.

« point devait céder à la raison, et au désir inquiet que
« l'on avait de ne confier qu'à de bons citoyens une part
« quelconque de la puissance publique. »

Il n'est pas inutile de remarquer que dans le même temps les nations autres que la France apparaissaient comme beaucoup moins disposées à faire des concessions aux étrangers. En 1819 encore, la législation anglaise refusait aux Français notamment, le libre exercice du droit de succession.

Aujourd'hui, il est admis, universellement admis que la loi française ou plus généralement la loi interne ne saurait mettre obstacle à l'application des lois étrangères, que si les intérêts généraux lui commandaient de les repousser, ou de restreindre par une réglementation, l'exercice des facultés qu'elles consacrent.

Cette restriction équitable semblait d'ailleurs être tombée autant dire en désuétude, exception faite des lois de police et de sûreté, d'application restreinte d'ailleurs en temps de paix. La période de guerre non seulement fut l'occasion d'une véritable réaction, mais encore elle détermina les pouvoirs publics et le législateur à des rigueurs depuis longtemps oubliées.

Dans certains cas, les dispositions de la loi de 1889 modifiant le Code civil n'ont pas été exemptes de critiques. De graves imperfections sont apparues. L'article 8 (al. 2-4) du Code civil n'a-t-il pas été déclaré applicable (la Cour de cassation pouvait difficilement statuer différemment) alors même que les étrangers durant leur minorité avaient été expulsés ou même avaient combattu contre la France. Il suffisait pour leur assimilation légale, qu'ils fussent éta-

blis en France au moment de leur majorité, même si c'était d'une manière illicite et en contravention de l'arrêté d'expulsion. Par mesure de réaction, on a donc été jusqu'à proposer purement et simplement l'abrogation au moins de l'article 8 (1).

Mais nous aurons l'occasion de revenir sur toutes les mesures d'exception prises pendant la guerre à l'égard des étrangers. Il nous reste maintenant à donner une conclusion à notre introduction.

Nous avons vu que si l'État moderne refusait à l'étranger un certain nombre de droits publics et un petit nombre de droits privés réservés aux seuls Français, il n'était autant dire pas mis obstacle au libre exercice par l'étranger des libertés et des droits dont il jouirait dans sa patrie.

Mais si nous nous trouvons en présence de sans-patrie, d'heimatlos, d'individus ne pouvant se réclamer d'aucune nationalité, d'aucun statut personnel, le problème prend alors une face toute nouvelle et il ne s'agit plus de dire quels sont les droits qui seront refusés à l'étranger parmi ceux que sa nationalité revendique, mais bien de savoir quels droits leur seront accordés. Abstraction faite des tendances libérales modernes, nous nous trouvons à nouveau en présence de véritables et nouveaux aubains, auxquels nous voulons maintenant consacrer le surplus de notre ouvrage.

(1) Cf. Proposition Gruet, Chambre, *J. O.*, Doc. Parl., 1915, p. 72. V. également sur ce projet : 21 septembre 1916, *J. O.*, Doc. Parl., Sénat, pp. 433 et suiv. et article de M. WAHL dans la *Revue trimestrielle de droit civil*, 1916, pp. 583 et suiv.

PREMIÈRE PARTIE

SOURCES DE L'HEIMATLOSAT

Nous parlerons tout d'abord d'un certain nombre de règles ou principes que toutes les législations reconnaissent encore et qui ne sont rien moins que destructives des nationalités.

Parmi ces règles, nous ferons une place en vue à la dénationalisation prononcée à titre de peine. Le droit antique et même l'ancien droit étaient grevés de dispositions des plus sévères. Des villes entières se sont vues retirer le droit de cité, mais il faut, pour cela, remonter à des temps passablement reculés. Plus près de nous et en France, perdait autrefois la qualité de Français, celui qui avait abandonné sa patrie sans esprit de retour. La Constitution du 5 Fructidor an III, art. 15, ne décréait-elle pas avec une arrière-pensée évidente de pénalité que « tout citoyen qui aura résidé sept années consécutives « hors du territoire de la République, sans mission ou « autorisation donnée au nom de la nation, est réputé « étranger ».

De même, encourait une dénationalisation aussi juri-

diquement regrettable qu'immédiate celui qui s'affiliait à une corporation étrangère, exigeant des vœux religieux ou des titres de noblesse.

Mais nous n'en sommes plus là. On a repoussé le caractère purement pénal de la dénationalisation. On ne veut plus, en apparence au moins, que tirer les conséquences logiques d'actes volontaires assez graves pour laisser présumer une véritable répudiation de la nationalité française. Nous disons en apparence, car si l'intéressé émettait la prétention d'établir ses véritables intentions, il ne pourrait en être tenu aucun compte.

Parmi les circonstances susceptibles aujourd'hui encore de valoir à l'intéressé la perte de la nationalité française (1), nous citerons l'acceptation de fonctions publiques à l'étranger, malgré une injonction du gouvernement français (2), la prise de service militaire à l'étranger *sans* l'autorisation du chef de l'État. Il ne s'agit même pas d'un service effectif. Il suffit d'avoir été à la disposition des autorités militaires étrangères.

On nous objectera peut-être qu'il s'agit là de dispositions périmées, désormais sans application, parfaitement désuètes. Nous ne sommes pas du tout de cet avis et récemment encore nous avons pu trouver dans les recueils de jurisprudence plusieurs décisions se référant à cet arsenal soi-disant démodé. Il est d'ailleurs juste de dire qu'il s'agissait surtout d'Alsaciens-Lorrains, qui, malgré leur

(1) Cf. C. civ., article 17.

(2) Il s'agit de fonctions politiques, administratives ou judiciaires impliquant une participation quelconque à l'exercice de la puissance publique (cf. WEISS, p. 143).

réintégration dans la nationalité française avaient repris du service en Allemagne un peu par habitude, beaucoup par ignorance (1).

De plus, la nouvelle loi sur la nationalité du 10 août 1927 a maintenu cette disposition. Les articles 9 et 10 de ladite loi stipulent :

Perdent la qualité de Français :

« 4° le Français qui, remplissant à l'étranger un
« emploi dans un service public, le conserve nonobstant
« l'injonction de le résigner dans un délai déterminé, qui
« lui aura été faite par le Gouvernement français.

« Cette mesure ne pourra être étendue à la femme et
« aux enfants mineurs, que par décision des tribunaux
« civils, rendue dans les formes prévues à l'article 10 ;

« 5° le Français qui, ayant acquis sur sa demande ou
« celle de ses représentants légaux, la nationalité française
« est déclaré déchu de cette nationalité par jugement.

« Cette déchéance peut être encourue :

« a) pour avoir accompli des actes contraires à la sûreté
« intérieure et extérieure de l'État français ;

« b) pour s'être livré au profit d'un pays étranger, à

(1) Cf. Tribunal civil de Saverne, 2 octobre 1923. Consulter, sur l'application de l'article 17, § 14, le nouveau Code civil annoté, article 17, nos 178 et suivants. *Répertoire pratique*, v° *Nationalité*, n° 490, Paris, 30 juin 1896 (*D. P.*, 97. 2. 33) et la dissertation de M. Paul Fauchille ; Trib. civ. Seine, 27 juillet 1897 (*D. P.*, 97. 2. 518) ; Bordeaux, 6 mars 1923 (*D. P.*, 1923. 2. 94). V. aussi une décision de la Cour d'appel de Colmar du 26 novembre 1924 (*Gaz. des Trib.* du 8 février 1925) ; AUBRY et RAU, 5^e édit., t. I, p. 74, notes 28 et 29 ; BAUDRY-LACANTINERIE et HOUQUES-FOURCADE, t. I, n° 539.

« des actes incompatibles avec la qualité de citoyen français et contraires aux intérêts de la France ;

« c) pour s'être soustrait aux obligations résultant pour lui des lois de recrutement. »

Ce que nous critiquons d'ailleurs le plus, ce n'est pas tant la mesure de caractère pénal, quoiqu'on dise, que les conséquences sociales et internationales de cette sanction inconsidérée, car priver ultérieurement un naturalisé, c'est en faire presque certainement un heimatlos. Ayant perdu sa nationalité d'origine, exclu de sa nouvelle, il va devenir un individu sans nationalité.

Nous aurons cependant l'occasion de voir plus loin que la dénationalisation prononcée à titre de peine existe encore dans d'autres pays : l'Italie, la Roumanie et surtout la Russie.

Parmi les sources de l'heimatlosat, nous citerons maintenant certaines règles légales, qui diffèrent des premières en ce qu'elles ne sont pas uniformément admises, mais qui sont encore reconnues par un assez grand nombre de législations pour que nous en parlions. Telle est la déchéance de la nationalité, dès lors qu'elle est prononcée comme conséquence directe de l'expatriation. Nous avons vu que la France elle-même admettait avant 1889 (1) cette cause de déchéance, et les effets durables de cette législation révolue ont pu et peuvent encore se faire sentir, puisqu'ils dureront autant que la vie de ceux qui ont subi ses rigueurs et perdu leur nationalité. Plus précisément, sous l'empire de l'ancien article 17 du Code civil, la rési-

(1) Cf. loi du 26 juin 1889.

dence à l'étranger en vue de l'exploitation d'un commerce ne pouvait, en l'absence de tous autres indices susceptibles d'imprimer à l'émigration un caractère définitif, être considérée comme un établissement en pays étranger sans esprit de retour emportant comme tel perte de la qualité de Français (1), *mais* le fait de la part de l'émigrant d'avoir acquis des immeubles, et d'être demeuré dans le pays étranger après la cessation de son commerce, constituerait une preuve suffisante de son intention d'abdiquer la nationalité française (2).

Cette cause de perte de la nationalité française bien qu'effacée de la législation française par la loi du 26 juin 1889, peut encore être invoquée soit par l'intéressé, soit contre lui, mais seulement pour les périodes antérieures à 1889 (3).

Mais si la législation française et très généralement celle des pays d'immigration (4) n'admettent plus la déchéance de nationalité, tout au moins avant la loi du 10 août 1927, il n'en est pas de même de la plupart des législations étrangères. Et dans son ouvrage sur la perte de la nationalité, M. Maurice Jouot (5) a pu dire avec beaucoup d'à-propos et de justesse : « Nous voyons consacrer à peu « près partout la faculté d'expatriation. Nous voyons aussi

(1) Trib. civ. Bourges, 12 novembre 1896 (sous Bourges, 15 décembre 1896), *D. P.*, 1902. 2. 425.

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*

(4) Cf. un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 20 mars 1925, *Gaz. des Trib.* du 19 avril 1925.

(5) *De la perte de la nationalité*, Paris, A. Rousseau, 1893, in-8°.

« et il faut le regretter que presque toutes admettent la
 « déchéance de la nationalité. On s'explique cette sorte
 « d'unanimité par une idée bien naturelle, qui est une
 « survivance des idées antiques. La qualité de citoyen
 « d'un État est considérée par chaque législateur comme
 « un privilège dont la privation peut au même titre que
 « la privation de la vie ou de la liberté, constituer une
 « peine. Il y a là une erreur qu'il serait bon de déraciner.
 « Elle est la principale source de l'heimatlosat dont nous
 « avons déjà démontré les dangers ».

Presque partout : effectivement et sans que cette énumération ait la prétention d'être limitative, parmi les nations qui accueillent encore dans leur législation la déchéance de la nationalité pour cause d'expatriation, nous citerons la Norvège, l'Allemagne (sauf l'effet de certaines dispositions bien connues), la Hongrie, la Suède, la Hollande, le Danemark, la Belgique, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Suisse (dans certains cas seulement), la Turquie. Ainsi une des principales sources de l'heimatlosat est la législation interne de chacun des pays.

Nous consacrerons quelques mots à ces législations génératrices d'heimatlosat (1).

Tout d'abord la Norvège. La loi interne qui consacre en dernier lieu la déchéance date du 21 avril 1888 (art. 6, b). Cinq à dix années d'absence suffisent pour

(1) Voir sur ce point l'Étude des législations faite par Mr. E. S. ZEBALLOS, Doyen de la Faculté de Droit de Buenos-Aires dans son *Traité sur la Nationalité* : t. III, La dénationalisation, p. 677 : L'heimatlosat dans le droit d'outre-mer.

laisser présumer la volonté d'expatriation et de répudiation de la nationalité d'origine.

L'Allemagne réserve à ses nationaux expatriés deux traitements d'ordre essentiellement différents. Ou bien l'émigrant fait le serment de servir le développement de la plus grande Allemagne, il obtient un congé et il peut à la fois acquérir une nationalité étrangère et conserver la nationalité allemande. (Nous reconnaissons là les effets de la trop fameuse loi Delbrück). Ou bien l'émigrant quitte la terre natale sans autorisation ou encouragements spéciaux, et dans ce cas une absence de dix années consécutives suffira à lui faire perdre sa nationalité d'origine. L'Allemagne tout particulièrement a donc favorisé l'heimatlosat.

Nous ne parlerons pas des autres causes de déchéances qui n'offrent aucune originalité.

Cependant, à titre historique, il y a lieu de rappeler que le 15 juin 1851, les gouvernements qui formaient la Confédération de l'Allemagne du Nord conclurent une convention dans le but de supprimer l'heimatlosat ; le moyen employé fut de nationaliser, malgré leurs volontés, les éléments flottants.

L'Allemagne applique cependant au sans-patrie la loi de son domicile ou faute de domicile, celle de sa résidence (nouveau Code civil allemand, art. 29).

La Hongrie bénéficie, autant que ce mot puisse être employé en l'espèce, d'une législation assez comparable.

A noter pourtant la loi du 18 décembre 1894 sur le mariage dispose (art. 119) qu'on doit assimiler pour le mariage les heimatlosen à l'étranger dont la nationalité est incertaine et leur appliquer la loi de leur domicile.

La Suède a consacré à la question une loi du 1^{er} octobre 1894 (art. 7), loi dans laquelle nous trouverons à peu près les mêmes points de repère : à savoir, une absence ininterrompue de dix années. Cette loi comporte toutefois un certain nombre d'exceptions dont l'énumération dépasserait le cadre de cette étude.

La loi néerlandaise du 29 juillet 1850 (art. 10) rentre, elle aussi, dans le cadre de ces errements déjà qualifiés. Il en est de même pour le Danemark.

La Belgique, la seule énonciation de ce petit pays, *notre voisin immédiat*, suffit à provoquer notre attention. Très nombreux furent, en effet, les Belges qui, poussés, talonnés par l'invasion ont trouvé en France un refuge, puis un domicile. Nombreux sont ceux qui n'ont pas regagné leur patrie d'origine et ont conservé en France leur principal établissement. Or, le Code civil belge, qui n'est autre que notre Code civil de 1804 à peine modifié, comporte encore la rédaction de l'article 17 (3^e) d'avant 1889.

Cependant, le jurisconsulte belge Laurent avait proposé une solution. Dans son projet de Code civil, il avait donné un statut aux heimatlosen. Le statut de celui qui n'a point de nationalité est déterminé par son domicile, et s'il n'a pas de domicile certain, par sa résidence.

Solution simple qui cependant n'a pas encore été adoptée légalement, mais que la jurisprudence sanctionne. La seule mesure prise à leur égard a été de leur imposer le service militaire (loi du 8 juin 1870).

Ces dispositions en apparence moins imprudentes que celles des autres pays auxquels nous venons de consacrer quelques mots, ces dispositions, disons-nous, sont loin

d'exclure l'heimatlosat. Le fait de renoncer à sa nationalité, celui de transporter sa résidence à l'étranger, n'impliquent pas, il s'en faut, que l'intéressé ou les intéressés (1) aient fait l'acquisition d'une nouvelle nationalité.

Le législateur italien n'admet la déchéance pour cause d'expatriation, qu'autant qu'il y a eu renonciation expresse devant l'officier de l'état civil du domicile et transfert de la résidence en territoire étranger (2). L'Italie, d'autre part, admet le principe de l'heimatlosat (loi du 15 août 1927 sur le recrutement).

Mais cependant l'Italie, sous le gouvernement actuel de Mussolini, a admis la dénationalisation à titre de peine. Par décret royal de novembre 1926, le Gouvernement italien a privé du droit de cité certains Italiens : dix-sept personnes, suspectées probablement pour leurs opinions politiques, ont été dénationalisées. Elles ont perdu leur nationalité italienne. Une d'entre elles s'est réfugiée en Suisse, une deuxième aux États-Unis et les quinze autres habitent la France. Ces dix-sept personnes sont donc devenues des heimatlos. A notre connaissance, il n'y a pas eu depuis d'autres décrets faisant perdre leur nationalité à des Italiens. Le Gouvernement s'est probablement rendu compte de l'inefficacité des mesures prises, car le décret lui-même ne semble plus en vigueur. Tout au moins le nouveau Code pénal italien, appelé du nom de son auteur, « le Code Rocco », Garde des Sceaux (loi

(1) L'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Suisse, la Suède, la Norvège, l'Angleterre et les États-Unis admettent la dénationalisation collective.

(2) Cf. Code civil italien, article 11, 1^o.

du 1^{er} juillet 1931), ne fait aucune allusion à ce décret et n'institue pas la peine de la perte de la nationalité italienne.

Cependant, il convient à notre avis, de signaler ici, sans vouloir en quoi que ce soit sembler s'immiscer dans la politique du Gouvernement italien ou l'apprécier, comme plus loin, lorsqu'il s'agira de la Russie Soviétique, qu'à côté du droit, l'État italien a laissé créer volontairement un état de fait, qui est celui de l'heimatlosat. On n'a pas dénationalisé les Italiens émigrés qui ne sont pas fascistes, mais, d'ordre du Gouvernement, on leur refuse toute assistance. Les Ambassades et Consulats italiens les ignorent volontairement, quoique ressortissants de ce pays. On refuse de leur donner des pièces d'identité ou d'état civil et en particulier pour leur permettre de se marier. On ne leur délivre pas de passeport et le visa ne leur est pas accordé dans les consulats. Ils n'ont donc aucune protection de leur pays. Ce sont des heimatlos de fait.

La situation était si grave qu'à la fois, le Gouvernement français et la Société des Nations ont dû y remédier :

Une circulaire ministérielle permet aux Italiens de se faire délivrer des actes de notoriété qui leur tiennent lieu d'état civil.

Et la Société des Nations, les ayant considérés comme des réfugiés, leur a accordé le bénéfice du passeport Nanssen.

La législation espagnole influencée par la doctrine a voulu éviter la double nationalité en obligeant les étrangers à déclarer leurs statuts par leur inscription sur des

registres publics. Le décret royal du 17 novembre 1852 les y obligeait et celui-ci avait prévu dans son article 12 : « N'auront nul droit à la qualité d'étrangers à quelque point de vue légal que ce soit ceux qui ne se trouveront pas inscrits sur les registres... ».

Nous ne croyons pas que la récente constitution républicaine ait modifié sur ce point cette disposition.

L'ancienne Autriche régissait ce point de droit dans les termes des lettres patentes de l'Empereur du 24 octobre 1832.

La loi autrichienne dénationalisait les émigrés comme les lois allemandes, ce qui est une large source de l'heimatlosat.

La Suisse, ceci est plus curieux, a vu l'étendue du problème. C'est la Constitution suisse de 1848 qui a créé l'expression dans son article 56 en combinant le mot : « heimath » : lieu ou pays de la naissance et « los » : libre ou détaché. Elle a très certainement essayé de le résoudre, mais elle n'y est pas arrivée. La loi de 1876 prévoit, comme la loi italienne, une renonciation expresse faite entre les mains du gouvernement cantonal, mais elle a, de plus, la bonne précaution de demander au déclarant de justifier de l'acquisition de la nationalité dans le pays dont il se réclame (1). Ces mesures sont parfaites en ce sens qu'elles marquent une hostilité manifeste à l'égard de la déchéance pure et simple de la nationalité, déchéance génératrice d'heimatlosat ; c'est ce que déclare précisément M. Jouot : « Le but poursuivi apparaît clai-

(1) V. JOUOT, p. 163.

« rement : tarir les sources de l'heimatlosat. Cependant
 « on se contente de la naturalisation dans une colonie
 « anglaise destinée à ne produire effet que dans la colonie
 « (Trib. Fédéral, 4 juillet 1890, *ibidem*, 499) ». Il s'en-
 suit qu'en dehors de la colonie, l'ex-suisse sera sans natio-
 nalité. La mesure est donc imparfaite. Néanmoins ren-
 dons-lui cette justice, elle part d'une intention louable :
 l'effort considérable fait par le législateur suisse pour
 combattre l'heimatlosat. Ce pays est le seul qui l'ait
 condamné et édicté des lois sur cette matière. Elles défi-
 nissent l'heimatlos et obligent les cantons à lui procu-
 rer un droit de bourgeoisie cantonal ou communal :
 « Et cette incorporation a pour effet d'assimiler celui
 « qui en est l'objet aux autres citoyens, soit en ce
 « qui concerne les devoirs, soit en ce qui concerne les
 « droits politiques et civils, la participation aux avan-
 « tages communaux, religieux et scolaires, ainsi que la
 « jouissance de secours en cas d'indigence. »

La Turquie, enfin, impose la déchéance à l'expatrié,
 en l'absence d'un iradé impérial (1).

Enfin, la Russie soviétique dénationalise également ses
 émigrés. Nous aurons du reste l'occasion d'examiner plus
 loin cette source si importante de l'heimatlosat.

D'une façon très générale donc, un très grand nombre
 de pays, un trop grand nombre, admettent encore la
 déchéance de la nationalité pour cause d'expatriation (2).

(1) Loi du 19 janvier 1869.

(2) V. aussi sur la question : ESTOPPEY, *La loi fédérale du 31 juillet 1876 sur la naturalisation ; la naturalisation et la renoncia-
 tion à la nationalité d'après la législation suisse* ; M. GEOUFFRE DE

Parmi les sources d'heimatlosat, nous noterons maintenant le manque d'uniformité des législations sur la nationalité, la manière dont on l'acquiert et celle dont on la perd. Nous noterons la méconnaissance regrettable dans laquelle restent les législateurs des règles édictées sur ces divers points par les nations voisines. Ajoutons que, d'une manière très générale, il est démontré que le manque d'accords internationaux suffit à lui seul pour engendrer l'heimatlosat.

Parlant des législateurs d'un pays déterminé, on a pu dire très justement : Chaque État, dans sa propre législation, règle en premier lieu l'attribution de sa nationalité : titre de nationalité d'origine. En second lieu, l'État pose des règles touchant l'acquisition par un individu étranger de sa nationalité, acquisition qui se fait généralement par le moyen de la naturalisation. Enfin, les États s'inspirent, non pas de considérations à caractère international, mais de leur propre tradition, de leurs propres intérêts, des exigences de l'état social dans lequel ces États vivent. Il se trouve qu'ils n'ont pas tous les mêmes règles ; il en est qui accordent plus largement leur nationalité aux immigrants. D'autres n'admettent pas facilement que leur nationalité soit perdue par des sujets qui émigrent, et d'autres États retirent leur nationalité à ceux

LAPRADELLE, *De la nationalité d'origine* ; GLARD, *De l'acquisition et de la perte de la qualité de Français* ; LAINÉ, Note dans le *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1891-1892, p. 229 ; LESUEUR et DREYFUS, *La nationalité et Revue pratique de Droit international public*.

qui émigrent sans savoir s'ils acquièreront une autre nationalité.

Nous donnerons des exemples typiques des conséquences engendrées par ces différences de législations et par le manque d'accords internationaux. Supposons par hypothèse l'expatriation d'une famille italienne après déclaration devant l'officier de l'état civil du domicile. D'après la législation italienne en vigueur (1), si cette déclaration a bien été suivie en fait d'émigration, les membres de la famille considérée perdent *collectivement* leur nationalité d'origine. Voici donc une famille d'heimatlos. Certes le père pourra solliciter sa naturalisation dans le pays dont il deviendra le commensal. Mais s'il a émigré dans un territoire où la législation en vigueur n'admet pas la naturalisation collective ? Il aura, par un seul acte de sa puissance paternelle, privé sa famille et notamment ses enfants de leur nationalité d'origine, mais il lui sera impossible de leur conférer par les mêmes voies la nationalité nouvelle, que pour des raisons personnelles il a cru bon de solliciter. Sa volonté souveraine, il ne la retrouvera plus, passée la frontière du territoire sur lequel il vient se fixer.

Ceci n'est qu'un exemple et n'a qu'un but : nous montrer combien les divergences de législation sont regrettables dans un monde où les frontières ont cessé d'être des barrières sérieuses, dans un monde où les mouvements démographiques sont parfois de très grande amplitude.

(1) Code civil, article 11, 1^o.

Un seul exemple pouvant parfois être qualifié d'exception, nous prendrons maintenant une autre hypothèse.

Par suite de lacunes véritablement regrettables, la plupart des législations prévoient la perte de la nationalité pour la femme mariée à un étranger et omettent de stipuler que cette véritable déchéance ne pourra être acquise qu'autant que l'intéressée sera susceptible par son mariage d'acquérir la nationalité de son mari. La France elle-même n'a réparé cette omission que depuis 1889 (1).

Supposons, dès lors, une jeune fille de nationalité norvégienne par exemple ; marions-la par hypothèse à un Américain du Nord. Le seul fait de son mariage la privera de sa nationalité d'origine, mais supposons que, mal renseignée, elle déclare au moment de la célébration et dans les formes requises par la loi fédérale, qu'elle entend ne pas acquérir la nationalité de son mari (2). Elle se trouvera dès lors avoir perdu la nationalité norvégienne sans avoir voulu en acquérir une autre ; son mariage l'aura à son insu placée dans les cadres de l'heimatlosat. Plus généralement, ce sera le cas de toute femme mariée qui, perdant sa nationalité d'origine par le seul fait de son mariage, n'aura pas acquis, de son fait ou non, la nationalité de son mari.

Sans doute, il est encore de nombreux cas d'espèces

(1) Nouvel article 19 du Code civil : la femme française mariée à un étranger ne perdra sa nationalité d'origine qu'autant qu'elle pourra effectivement bénéficier de la nationalité de son futur époux, d'après les lois en vigueur dans le pays de ce dernier.

(2) Cette faculté de répudiation de la nationalité fédérale lui est formellement reconnue.

dans lesquels par le jeu d'oppositions regrettables entre les législations internes, les individus se trouvent dépouillés de leur nationalité d'une manière plus ou moins consciente, le plus souvent inconsciente ; mais nous ne pouvons pas, dans le cadre de notre étude, relever toutes les dispositions légales des très nombreux pays faisant figure d'États sur notre planète. Nous pensons d'ailleurs avoir rempli notre but immédiat : dénombrer suffisamment de causes d'heimatlosat pour qu'il devienne impossible de nier non seulement l'existence, mais le constant renouvellement et même le développement de l'heimatlosat, et surtout donner une idée générale des causes *profondes* qui président à la naissance de ce spécimen curieux de la pathologie internationale, si on nous permet cette figure hardie.

Définir les causes permet le plus souvent d'entrevoir le remède ; sans vouloir anticiper, nous pouvons dire que ce qui fait le plus défaut dans la lutte encore restreinte engagée contre l'heimatlosat, c'est la collaboration, les accords internationaux.

Nous aurons, dans notre troisième partie, l'occasion de parler de certaines recommandations émanant de l'Institut de droit international, organe particulièrement qualifié en la matière et de celles de la Société des Nations. Nous pouvons dès maintenant faire une allusion discrète à la proposition de MM. Weiss et Catellani à la session de l'Institut tenue à Venise les 24 et 30 septembre 1896 (1).

(1) V. *Annuaire de l'Institut de Droit international*, t. XV, pp. 263 et suiv.

Note. — ART. 6. — « Nul ne peut perdre sa nationalité ou y

Mais nous devons malheureusement ajouter de suite que ces recommandations, pourtant autorisées, ne semblent pas avoir eu jusqu'ici beaucoup d'écho dans les Parlements de la plupart des pays. Dans l'avenir peut-être, mais jusqu'ici ?

Néanmoins, et tout en restant dans les cadres révolus du passé, nous ne pouvons faire abstraction de certains efforts restreints, certes, mais d'autant plus intéressants, épisodes d'une lutte dont nous aurons à préconiser, après tant de voix plus autorisées que la nôtre, la continuation, mieux le développement intensif. La France, et cette constatation nous est légitimement agréable, est à la tête du mouvement.

La législation de notre pays répugne très généralement à refuser la nationalité française, ou à ne pas l'imposer légalement, lorsqu'il n'y a pas certitude de l'acquisition d'une autre nationalité.

La loi de 1889 a notamment limité les cas de répudiation de la nationalité française pour certains étrangers se trouvant dans des conditions spéciales, faisant présumer, sinon peut-être et toujours leur attachement, du moins l'absence d'acquisition d'une autre nationalité.

Mais ceci mérite quelques développements. Nous étudierons deux cas d'espèces : 1° la situation faite par notre Code civil à l'enfant étranger né en France *et* domicilié en France à sa majorité (Code civ., art. 8, tel que modifié

« renoncer que s'il justifie qu'il est dans les conditions requises pour
« obtenir son admission dans un autre État. La dénationalisation
« ne peut jamais être imposée à titre de peine. »

par la loi de 1889) ; 2° celle qui est réservée à l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né (Code civ., art. 9, tel que modifié par la loi de 1889).

Le premier *est français*, sauf manifestation formelle d'une volonté contraire. Encore lui faudrait-il prouver, dans ce cas, qu'il a bien conservé sa nationalité d'origine, et qu'il a fait son service militaire à l'étranger.

Ces dispositions légales très importantes n'ont été adoptées par le Parlement qu'après une discussion très serrée dont nous voulons dire quelques mots. Notons de suite qu'aujourd'hui encore certains auteurs (1) discutent le mérite de ces dispositions et mettent en avant des arguments assez sérieux pour nous faire penser que cet article 8 de notre Code civil constitue un véritable sacrifice en faveur de la cause, dont nous voulons être le modeste champion.

Pour éviter la regrettable assimilation de fils d'étrangers nés en France plus ou moins par accident, la Chambre des Députés, notamment, avait tout d'abord mis une condition formelle à l'application de l'article 8. Il fallait que le père de l'individu bénéficiaire dudit article ait établi en France le centre, l'axe de son activité depuis au moins vingt années. La fixation en France du domicile de l'intéressé lors de sa majorité devenait alors tout à fait accessoire, il était même fortement question d'abandonner cette exigence. Vue du côté interne, du côté national, cette condition préalable était des plus légitimes. Dépeuplé, notre pays n'en est pourtant pas à un point tel de dénuée-

(1) WEISS, *Traité de droit international privé*, pp. 60 et suiv.

ment démographique qu'il doive s'assimiler tous ceux des enfants étrangers qui ont vu le jour sur notre sol. Le *jus soli* de l'ancien droit doit nous paraître un peu artificiel, avec les facilités de rapides et brefs déplacements, qui sont maintenant à notre disposition.

Autrefois, le seul fait de naître sur le territoire français avait un certain sens. Plus difficile à quitter, le sol natal n'était perdu de vue par les familles que dans des circonstances suffisamment graves ou simplement importantes, pour que l'événement puisse laisser présumer une sincère velléité de changement d'existence. Mais aujourd'hui ?

Quoi qu'il en soit, le législateur était sur le point d'exiger des gages plus que sérieux de l'attachement à la France du bénéficiaire de l'article 8, lorsque fut posée sous une forme plus ou moins apparente la question de l'heimatlosat.

Certains firent remarquer (1) qu'on ne pouvait laisser concurrencer nos jeunes gens par des étrangers qui, apparemment, ne feraient de service militaire nulle part, qu'au risque d'étendre les dispositions de l'article, il fallait contraindre les intéressés à prendre nettement parti entre la patrie française et la patrie étrangère. Et c'est alors qu'au lieu d'exiger de l'assimilé de sérieux gages de son attachement à la France, on exigea au contraire de celui qui optait pour la nationalité étrangère, la preuve formelle de sa dépendance.

Du même coup, et c'était d'ailleurs la logique même, on demandait à ce dernier de justifier de

(1) V. le rapport de M. Delsol du 3 juin 1889.

l'accomplissement de son service militaire à l'étranger. Voilà quel était le premier but poursuivi. Ajoutons d'ailleurs que, comme la plupart des dispositions légales, le nouvel article 8 n'a pas intégralement rempli le but envisagé, puisque contrairement à ce qui se passait sous l'empire de la loi du 16 décembre 1874 (1), et malgré les efforts du décret du 13 août 1889, pourrait aujourd'hui encore répudier la nationalité française un fils d'étranger qui aurait formulé, puis retiré une option avant sa vingt-deuxième année et dans les termes de l'article 9 du Code civil, ce dans le but unique de pouvoir bénéficier de certaines facilités accordées à nos nationaux et en particulier de pouvoir assister aux cours de nos écoles nationales.

A l'appui des arguments ainsi formulés, pour des raisons au moins apparentes d'intérêt national, vinrent s'en adjoindre d'autres se référant d'une manière plus expresse au problème de l'heimatlosat. On exigea très justement la production par le déclarant d'un certificat ou attestation en due forme de son gouvernement, établissant d'une manière irréfutable que l'intéressé avait bien conservé la nationalité de ses parents (2). On faisait, en effet, très justement observer qu'il n'y avait rien d'impossible, en l'état actuel des législations, pour que le long séjour fait en France ait privé le déclarant de sa nationalité ancienne. La sincérité de cette attestation ne pouvait d'ailleurs qu'être renforcée par une autre exigence par ailleurs déjà justifiée : celle de l'accomplissement effectif du service militaire dans le pays dont se réclame le déclarant.

(1) Cf. WEISS, p. 60.

(2) C. civ., article 8, 4°.

Ce sont là des mesures, particulièrement en ce qui concerne la première, que nous retrouverons en germe dans toutes les déclarations importantes faites par les sommités de l'Institut de droit international. Il n'est pas indifférent, il est au contraire particulièrement flatteur de constater que nous tenons l'avant-garde. Nous avons dit également que la loi de 1889 avait par ailleurs plus étroitement encore limité les cas de répudiation de la nationalité française pour certains étrangers se trouvant dans des conditions spéciales faisant présumer sinon leur attachement à la France, du moins *l'absence* d'acquisition d'une autre nationalité. Ici encore, nous nous trouvons directement aux prises avec le problème de l'heimatlosat.

Nous envisagerons donc en peu de mots le cas de l'enfant né en France d'un étranger qui lui-même y est né. Aux termes du Code civil de 1804, le personnage considéré était Français, mais sous condition suspensive seulement. Il devait, lors de sa majorité, revendiquer la nationalité du sol qui l'avait vu naître, lui et son père. Mais il y avait là un danger certain, et il était imprudent de s'en remettre à la seule diligence de l'intéressé. Que ce dernier oublie par ignorance, par inadvertance ou même par intérêt, oui par intérêt, de revendiquer la nationalité française et la Nation comptait parmi ses hôtes un heimatlos de plus. Un heimatlos, car dans la majorité des cas le père après son long séjour en France n'avait pu lui transmettre plus de droits qu'il n'avait lui-même pu en conserver vis-à-vis de sa patrie d'origine. Et, dans tous les cas, sa longue absence personnelle lui faisait perdre tôt ou tard la nationalité de ses ascendants. Nous parlions tout à l'heure

de l'intérêt qui pouvait présider à cet oubli et à ses curieuses conséquences. Ce ne sera pas anticiper sur l'exposé de notre troisième partie que de faire allusion aux avantages qu'il peut y avoir à bénéficier de l'hospitalité d'une nation, sans avoir à supporter la majeure partie des charges qui pèsent sur les nationaux.

Proudhon avait déjà compris les graves inconvénients pratiques de l'article 9 du Code civil de 1804. Pour remédier à l'état de chose envisagé, il avait imaginé la théorie dite de « l'incolat ». Il posait en principe que la nationalité française devrait être attribuée sans discussion possible à tout individu né sur notre territoire d'un étranger qui s'y serait fixé à perpétuelle demeure.

L'article 8 du Code civil tel que modifié par la loi de 1889 était en puissance dans cette argumentation. Mais le législateur ne devait pas tout d'abord prendre à son compte les idées du jurisconsulte.

La loi du 7 février 1851, modifiée le 16 décembre 1874 accorde à l'individu envisagé la nationalité française, sauf faculté de répudiation.

En 1889, enfin, il est assimilé purement et simplement au Français. Par la loi de 1893, il est toutefois indiqué que cette mesure ne saurait être applicable qu'à ceux dont le père est né en France. C'était revenir en arrière (1). Nous ne parlerons naturellement pas des cas particuliers et notamment de celui de l'enfant naturel ; notons toutefois que guidé, inspiré par le même souci, le législateur

(1) Si seule la mère est née en France, il n'est Français que sous condition-résolutoire, la faculté de répudiation lui est ouverte.

a prévu l'assimilation, que ce soit le père ou la mère qui bénéficient de la nationalité française. L'enfant suit le sort de celui qui l'a reconnu le premier.

Mais il nous faut maintenant parler un peu des efforts accomplis aux autres gouvernements.

La Suisse exige de celui de ses citoyens qui s'expatrie la justification de l'acquisition actuelle ou de la certitude d'acquisition de la nationalité du pays dont il veut devenir l'hôte. « Le but poursuivi apparaît clairement : tarir les « sources de l'heimatlosat » (1). Malheureusement, cette heureuse initiative n'est pas d'une efficacité absolue (2). Mieux valait sans doute supprimer purement et simplement la déchéance de la nationalité pour cause d'expatriation, solution radicale adoptée par la France depuis 1889, — maintenue par la loi de 1927 et préconisée par l'Institut de droit international.

Nous dirons, pour finir, quelques mots de certains actes internationaux plus spécialement dictés par le souci d'éviter l'heimatlosat ou tout au moins celui de régler le sort des heimatlos. Ce ne sont que des palliatifs certes. Les États contractants n'ont pas osé ou n'ont pas voulu aborder le problème de front, mais les solutions dès maintenant acquises n'en sont pas moins dignes d'être citées. En 1868, les États-Unis d'Amérique ont signé un certain

(1) Cf. JOUOT (Maurice), *De la perte de la nationalité*, Paris, A. Rousseau, in-8°, p. 163.

(2) « On se contente de la naturalisation dans une colonie « anglaise, destinée à ne produire effet que dans la colonie » (Tribunal fédéral, 4 juillet 1890, *ibid.*, 499). « En dehors de la colonie, « l'ex-Suisse sera sans nationalité. »

nombre de traités avec certains États appartenant à ce qui n'était alors encore que la Confédération de l'Allemagne du Nord. Ces traités sont connus sous le nom de traités Bancroft, du nom du diplomate américain qui a présidé à leur élaboration. Les nationaux de la Confédération ne perdront leur ancienne nationalité qu'après un séjour de cinq années sur le territoire de l'U. S. A., et la naturalisation effective. Il en serait de même pour un émigrant américain. A noter toutefois la facilité avec laquelle le naturalisé reprendrait son ancienne nationalité. Il suffirait pour cela qu'il réintègre son pays natal sans esprit de nouveau départ. Certes ce ne sont là que des mesures restreintes qui ne sont pas dénuées d'inconvénients, tant s'en faut, mais ces traités Bancroft n'en sont pas moins devenus célèbres eu égard à l'idée qui les a inspirés. A noter d'ailleurs que ces traités sont toujours en vigueur et qu'ils ont en dernier lieu été consacrés par la loi fédérale américaine du 29 juin 1906 (1).

Dès 1894, l'Allemagne et la Russie, deux importants foyers d'heimatlosat, s'étaient préoccupées par ailleurs de la situation exceptionnellement misérable qui peut être faite à l'heimatlos indigent.

Par quel État sera secouru l'heimatlos incapable de pourvoir à ses besoins ?

Après la Suisse (2) et les États allemands (3), ces der-

(1) Article 15.

(2) Loi du 3 décembre 1850.

(3) Loi du 15 juin 1857.

niers s'efforcèrent d'attribuer une nationalité même à ceux qui n'en ont pas, en se déterminant soit d'après le domicile, soit d'après le lieu d'origine. Après les solutions de droit interne, les traités : le 10 février 1894, l'Allemagne et la Russie conviennent d'assurer réciproquement la subsistance des individus infirmes ou indigents ayant appartenu à une certaine époque à la communauté nationale.

Et maintenant, il convient de dire quelques mots de la temporaire réaction que nous devons aux circonstances exceptionnelles de la période de guerre.

Des questions de pure opportunité semblant bien avoir seules dicté cette régression, nous ne parlerons de cette période qu'à titre indicatif, ne pensant pas qu'il faille en tirer aucune déduction pour l'avenir.

Cette réserve une fois faite, il nous faut constater que la législation française de guerre a très largement contribué à l'extension de l'heimatlosat. Mais il est juste d'ajouter que cette attitude aussi étrange à première vue que pleinement consciente, a été dictée par un souci légitime et louable de défense nationale.

Parmi les causes d'extension de l'heimatlosat, nous noterons tout d'abord les dispositions des lois de 1915 et 1917 relatives aux retraits de naturalisation. Nous savons que dans la pratique ces lois ont abouti à la revision arbitraire de la majeure partie des naturalisations accordées depuis le 1^{er} janvier 1913 à des sujets ennemis ou ex-ennemis, dussent-ils devenir heimatlos. Ceci mérite quelque développement. A l'origine des décisions prises, nous

savons qu'il y eut la loi Delbrück et les dangers qui lui étaient imputés. Qu'était-ce donc au juste que la loi Delbrück ? Votée en juillet 1913, exactement le 22 juillet 1913, elle ne constituait pas à proprement parler une réaction à l'encontre des principes qui régissaient jusqu'alors le statut international des émigrants. Aux termes de la loi du 1^{er} juin 1870, tout citoyen allemand, fut-il naturalisé à l'étranger, restait Allemand, tant que sa résidence à l'étranger n'avait pas excédé une durée de dix années. Encore lui restait-il deux moyens très sûrs d'éviter la déchéance. Il pouvait avoir obtenu une autorisation de son gouvernement, une sorte d'exeat (*Entlassung*), qui lui donnait en quelque sorte la situation morale d'un chargé de mission. En l'absence de cette autorisation, il suffisait encore à l'intéressé de se faire immatriculer dans un consulat allemand. La loi Delbrück n'a donc pas innové, tant s'en faut, en décrétant que les citoyens allemands pourraient devenir citoyens d'un pays étranger sans perdre la nationalité allemande, à condition d'avoir obtenu l'autorisation écrite du Gouvernement allemand.

Tout au plus, le principe de la loi du 1^{er} juin 1870 était-il exprimé sous une forme plus crue, dans des termes plus choquants pour ceux qui comme nous se refusent à concevoir qu'on puisse être citoyen de deux pays différents.

Et nous voyons tout de suite avec quelle facilité, les circonstances de la guerre aidant, on a pu voir une sérieuse menace dans les dispositions de la loi Delbrück, menace contre l'intégrité et l'unité morale de la nation, impunité assurée à tout un peuple d'espions libre de cir-

culer à sa guise, et légalement Français d'agir en Allemands.

Il fut donc décidé qu'on procéderait à de sérieuses revisions. Toutes les naturalisations acquises depuis le 1^{er} janvier 1913 (1) ont été passées tôt ou tard au crible. Les auteurs, notamment MM. Weiss et Wahl, ont essayé de justifier ces mesures véritablement arbitraires et de salut public.

D'après M. Weiss (2), la naturalisation serait un contrat. Supposons donc un instant ou bien que le consentement de l'État français a été vicié par le dol, ou bien plus simplement que le naturalisé a, de façons diverses, contrevenu à ses engagements. Dans les deux cas, l'État français aurait le droit soit de demander la nullité du contrat, soit sa résolution ou à tout le moins sa résiliation. Mais la naturalisation est-elle un contrat ? M. Wahl, en opposition d'idée avec son collègue, ne le pense pas. La naturalisation, d'après lui (3), ne serait rien moins qu'un acte gracieux des pouvoirs publics, un acte unilatéral. Or il est de toute évidence que ce qui a été décrété peut être rapporté. L'État exercerait donc un droit absolu et exempt de contrôle, alors même qu'il priverait un particulier du bénéfice d'une naturalisation antérieure. Dans l'état actuel des choses et en l'absence de toute convention internationale, nous serions volontiers partisans de cette dernière argu-

(1) L'étude de la loi du 1^{er} juin 1870 nous a montré qu'on aurait pu aussi bien faire remonter l'enquête jusqu'à cette date.

(2) *Traité de droit international privé*, 2^e édit., I, p. 9.

(3) *Droit civil et commercial de la guerre*, par A. WAHL, Librairie Sirey, 1918, t. I.

mentation. Du reste, la jurisprudence n'a jamais appliqué à la nationalité la théorie du contrat. « Les règles de la nationalité, déclare la Cour de cassation, relèvent surtout du droit public » (1). Ceci dit, permettons-nous une étude rapide des textes en nous plaçant à notre point de vue particulier de l'heimatlosat (toute autre étude nous conduirait trop loin). Théoriquement et à prendre ces derniers dans leur sens le plus général, on ne voulait, on n'entendait s'attaquer qu'à ceux des justiciables qui avaient deux nationalités, une de trop. « En cas de guerre entre la France et une puissance à laquelle a ressorti un étranger naturalisé » (on prétendait légiférer même pour un avenir lointain), « celui-ci pourra être déchu de la nationalité française, lorsqu'il aura conservé la nationalité de son pays d'origine, ou du pays dans lequel il a été antérieurement naturalisé ».

Les personnes auxquelles on pouvait appliquer ce texte étaient, remarquons-le, en assez grand nombre. Parmi elles, notamment, les Américains ex-Allemands et depuis naturalisés Français.

La première loi régissant la question, celle de 1915, autorisait expressément le gouvernement à procéder par voie de décret. Suivant le cas, le retrait était facultatif ou obligatoire. Il n'était facultatif que si le seul grief qu'on puisse mettre à la charge de la personne visée, résultait de la conservation par elle de sa nationalité d'origine. Cette mesure pouvait particulièrement s'appliquer aux Turcs,

(1) Cassation (Chambres réunies), 2 février 1921, *Dalloz*, 1921.

lesquels, nous le savons, ne perdent leur nationalité que s'ils ont obtenu un iradé du sultan. Rien à dire d'ailleurs, au moins si nous nous plaçons à notre point de vue particulier.

Par contre, comme il était parfois très difficile d'établir la persistance de l'ancienne nationalité, on se contentait fort bien de simples présomptions. La loi de 1915 elle-même définissait un certain nombre de présomptions (1). Il suffisait, par exemple, d'avoir fait un ou plusieurs séjours dans son pays d'origine, à *fortiori* d'avoir dans celui-ci un domicile ou une résidence durable, mais aussi d'y avoir fait l'acquisition d'une propriété. En fait, le juge du fond dépassait très largement le cadre de ces présomptions et, dans ces conditions, il serait tout à fait inexact de dire que ne pouvaient être l'objet d'un retrait facultatif que ceux qui avaient *conservé* leur ancienne nationalité, il serait plus juste de dire qu'on pourchassait tous ceux qui, à un titre quelconque, étaient susceptibles d'avoir conservé leur ancienne nationalité. Dans ces conditions, il est facile de penser que, par le jeu même de ces lois d'exception, on ait pu contribuer au développement de l'heimatlosat. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur cette idée et de la développer. Le retrait devenait obligatoire si le naturalisé avait recouvré une nationalité antérieure ou acquis une autre nationalité quelle qu'elle soit (2), ce qui, étant donné les termes précis de

(1) Loi du 7 avril 1915, article 1^{er}, alinéa 2.

(2) Loi du 7 avril 1915, article 1^{er}, alinéa 2, reproduit par l'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juin 1917.

l'article 17 du Code civil, constitue le type de la disposition légale superfétatoire.

Il l'était à plus juste titre si la personne visée avait porté les armes contre la France ou quitté le territoire français pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire (1). Enfin, il suffisait d'avoir, directement ou indirectement, prêté ou tenté de prêter contre la France une aide quelconque à une puissance ennemie (2).

Ce dernier grief était d'ailleurs d'application particulièrement large. A titre d'exemple, le seul fait de ne pas apporter son or à la défense nationale pouvait suffire. Plus généralement « sera considéré comme ayant prêté ou tenté « de prêter une aide quelconque à une puissance ennemie « le naturalisé qui aura, soit contrevenu aux dispositions « des lois, règlements et prohibitions édictés en vue ou à « l'occasion de la guerre, soit mis obstacle ou tenté de « mettre obstacle aux mesures ordonnées dans l'intérêt de « la défense nationale » (3).

Cette fois, il n'est plus question ni de certitude, ni même de simples présomptions concernant la persistance de la première nationalité. Ici, et dans un intérêt bien compris et exclusif de défense nationale, le législateur a volontairement ignoré le problème de l'heimatlosat.

Volontairement. Il ne s'agit pas, en effet, d'une mesure inconsciente. Tout au moins le problème de l'heimatlosat

(1) Loi du 7 avril 1915, article 1^{er}, alinéa 2, reproduit par l'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juin 1917.

(2) Loi du 7 avril 1915, article 1^{er}, alinéa 2, reproduit par l'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juin 1917.

(3) Loi de 1917, article 1^{er}, alinéa 5.

a été posé à la tribune lors de la discussion devant le Parlement.

Certains membres de l'Assemblée critiquant comme inutile l'article de la loi qui assimilait expressément aux Austro-Allemands en vue des séquestres notamment, les ex-naturalisés de cette catégorie, le ministre déclara expressément dans sa réponse : « Cet article a sa raison
« d'être. On peut enlever à des Allemands ou Austro-
« Hongrois naturalisés la nationalité française, sans qu'ils
« redeviennent Allemands, Autrichiens ou Hongrois. Cer-
« tains restent sans nationalité, de sorte que, pour qu'ils
« soient atteints par les mesures de séquestre, il a paru
« prudent de les viser expressément. »

M. Wahl, dans son ouvrage sur le droit civil et commercial de la guerre, s'est demandé d'ailleurs quelle pouvait être l'incidence de ces lois d'exception sur le problème de l'heimatlosat. Et voici les conclusions auxquelles il arrive :

« Il ne peut appartenir à un tribunal français de dire
« quelle est la nationalité de l'ex-naturalisé, la naturalisa-
« tion est un acte de la puissance publique, c'est se sub-
« stituer au gouvernement d'un pays étranger que de
« déclarer qu'une personne est devenue citoyen de ce
« pays » (1).

« ...A moins que l'ex-naturalisé n'ait acquis une natio-
« nalité nouvelle, soit dans son ancien pays, soit ailleurs,
« il a simplement perdu la nationalité française sans en
« acquérir une nouvelle, il est sans nationalité. »

(1) Cf. WAHL, *ibidem*, p. 168.

Et M. Wahl ne peut s'empêcher d'ajouter, avec le regret compréhensible du juriste : « C'est là une situation « fréquente en Allemagne, mais jusqu'ici la législation « française ne connaissait pas l'heimatlos ou l'homme « sans nationalité. »

Il explique enfin : « Pour des raisons d'ordre public « et d'opportunité, cet heimatlos spécial tombera sous « le coup des diverses mesures applicables aux sujets « ennemis tels que séquestre, interdiction de com- « merce, etc. » (1).

Et remarquons-le bien, cette reprise offensive de la dénaturalisation, à titre de peine, a pu prendre un développement relativement considérable. Les statistiques ne semblent pas avoir été établies jusqu'ici, mais il n'est pas exagéré d'affirmer que tous les personnages douteux ont été frappés.

Le gouvernement auquel l'opération avait été nécessairement confiée, avait d'ailleurs à sa disposition des armes particulièrement redoutables et il ne sera pas inutile, à ce sujet de rappeler les termes de la loi du 7 avril 1915 (2). Ce sera la meilleure confirmation de ce que nous venons d'avancer :

« Seront révisées toutes les naturalisations accordées « postérieurement au 1^{er} janvier 1913 à des sujets ou « anciens sujets de puissances en guerre avec la France.

« Dans un délai de quinzaine à compter de la publica-

(1) Nous aurons l'occasion de revenir sur ces notions, lorsque nous aborderons l'étude critique de la condition faite à l'heimatlos.

(2) Article 2, alinéas 1 à 4.

« tion du décret réglant les conditions de la présente loi,
« un état nominatif de toutes ces naturalisations devra être
« inséré au *Journal Officiel* par les soins du Ministre de
« la Justice.

« Dans un délai de trois mois à compter de l'expira-
« tion du premier délai de quinzaine, le Ministre de la
« Justice devra, par une publication insérée au *Journal*
« *Officiel*, faire connaître celles de ces naturalisations
« jugées dignes d'être maintenues (il ne s'agit pas de
« savoir quelles naturalisations seront rapportées mais
« seulement lesquelles seront maintenues) ainsi que les
« motifs de cette décision (et voici la disposition radicale
« et tranchante). Dans le même délai, toutes les autres
« naturalisations seront rapportées par décret inséré au
« *Journal Officiel* » (1).

A remarquer, au surplus, que le décret rapportant la naturalisation n'était pas soumis, tant s'en faut, à la nécessité d'un motif (2).

Le gouvernement, ou plus exactement l'administration compétente, statuait arbitrairement, sans avoir à faire connaître la nature des reproches qui pouvaient être faits aux intéressés.

Aucun recours n'était ouvert aux intéressés, exception faite de celui qui aurait pu être basé sur une application inexacte ou infidèle de la loi, le Conseil d'État étant alors compétent pour apprécier le bien-fondé du moyen soulevé.

(1) Nous n'avons donc pas exagéré en parlant de retraits « massifs ».

(2) Conseil d'État, 1^{er} juillet 1916.

Ajoutons, enfin, que le retrait de naturalisation produisait « de plein droit ses effets à dater de la déclaration de « guerre » (1) et qu'il pouvait être étendu à la famille immédiate de la personne frappée, c'est-à-dire à sa femme et à ses enfants, ces derniers jouissant d'ailleurs du droit formel de décliner *proprio motu*, la nationalité qui venait d'être retirée au chef de famille.

La période de guerre a connu d'autres mesures visant à peu près les mêmes effets, mais qui ne comportaient pas peut-être une semblable intervention de l'arbitraire gouvernemental. Parmi ces mesures légales, la loi du 18 mars 1917 : cette loi a pour objet de subordonner à une autorisation préalable du gouvernement l'acquisition de la nationalité française par la femme appartenant à une nation en hostilité avec la France, mais contractant mariage avec un Français.

L'article unique de cette loi d'exception stipule : « Pendant la durée des hostilités et par dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er} de l'article 12 du Code civil, « l'étrangère sujette d'une nation ennemie, qui aura « épousé un Français, n'acquerra la nationalité de son « mari que si le mariage a été préalablement autorisé par « le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice. »

Cette mesure en elle-même était parfaitement justifiable. Étant donné les conditions particulières dans lesquelles le mariage intervenait, il ne fallait pas, c'est certain, que le mariage puisse être une manière élégante et sûre de sortir du camp de concentration et de se mettre

(1) Loi du 7 avril 1915, articles 2 et 5.

en mesure de vaquer en liberté aux indiscrètes occupations de l'espionnage. Mais elle n'en est pas moins un très sûr moyen de créer des heimatlos.

Nous savons, en effet, que la majeure partie des législations dépouillent la femme mariée de sa nationalité d'origine, sans se préoccuper de savoir si son mariage lui garantit l'acquisition d'une autre nationalité.

Des effets comparables peuvent découler de l'application des dispositions du traité de paix relatives à la réintégration de droit des Alsaciens-Lorrains dans la nationalité française (1).

La réintégration de droit ne s'impose que dans certains cas limitativement déterminés. Sont réintégrés à dater du 11 novembre 1918... les descendants des Alsaciens-Lorrains ayant perdu la nationalité française par application des clauses du traité de Francfort... tous individus nés en Alsace-Lorraine de parents inconnus ou dont la nationalité est incertaine.... Par contre devront obligatoirement former une demande tous étrangers non ressortissants d'un État allemand qui aura acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le 3 août 1914... tous Allemands domiciliés en Alsace-Lorraine, s'ils y sont domiciliés depuis une date antérieure au 15 juillet 1870, ou si l'un de leurs ascendants était à cette date domicilié en Alsace-Lorraine... tous Allemands nés en Alsace-Lorraine qui ont servi dans les rangs des armées alliées ou associées pendant la guerre actuelle, ainsi que leurs descendants... toute personne née

(1) Cf. le *Traité de paix avec l'Allemagne*, par GIDEL et BARRAULT, pp. 300 et suiv. et *Traité de paix*, annexe, part. III, sect. V, du traité, § 1^{er}.

en Alsace-Lorraine avant le 19 mai 1871 de parents étrangers ainsi que ses descendants... le conjoint de toute personne réintégrée ou obtenant la nationalité française sur sa demande. Dans ce dernier cas, la demande ne peut être refusée, mais dans tous les autres, le Gouvernement français peut refuser d'accéder à la demande ainsi formulée. Et alors de deux choses l'une, ou bien le personnage considéré quittera l'Alsace sans esprit de retour, ce à quoi il ne peut être d'ailleurs tenu en l'absence de toute mesure administrative justifiée ; ou bien il conserve son domicile alsacien, et il serait alors difficile de ne pas voir en lui un candidat à l'heimatlosat. Nous ne reviendrons pas à ce sujet sur les particularités de la législation allemande, ayant déjà consacré quelques développements à cette intéressante question.

De plus, la jurisprudence a, de son côté, favorisé la création des heimatlos.

L'exemple le plus frappant dans ces dernières années a été celui des Allemands qui se réclamaient de l'application de la loi Delbrück. Sans doute les tribunaux et cours se sont montrés très stricts — trop stricts même quelquefois — dans l'admission de la preuve dont ils avaient la charge, de la perte de la nationalité allemande. Mais cette preuve admise, elle n'exige pas une naturalisation dans le pays où l'individu a établi sa résidence (1), elle crée ainsi un heimatlos.

Nous avons dit trop stricts — car elle arrive même à

(1) Affaire Philipps : arrêt Cour Paris, 23 octobre 1929, *Gaz. Trib.*, 24-25 décembre 1924. Comparez : Affaire Miele, Cassation, 18 novembre 1924, *Gaz. Trib.*, 1^{er} janvier 1925.

donner plusieurs nationalités à un même individu. Dans une affaire Reis (1) dans laquelle ce demandeur avait la charge de la preuve de la perte de sa nationalité allemande, le Tribunal civil de la Seine a jugé que cette preuve n'était pas établie. Ainsi, au regard de la loi française, cet individu est Allemand, tandis que l'Allemagne avait admis qu'il avait effectivement perdu la nationalité allemande et le considérait comme heimatlos, qualité qui lui avait été reconnue par le Gouvernement anglais. En effet, celui-ci lui avait conféré la nationalité britannique, et il n'avait pu être donné satisfaction à cette demande de naturalisation, en vertu de la loi du 8 août 1918, que parce qu'il avait été prouvé qu'il n'était plus Allemand, mais était devenu heimatlos. Ainsi voilà un individu qui, au regard de la loi française est resté Allemand, au regard de la loi allemande est heimatlos, et au regard de la loi anglaise est Anglais.

Voilà les contradictions, auxquelles peuvent aboutir des décisions internes et combien elles légitiment la constitution et l'intervention d'une cour internationale qui aurait pour mission de statuer sur ces questions de nationalité et de donner un statut définitif à chaque individu.

Ce serait le plus sûr moyen de supprimer complètement ces sans-patrie ou cette pluralité de nationalités.

On peut relever un autre cas de création de l'heimatlos par la jurisprudence. Sans doute l'effet en est restreint, puisqu'il s'agit d'un cas particulier. Mais on ne peut s'em-

(1) Jugement non publié du Tribunal civil de la Seine, 28 décembre 1928.

pêcher de songer avec une certaine angoisse, que le fait du prince suffit à lui seul pour créer des sans-patrie.

Fait d'un prince judiciaire, puisqu'il s'agit d'une décision de Cour d'appel, mais sauf des raisons d'opportunité et d'intérêt matériel et particulier, on ne saisit pas très bien les arguments juridiques qui ont pu étayer la conviction des juges. Et ceux-ci se sont abstenus du reste de les indiquer. Nous voulons parler en l'espèce de l'arrêt rendu par la Cour d'appel d'Orléans (1) dans l'affaire des Princes de Bourbon Parme. La Cour s'est contentée d'affirmer « qu'ils n'ont pas de nationalité juridiquement « établie, pas plus que leur père n'en avait ; qu'on doit, « par suite, décider qu'ils sont de nationalité incertaine « et même sans nationalité (heimatlos) ».

Enfin, il y a lieu de noter une autre cause législative de perte de la nationalité française.

Sans doute, elle est aujourd'hui inappliquée ou sans grand intérêt. Mais elle conserve toujours son intérêt théorique.

L'article 8 du décret du 27 avril 1848 a interdit à tout Français même en pays étranger de posséder, acheter ou

(1) Cour d'appel d'Orléans, arrêt du 29 février 1928. La Cour de cassation, dans son arrêt du 13 avril 1932, a rejeté le pourvoi. Il y a lieu cependant de noter que la Cour de cassation n'a pas abordé le problème de la nationalité des parties, comme la Cour d'Orléans. Le texte ne fait aucune allusion à l'heimatlosat affirmé par la Cour d'appel. Aussi ne croyons-nous pas devoir publier l'arrêt. Cependant M. le Procureur Général MATTER, dans ses remarquables conclusions (Cf. *Gazette du Palais*, 28 avril 1932) a accepté la thèse de la Cour d'Orléans : « Ce sont des heimatlos ».

vendre des esclaves et de participer directement ou indirectement à tout trafic ou exploitation de ce genre sous peine, en cas d'infraction, d'être déchu de la qualité de citoyen français.

Ce texte a été modifié par la loi du 28 mai 1858, stipulant que la déchéance de nationalité ne s'appliquerait pas aux propriétaires d'esclaves dont la possession était antérieure au décret du 27 avril 1848, ou qui les auraient acquis postérieurement à ce décret par succession, donation entre vifs ou testamentaires ou par conventions matrimoniales.

Ces textes n'ont pas été abrogés ni par la loi du 26 juin 1889, ni par celle du 10 août 1927. Ils sont donc toujours applicables.

*

* *

A côté de ces sources individuelles de l'heimatlosat, il y a aussi, si on peut employer cette expression, des sources collectives, des masses entières devenant sans patrie. Ce sont les heimatlos involontaires, pour employer l'expression de MM. Niboyet et De Lapradelle (1). Ainsi les traités de paix et surtout ceux de Saint-Germain et de Trianon ont créé beaucoup d'heimatlos.

Ces faits sont rares heureusement, mais ils existent. Leur cause est soit dans une guerre, soit dans une révolution profonde qui bouleverse tout un pays. Sans remonter dans l'Histoire, tel que l'Édit de Nantes et la Révolution française qui créèrent toute la foule des émigrés, nous

(1) J. NIBOYET et A. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *Répertoire de Droit international*, t. VIII, mot : Heimatlosat.

assistons actuellement à des conséquences identiques en Italie, comme nous l'avons déjà indiqué ; en Roumanie, en raison des mesures prises par ce pays contre les israélites roumains et surtout en Russie — conséquences dont il est encore impossible de prévoir tous les effets juridiques et sociaux.

Le Gouvernement soviétique a dénationalisé tous ses « émigrés », tous ceux qui, ne voulant pas supporter le joug du communisme, se sont expatriés. Ils sont devenus des heimatlos, des masses compactes d'heimatlosen. Contre de semblables événements, il n'y aura jamais de remèdes !

En effet, le Gouvernement soviétique, par trois décrets en date des 28 octobre 1921, 15 décembre 1921 et 29 octobre 1924, a déclaré déchus de la nationalité russe, les émigrés. Le décret du 28 octobre 1921 avait déclaré déchus ceux qui n'auraient pas fait leur soumission avant le 1^{er} juin 1922. De ce fait, tous les émigrés russes sont devenus des sans-patrie. Le décret du Comité Central Exécutif des Soviets en date du 29 octobre 1924 confirme cette dénationalisation.

12° « Sont considérées comme déchues du droit de cité de l'U. R. S. S. :

A) Les personnes qui ont été privées du droit de cité conformément aux actes législatifs des républiques fédérées, promulguées avant le 6 juillet 1923, ou qui ont perdu ce droit en vertu de la législation de l'U. R. S. S. ».

Ce texte visait le décret du 28 octobre 1921 dont la teneur était la suivante :

« De la privation des droits de cité de certaines catégories de personnes résidant à l'étranger,

Le Conseil des Commissaires du Peuple arrête :

« les personnes appartenant aux catégories ci-dessous énumérées et résidant à l'étranger sont privées du droit de cité russe :

1° les personnes ayant séjourné à l'étranger plus de cinq années sans interruption et qui n'auraient pas reçu des représentations soviétiques à l'étranger des passeports étrangers ou des certificats correspondant et jusqu'à la date du 1^{er} mars 1922 (1) ;

2° les personnes ayant quitté la Russie après le 7 novembre 1917 sans l'autorisation du pouvoir soviétique ;

3° les personnes ayant servi volontairement dans les armées qui ont combattu le pouvoir soviétique, ou ayant participé sous une forme ou sous une autre à des organisations contre-révolutionnaires ;

4° les personnes qui ont eu la faculté d'opter pour le droit de cité russe et qui n'en ont pas profité au moment où expirait leur droit à l'option ;

5° les personnes ne tombant pas sous le coup des paragraphes A et B du présent article et qui, résidant à l'étranger ne se sont pas fait inscrire par les représentations de la R. S. F. S. R. à l'étranger dans les délais indiqués par le paragraphe A et son annexe.

B) Les personnes qui ayant quitté le territoire de

(1) Ce délai ne s'étend pas aux pays où il n'existe pas de représentation de la R. S. F. S. R. Dans ces pays ledit délai doit être fixé après la création desdites représentations. Pour la France, ce délai a été fixé au 12 décembre 1925.

l'Union avec l'autorisation ou sans l'autorisation des organes de l'U. R. S. S. et des républiques fédérées, ne sont pas revenues ou ne reviennent pas sur l'ordre des organes intéressés du gouvernement.

C) Les personnes ayant abandonné le droit de cité de l'U. R. S. S. dans les formes fixées par la loi.

D) Les personnes déchues du droit de cité en vertu d'une sentence judiciaire.

13° L'abandon du droit de cité fédératif est admis avec l'autorisation des Comités Centraux Exécutifs des Républiques fédérées ou du Comité Central Exécutif de l'U. R. S. S. » (1).

Tels sont les textes législatifs russes qui viennent, dans des proportions, qui, faute de possibilités de statistiques, ne peuvent être évaluées, mais resteront pour longtemps considérables, augmenter l'armée des sans-patrie.

Sans doute, tant que le Gouvernement français n'avait pas reconnu le Gouvernement soviétique, on pouvait et on a discuté sur le point de savoir si la législation russe antérieure à la Révolution était toujours en vigueur à l'égard de ces Russes expatriés, et quel était leur statut personnel. Mais depuis que le Gouvernement russe est reconnu par l'État français, la conséquence juridique inévitable est la reconnaissance de ses lois et décrets. Ainsi, pour déter-

(1) Nous devons ces renseignements grâce à l'obligeante amabilité de M. P. TAGER, avocat au Barreau de Moscou. Consultez de cet auteur en particulier les « Documents législatifs de la Russie soviétique » et « la Révolution bolchévique et le Statut juridique des Russes ».

miner si un ressortissant russe est citoyen soviétique ou devient heimatlos (réfugié russe), les tribunaux appliqueront les décrets susvisés (1).

En toute souveraineté, il a réglé la question de nationalité de ses sujets : les émigrés russes sont donc devenus des sans-patrie. Et la jurisprudence a dû suivre cette reconnaissance de droit. Elle admet que le statut personnel des Russes en France est celui des heimatlos — et la loi qui leur est seule applicable est celle du domicile de ces émigrés (2). La succession mobilière sera donc dévolue conformément à la loi française, loi du domicile du défunt.

Mais cette situation de fait ne permettait pas de résoudre de nombreux problèmes d'ordre privé ou public. L'heimatlosat a entraîné pour ces réfugiés russes, une situation extrêmement confuse et délicate, tant au point de vue de l'application de leur loi nationale que de leurs droits acquis ou à acquérir dans les nouveaux pays, où ils avaient établi leur résidence.

Cette situation devenue pour beaucoup de réfugiés inextricable, a fini par créer un mouvement en leur faveur. La Société des Nations est intervenue et ce sera un des nombreux bienfaits, dont on lui sera redevable. Sous ses auspices, il a été signé, à Genève, entre les dix principales puissances, une convention le 30 juin 1928.

(1) Arrêt Chiger : Cour Paris, 30 avril 1926, *Journal du Droit international (Clunet)*, 1926, p. 944 ; Trib. civ. Seine, 24 décembre 1926 ; *Revue de Droit international privé*, 1928, p. 97.

(2) Trib. civ. Seine, 7 mars 1929, *Gaz. du Palais*, 12 juin 1929. Conclusions de M. le Substitut Chabrier.

Cette convention a été promulguée par le Gouvernement français et mise en vigueur à partir du 1^{er} février 1930, en vertu du décret du 11 janvier 1930.

Nous laisserons de côté dans l'examen de cette convention tout ce qui concerne la création d'un service officiel de délivrance et d'attestation de pièces, mais nous voulons surtout retenir notre attention sur les stipulations de la convention relative au statut juridique des réfugiés russes.

« Il est recommandé, dit cette convention, que le statut
« personnel des réfugiés russes et arméniens soit régi
« dans les pays où leur ancienne loi n'est plus reconnue,
« soit par la loi de leur domicile ou de leur résidence
« habituelle, soit à défaut, par la loi de leur résidence.
« Cette recommandation ne porte aucune atteinte à la
« validité, en matière de statut personnel, des actes des
« autorités religieuses dont relèvent les réfugiés russes et
« arméniens, dans les pays où la compétence de ces auto-
« rités est reconnue. »

Et ainsi, dans les paragraphes suivants, la convention fixe les droits des réfugiés pour leur mariage, leur régime matrimonial et le divorce. Ces stipulations mettent fin ainsi aux discussions qui s'étaient élevées devant les tribunaux français, quand des réfugiés russes demandaient le divorce ou discutaient de la dévolution successorale.

Quant à la question de compétence, celle-ci n'a malheureusement pas été résolue, parce que la convention ne l'a même pas envisagé. Il n'a pas été stipulé de clause prévoyant le libre accès des réfugiés russes devant les tribunaux français.

Cette nouvelle convention a même prévu l'exception de caution *judicatum solvi*. Le paragraphe 5 déclare « qu'il « est recommandé que le bénéfice de l'assistance judiciaire et, si possible, l'exemption de la caution *judicatum solvi*, soient accordés aux réfugiés russes et arméniens sans condition de réciprocité ».

Cette précaution était indispensable, car la question avait déjà été soulevée devant les tribunaux français. Déniant à l'heimatlos la faculté d'être admis à plaider devant les tribunaux français, la Cour d'appel de Paris avait déclaré dans un arrêt (1) :

« Que le sujet russe, ainsi que l'heimatlos qui ne peut invoquer à son profit aucun traité diplomatique, ne s'étant pas soumis aux obligations de la loi soviétique, et est par suite considéré comme étant déchu de la nationalité russe, doit être soumis à l'exception de caution *judicatum solvi*. »

Cet arrêt, en contradiction avec les stipulations de la convention du 30 juin 1928, a été rendu antérieurement à celle-ci. Il a donc été utile de spécifier que les réfugiés russes seraient à l'avenir dispensés de ladite caution.

La situation a-t-elle été cependant modifiée par l'arrangement de Genève ? Il est permis d'en douter, car cette convention n'a été promulguée que sous réserve « que les accords seraient compatibles avec les lois et règlements ».

Or, la prescription de l'article 16 du Code civil pour la caution est formelle. Aussi la jurisprudence est-elle

(1) Cour Paris, 21 juin 1928, *Gaz. des Trib.*, 13 décembre 1928, p. 829. Voir aussi Tribunal de commerce de la Seine, 20 mai 1925, *Gaz. Pal.*, 9 juin 1925 ; confirmé par Cour Paris, 28 janvier 1926.

restée divisée sur la question. Tandis que la Cour de Paris (1) a admis le Russe, en sa qualité de réfugié à une vocation à être exempté de la caution *judicatum solvi*, le Tribunal civil de la Seine (2), estimant que le texte du décret laisse toute liberté d'appréciation, exige la caution. Il obéit cependant à la recommandation faite dans la convention et il fixe les cautions avec une très grande bienveillance. Mais il maintient le principe que l'arrangement — tel que rédigé et promulgué — ne permet pas de déroger à l'article 16 précité.

Nous retrouvons la même incertitude en ce qui concerne la jouissance des droits privés.

Le 4 novembre 1930, le Tribunal civil de la Seine (Chambre du Conseil statuant en matière de loyer) applique les dispositions de l'article 4 de l'accord ainsi conçu : « Il est recommandé que la jouissance de certains droits « et le bénéfice de certaines faveurs accordés aux étran- « gers sous condition de réciprocité ne soient pas refusés « aux réfugiés russes et arméniens faute de réciprocité. »

Et la Chambre du Conseil, en vertu de ce texte, accorda le bénéfice des lois du 1^{er} avril 1926 et 29 juin 1929 au réfugié russe.

Mais la jurisprudence plus récente refuse le bénéfice des lois sur les loyers et la propriété commerciale aux réfugiés russes.

Tout récemment encore, la Cour de Grenoble (3)

(1) Cour Paris, 27 mars 1930, *Clunet*, 1931, p. 1108.

(2) Trib. civ. Seine, 28 juin 1930, *Clunet*, 1931, p. 1109 ; Trib. civ. Seine, 22 avril 1932 (non encore publié).

(3) 18 janvier 1932, *Recueil Hebdomadaire Dalloz*, 1932, p. 110.

appliqua à l'occasion d'un accident de travail, la convention du 30 juin 1928 à des réfugiés russes, et en particulier le paragraphe 4 précité.

Et cependant la Cour avait reconnu aux demandeurs leur qualité d'apatrides.

Cette convention illustre donc tout particulièrement notre thèse : un arrangement international a été nécessaire pour atténuer les conséquences juridiques d'une situation anormale.

Pour permettre à ces étrangers devenus heimatlos, malgré eux, d'être assimilés à peu près complètement à des Français pour la jouissance des droits civils, un accord international a été nécessaire.

Ne pourrait-on donc pas envisager la réalisation d'un accord semblable, international et général, pour donner un statut juridique aux heimatlos et supprimer ainsi une situation paradoxale ?

Pour conclure, et avant d'entamer l'étude critique de la condition faite à l'heimatlos dans notre société moderne, nous noterons que l'heimatlosat en pleine décroissance, universellement combattu avant la période de guerre, particulièrement en France, a sensiblement augmenté son emprise durant la période envisagée, ce pour des raisons d'opportunité qu'on ne saurait apprécier et approuver qu'en se plaçant à un point de vue strictement national.

Nous constaterons, au surplus, qu'abstraction faite de ces causes occasionnelles, exceptionnelles aussi, il subsiste beaucoup trop encore de sources d'heimatlosat, pour qu'on puisse nier l'existence et la persistance de cet accident, de cette anomalie du droit international.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA CONDITION ACTUELLE DE L'HEIMATLOS

D'une façon générale, les heimatlos bénéficient ou supportent, comme on voudra, la situation faite aux étrangers non admis à domicile. Ceci peut se vérifier aussi bien au point de vue droit public, qu'au point de vue droit privé.

Au point de vue droit public, ils sont nécessairement astreints à la déclaration de résidence du décret du 2 octobre 1888 et de la loi du 8 août 1893. Cette déclaration obligatoire, dès lors que l'heimatlos entend faire un séjour durable, devrait d'ailleurs, ne serait-ce que par les renseignements qu'elle donne, appeler l'attention des pouvoirs publics sur la qualité spéciale de l'étranger. Malheureusement ou heureusement, les fonctionnaires compétents ne semblent pas jusqu'ici s'être beaucoup préoccupés de ce que peut être la nationalité véritable du déclarant. Heureusement, car la crainte du consul est pour certains fonctionnaires le commencement de la sagesse. Malheureusement, puisque cette absence de discrimination nous prive de statistiques précieuses et ne

permet pas à l'État d'apporter à la situation de l'heimatlos les correctifs que nous serons amenés à préconiser. Il nous sera permis de dire que si, en pratique, il serait assez difficile d'attribuer une nationalité irréfragable aux déclarants du décret du 2 octobre 1888, la solution de cette importante question pourrait être recherchée, sous le contrôle du tribunal civil, lors des opérations de recrutement auxquelles seraient d'office soumis les étrangers dont la situation mériterait un examen. Mais fermons cette parenthèse qui n'a eu pour but que de nous faire entrevoir la disparition possible d'une lacune, aujourd'hui certaine.

L'heimatlos, disons-nous, jouit en général de la situation de l'étranger non admis à domicile. Ce que nous venons de dire nous permet d'ajouter : « Pourquoi en « serait-il autrement à première vue, puisque rien dans « l'organisation administrative moderne ne permet de « déceler, puis de suivre, dans la vie, l'heimatlos ? »

Astreint à la déclaration du décret du 2 octobre 1888, l'heimatlos doit également se soumettre aux dispositions de la loi du 8 août 1893, dès lors qu'il entend exercer une profession quelle qu'elle soit. Cette obligation qui se résume d'ailleurs en une simple déclaration est conçue dans un esprit louable, mais pratiquement inefficace de protection du travail national. On ne comprend d'ailleurs bien sa raison d'être et à *fortiori* les peines correctionnelles qui la sanctionnent, que si on veut bien se souvenir des mesures dont elle devait et pouvait seule permettre l'accomplissement, mesures beaucoup plus graves, plus efficaces, mais malheureusement aussi, délibérément écartées. Nous voulons parler des nombreux projets de taxes et

autres mesures d'exception contre la main-d'œuvre étrangère.

L'heimatlos, comme l'étranger non admis à domicile, disons même comme l'étranger tout court, l'admission à domicile ne pouvant rien changer à la chose, ne jouit d'aucun droit politique. Par contre, il doit acquitter les mêmes impôts que le national. De même il est, presque plus que tous autres, astreint à la stricte observation des lois de police et de sûreté. Il est enfin l'objet possible d'une mesure radicale et parfois violente : l'expulsion (1). S'il veut, d'autre part, exercer une profession, et tout séjour prolongé suppose cette éventualité, il doit s'abstenir d'exercer les professions de médecin, chirurgien-dentiste ou sage-femme, s'il n'a pas obtenu en France le diplôme exigé de nos nationaux (2). Il ne peut être professeur dans un établissement qu'il soit public ou privé et quelqu'en soit le degré (3). Il ne peut être gérant d'un journal ou écrit périodique publié en France (4). Il ne peut être directeur ou administrateur d'un syndicat professionnel ou d'une société de secours mutuels, exception faite toutefois des sociétés ne groupant que des étrangers (5). Il ne peut être officier ou mécanicien à bord d'un

(1) Loi du 7 décembre 1849 ; Conseil d'État, 16 mai 1924, *Clunet*, 1925, p. 709.

(2) Loi du 30 novembre 1892.

(3) Loi du 15 mars 1850, article 78 ; décret du 5 décembre 1850, article 1^{er} ; loi du 12 juillet 1875, article 9 ; décret du 25 janvier 1876, article 8 ; loi du 30 octobre 1886, article 4.

(4) Loi du 29 juillet 1881, article 6.

(5) Loi du 9 avril 1898, article 3.

navire de commerce battant pavillon français (1). Il ne peut être propriétaire pour plus de moitié, d'un navire de nationalité française (2). Il ne pourrait même faire le cabotage sur nos côtes ou entre les deux rives françaises de la Méditerranée (3). Il ne pourrait enfin, et cette interdiction présente un intérêt évident, se livrer à la pêche, du moins sur un bateau étranger, dans les eaux territoriales françaises (4).

Les professions ou postes interdits aux étrangers et partant aux heimatlos (en l'absence de toute disposition particulière) sont en effet plus nombreuses et plus variées qu'on ne le pense généralement.

L'étranger enfin voit prononcer l'aggravation de certaines peines correctionnelles ou criminelles, par le seul fait qu'elles sont prononcées contre lui.

Ceci se produit notamment lorsque la dégradation civique serait encourue par un national. Cette peine, accessoire ne pouvant lui être appliquée en l'espèce, on lui substitue une peine complémentaire d'emprisonnement, la durée de ce dernier pouvant, de ce chef seulement, être portée à cinq ans.

Assimilé très généralement à l'étranger non admis à domicile dès lors qu'il se heurte aux exigences et aux charges du droit public, l'heimatlos en tant que personne du droit privé bénéficie par compensation et d'une façon très générale des tolérances applicables en la matière aux

(1) Cf. décret du 21 avril 1882, articles 1^{er} et 2.

(2) Loi du 9 juin 1845, article 11.

(3) Loi du 2 avril 1889.

(4) Loi du 1^{er} mars 1888, article 1^{er} et décret du 19 août 1888.

étrangers. Tolérance ! Nous savons, en effet, que tant d'après les lois internes, qu'en vertu des traités internationaux, la situation civile de l'étranger est de plus en plus voisine de celle du national. Le principe directeur de notre droit international privé et de celui de la majorité des autres pays étant de permettre à l'étranger d'exercer librement les droits qu'il tient de sa loi nationale.

Sans vouloir nous lancer dans une discussion, intéressante certes, mais qui sortirait du cadre de cette étude, sur les mérites réciproques des systèmes théoriques de MM. Demolombe, Aubry et Rau, Demangeat et Valette, et Weiss, il nous sera permis de citer à ce sujet tout d'abord le texte même de l'article 11 du Code civil :

« L'étranger jouira en France des mêmes droits civils
« que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par
« les traités de la nation à laquelle cet étranger appar-
« tiendra. »

Ensuite l'opinion moyenne, celle qui est suivie par la majorité des auteurs et de la jurisprudence, celle de MM. Aubry et Rau (1) :

« L'étranger jouit de tous les droits privés qui dérivent
« du droit naturel. Par contre, il n'a les droits civils que
« sur concession formelle (réciprocité diplomatique des
« articles 11 et 13 du Code civil) ; dans le doute, les tri-
« bunaux apprécieront. »

Enfin, l'opinion la plus libérale, celle que son auteur n'aurait peut-être pas tenue alors que les pays étrangers se montraient aussi peu libéraux que possible à l'égard des

(1) T. I, 5^e édition, n^{os} 497 et suiv.

étrangers (1), celle que l'on peut aujourd'hui soutenir sans trop de danger, celle de M. Weiss :

« Tout étranger peut invoquer en France les droits
« privés qui ne lui ont pas été expressément retirés par
« la loi ; quant aux droits qui, en vertu d'une disposition
« formelle, ont été réservés aux Français, l'étranger
« pourra s'en prévaloir s'il y est autorisé par un traité
« international, ou s'il est admis à fixer son domicile en
« France. »

Ajoutons que toutes ces dissertations ne présentent, autant dire, plus qu'un intérêt théorique ; de par la législation et la coutume, jusqu'à ces derniers temps du moins (2) l'assimilation tendait à devenir chaque jour plus complète. Tout au plus était-il dénié à l'étranger le droit de tutelle dès lors que le pupille n'est pas le parent de son candidat tuteur, le droit d'adopter (3), le bénéfice de l'hypothèque légale.

En effet, cette garantie spéciale au profit de la femme mariée contre l'insolvabilité possible du mari, rentre dans le statut réel et ne peut donc exister que pour les immeubles situés en France. Mais, d'autre part, la jurisprudence décide que la jouissance de l'hypothèque légale est un

(1) En 1819, la législation anglaise refusait encore aux Français le droit de succession.

(2) Depuis la période de guerre, nous assistons à une évidente réaction.

(3) La jurisprudence, voyant l'adoption avec une évidente défaveur, se base fort opportunément sur ce fait que plusieurs pays l'ignorent, pour l'exclure des droits naturels et partant le refuser à l'étranger, ce contre quoi plusieurs auteurs s'insurgent, notamment M. WEISS.

véritable droit civil qui ne peut être exercé que par les Français, et n'appartient pas aux étrangers en principe. Avant la loi du 10 août 1927, les étrangers admis à fixer leur domicile par décret en France et ceux pouvant invoquer un traité leur accordant cet avantage pouvaient se prévaloir du droit à l'hypothèque légale. Mais on sait que l'admission à domicile a été supprimée par cette loi. Ainsi donc la femme d'un heimatlos ne pourrait sur des biens situés en France bénéficier de cet avantage.

Mais l'heimatlos a le droit d'adopter et d'être adopté (loi du 19 juin 1923, art. 345, C. civ.) et d'intenter une action en justice contre un Français (art. 15, C. civ.) sous réserve de l'exception de la caution *judicatum solvi* (art. 16, C. civ.).

Par contre et pour ne donner que quelques exemples typiques : un étranger peut prendre sans difficulté un brevet d'invention en France, cette faculté sanctionnée expressément par la loi du 5 juillet 1844 (1) et sur l'importance de laquelle on nous dispensera d'insister. A noter cependant l'obligation pour l'étranger de fournir un cautionnement avant toute saisie. Mais il s'agit, somme toute, d'une exigence analogue à celle de la caution *judicatum solvi* bien connue en procédure.

En matière de dessins et modèles industriels, la loi du 25 novembre 1873 n'assimile-t-elle pas également les étrangers aux nationaux, si dans leur pays respectif la législation ou des traités internationaux assurent aux Français des garanties équivalentes ? La législation des

(1) Articles 27 à 29.

marques de fabrique et de commerce, après des vicissitudes diverses (1) a, elle aussi, pris à son compte le principe de la réciprocité législative ou diplomatique. Enfin les lois réglementant le nom commercial (2), la dernière consacrant la réciprocité législative ou diplomatique, ont pris tout leur sens le jour où par la convention internationale du 20 mars 1883, groupant tous les pays, hormis la Russie, il a été proclamé l'égalité la plus complète entre les ressortissants des différents pays, le mot ressortissant étant pris dans une acception particulièrement extensive et intéressante pour nous, et comprenant aussi ceux des habitants des différents pays qui, à défaut d'autre attache de caractère officiel, auraient leur domicile ou un établissement industriel et commercial sur le territoire de l'un des États signataires.

Nous avons dit précédemment que jusqu'à ces derniers temps du moins, l'assimilation de l'étranger au national tendait chaque jour à devenir plus complète. Jusqu'à ces derniers temps du moins... oui, car la période de guerre a été le signal d'une véritable régression, et le mouvement dure encore ; les circonstances justificatives ne sont plus, mais l'état d'esprit demeure. Et parmi les plus farouches internationalistes, nous n'avons pas de mal aujourd'hui encore à déceler de non moins farouches xénophobes. Le parti communiste lui-même par l'organe de ses dirigeants, ne néglige pas lui-même de préconiser un contrôle syndical sévère de l'immigration des travailleurs étrangers. Le même ostracisme apparaît, semble-t-il de plus en plus,

(1) Loi du 23 juin 1857, loi du 26 novembre 1873.

(2) Loi du 28 juillet 1824, loi du 26 novembre 1873.

dans notre législation mouvante, si l'on nous permet cette image, qui s'applique parfaitement aux essais provisoirement définitifs des lois sur les loyers.

La loi du 9 mars 1918 prévoit déjà dans son article 62 qu'étaient seuls admis au bénéfice de la loi : les Français, les Alsaciens-Lorrains, les sujets et ressortissants des pays alliés et ceux des pays étrangers qui seront admis à s'en prévaloir par un décret rendu sur la proposition du Ministre des Affaires Étrangères.

Ce décret a été promulgué le 29 août 1918. Il détermine les conditions d'admission des étrangers au bénéfice de la loi.

Les étrangers étaient à nouveau exclus des prorogations accordées par la loi du 31 mars 1922 (art. 9).

Il en était de même aux termes des lois du 1^{er} avril 1926 (art. 4) et la jurisprudence l'étendit aux actions en réduction de loyer (art. 14) (1) et du 29 juin 1929. Mais il y a lieu d'ajouter qu'une circulaire du Ministre des Affaires Étrangères en date du 22 juillet 1929 a singulièrement amenuisé la portée de ce texte, et ce malgré les résistances de la Commission supérieure de cassation (2).

Néanmoins, en vertu de ces textes, alors que l'heimatlos n'est protégé par aucune convention diplomatique, il est certain qu'il ne pourra prétendre au bénéfice de ces lois.

A notre connaissance, aucune décision judiciaire n'a été rendue en cette matière à leur égard.

(1) Commission supérieure de cassation, 30 avril 1925, *Revue des loyers*, 1925, p. 565.

(2) Voir à ce point de vue : Cass., 24 février 1932, *Gaz. Pal.*, 14 mai 1932.

Mais plus curieux encore est le cas de la loi sur la propriété commerciale du 30 juin 1926.

L'article 19 de ladite loi interdit aux locataires étrangers de bénéficier de ladite loi.

Ainsi, en vertu de ce principe, l'heimatlos, l'homme sans nationalité, locataire d'un magasin en France ne pourra bénéficier des avantages de cette loi. Car là encore aucune réciprocité diplomatique ou légale ne peut être invoquée en faveur des sans-patrie.

Mais la loi n'avait rien prévu pour le propriétaire étranger. Cette lacune devait être comblée par la loi complémentaire du 22 avril 1927. Dans son article 11, elle dispose que les propriétaires étrangers n'auront pas droit également au bénéfice de cette loi.

Or, les travaux préparatoires et les discussions, devant les Chambres, révèlent qu'une nécessité a obligé notre législateur à prévoir une garantie supplémentaire en faveur du Français. En effet, en raison du critérium jurisprudentiel pour la nationalité des sociétés : nationalité du siège social, de nombreuses sociétés financières ou bancaires, d'apparence légale française, mais en réalité étrangères, par les capitaux, par la direction et même par le nom, avaient pu acquérir de nombreux et importants immeubles et empêcher ainsi la déchéance de la loi sur la propriété commerciale de jouer à leur détriment.

Et le Parlement fut amené à compléter la loi par la notion de l'interposition de personnes.

Ainsi la situation du siège social ne sera plus suffisante pour faire admettre la nationalité française de la société, mais les principes adoptés pendant la guerre sur l'interpo-

sition de personnes, pour déceler l'étranger reprendront leur véritable effet. De cette façon, l'heimatlos perdait le bénéfice qu'il aurait pu acquérir par le moyen de la constitution d'une société. Et ce texte le prive à nouveau, soit comme propriétaire, soit comme locataire, de jouir de ces droits de propriété, seuls réservés aux sujets français.

Enfin, et nous le verrons dans le courant du chapitre faisant immédiatement suite au présent, certains étrangers, notamment les Austro-Allemands, peuvent à l'occasion se trouver en état manifeste d'infériorité particulièrement en matière de propriété industrielle. Il s'agit d'ailleurs, en l'espèce, des effets économiques de certaines clauses du traité de paix.

Jusqu'ici nous n'avons pas séparé le sort de l'heimatlos de celui de l'étranger ordinaire. Nous allons nous engager dans cette voie moins frayée, car il est à la fois par trop simpliste et par trop inexact de se borner à cette assimilation, laquelle avait toutefois l'avantage de donner une règle générale, en regard de laquelle nous allons maintenant dénombrer quelques exceptions. L'heimatlos, en effet, supporte un certain nombre d'inconvénients d'ordre social ou privé, qui découlent non pas seulement de sa situation d'étranger, mais encore de sa situation toute particulière d'heimatlos.

Tout d'abord l'heimatlos peut être expulsé ou extradé de partout ; il n'a droit à aucune protection diplomatique. Ne pouvant se réclamer d'aucun État, il est partout hors de chez lui « heimatlos » (1), il est partout considéré comme un étranger et parfois comme un intrus.

(1) Conseil d'État, 16 mai 1924, *Clunet*, 1925, p. 709.

Nous savons combien aujourd'hui l'administration hésite à passer outre aux recommandations émanant des consulats et ambassades. Nous savons qu'il faut être vraiment abandonné par ses compatriotes pour qu'une mesure d'expulsion puisse être prise utilement, effectivement, contre un étranger. Mais l'heimatlos ne peut, comme beaucoup d'étrangers, parler en maître, agir comme en pays conquis ; il doit tout attendre de la bienveillance, de la faveur, et aura tout avantage à revendiquer hautement la nationalité par lui perdue. Nous savons, d'autre part, que l'assistance médicale gratuite et obligatoire telle qu'elle a été organisée par la loi du 5 juillet 1893, est réservée aux seuls Français, cette restriction étant d'ailleurs tempérée par l'application du principe de la réciprocité diplomatique : « Les étrangers malades, privés de ressources, « seront assimilés aux Français toutes les fois que le gouvernement aura passé un traité d'assistance réciproque « avec les nations d'origine. »

« Avec les nations d'origine ». C'est l'exclusion nécessaire, inévitable des sans-patrie, de ceux qui ne peuvent se réclamer d'aucune nation et par conséquent d'aucun traité. Certes, par mesure charitable, les heimatlos malades seront généralement secourus, mais il ne leur est rien dû au sens propre du terme et cette situation a paru assez anormale, pour que certains traités aient visé expressément les secours à dispenser aux heimatlos, ces parias qui sans eux ne pourraient nulle part bénéficier d'un domicile de secours. Nous avons déjà eu l'occasion de dire quelques mots notamment du traité passé entre l'Allemagne et la Russie le 10 février 1894. Ce traité a été conclu en faveur

des individus qui, par suite de circonstances diverses, ont perdu la nationalité allemande ou russe. A défaut d'autre convention, ces individus ne peuvent bénéficier d'aucun domicile de secours. Seul un national peut être secouru. Dans ces conditions, il a été décidé que celui des deux États dont le personnage considéré a pu être le ressortissant à une époque quelconque de son existence, devra recueillir le sans-patrie et lui fournir une assistance, non plus facultative mais obligatoire.

Depuis quelque temps, les traités s'appliquant aux problèmes de l'assistance internationale vont plus loin dans la voie des concessions, puisque l'assimilation devient la règle, et que l'étranger appartenant à l'un des États contractants peut, vis-à-vis des services d'assistance, entrer en concurrence directe avec le national. Mais ces traités plus libéraux dans un certain sens que celui dont nous venons de donner l'essentiel, ne régissent et ne peuvent régir que les individus qui, lors de leur demande d'assistance, sont ressortissants de l'un des États contractants. Seule une disposition spéciale et expresse pourrait étendre le bénéfice de clauses plus libérales, mais incomplètes, à celles des personnes qui, plus ou moins consciemment, ont perdu la nationalité de l'un ou l'autre État. Cette omission regrettable, cet oubli d'un problème déjà traité pourtant, nous le retrouvons encore dans le dernier traité sur l'assistance obligatoire passé entre la République Française et le Luxembourg, le 4 janvier 1923.

Envisagé par certains traités, le problème de l'heimatlosat a été sans doute aussi effleuré (toujours en matière d'assistance) par certaines législations internes. Nous

savons, en particulier, que la Suisse, par une loi du 3 décembre 1850, les États allemands, par une loi du 15 juin 1857, ont abordé la question à laquelle il a été donné provisoirement la solution suivante : le domicile de secours sera établi en tenant compte tant du domicile réel, effectif, que du lieu de naissance, ou tout au moins du lieu d'origine.

Cette tentative de règlement d'une situation complexe, nous ne la retrouvons malheureusement pas dans la plupart des autres législations, moins sujettes parfois peut-être à créer l'heimatlosat (témoin celle de notre pays), mais parfois plus aptes aussi à recueillir l'heimatlos (même exemple) en raison de leur bienveillant accueil aux masses étrangères. Ce que nous avons dit pour l'assistance médicale, nous pourrions d'ailleurs le répéter mot pour mot pour l'assistance judiciaire (l'heimatlos ne peut en bénéficier), avec cette aggravation que le problème de l'heimatlosat ne semble pas avoir jusqu'ici effleuré la pensée des législateurs et diplomates, qui ont traité les questions relatives à l'assistance judiciaire.

L'heimatlos, enfin, n'est pas dispensé de la caution *judicatum solvi* prévue par les dispositions de l'article 16 du Code civil. Nous avons déjà examiné le problème à l'occasion de la Convention de Genève pour les réfugiés russes. C'est un cas particulier d'une règle générale. L'heimatlos étant considéré comme étranger est astreint à la caution *judicatum solvi*. Et comme il ne pourra jamais bénéficier d'aucun traité diplomatique, il n'en sera jamais dispensé.

Nous avons passé en revue un certain nombre d'incon-

véniens d'ordre social, nous avons défini les situations de droit public exceptionnelles dans lesquelles un heimatlos pouvait se trouver à son corps défendant. Avant de passer aux remèdes et, qui plus est, aux avantages possibles de la situation, nous voulons maintenant dire quelques mots des problèmes d'ordre privé.

Ces problèmes sont excessivement nombreux et de solution délicate, nous dirions presque empirique. Pour s'en rendre pleinement compte, il suffira de parcourir un traité de droit international privé, et de relever au fur et à mesure de notre lecture le nombre de fois où la législation, la jurisprudence ou la doctrine françaises font appel à l'application du statut personnel, à la mise en pratique de la loi nationale. Nous ne voulons naturellement pas faire entrer cette lecture critique dans le cadre de notre étude et cela d'autant mieux que dans une autre partie de notre ouvrage, nous comptons proposer, en plein accord d'ailleurs avec une jurisprudence encore peu connue et jusqu'à un certain point ignorante de ses propres tendances, une solution unique à ces multiples problèmes. Mais qu'il nous soit permis cependant d'en citer quelques-uns. Nous savons tout d'abord que l'article 11 du Code civil accorde à l'étranger la jouissance des mêmes droits civils que ceux qui sont ou seront accordés aux Français par les traités de la nation à laquelle cet étranger appartiendra (1).

(1) C'est le principe bien connu de la réciprocité diplomatique lequel reçoit encore aujourd'hui de nombreuses et strictes applications en matière de propriété artistique, littéraire et commerciale.

Nous savons, d'autre part, que d'après la majorité de nos auteurs (1), il n'appartient pas à la loi française, à moins d'un intérêt international évident, d'attribuer à l'étranger des droits privés que sa législation personnelle lui refuse ou même qu'elle ignore. Tout ce qu'elle peut faire, c'est de ne mettre obstacle à l'application des lois étrangères que si les intérêts généraux du pays lui commandent de les repousser, ou de restreindre par une réglementation l'exercice des facultés qu'elles consacrent. L'application de ces textes ou interprétations doctrinales a permis de réserver à l'étranger l'exercice de la presque unanimité des droits privés connus à ce jour. Le principe de la réciprocité diplomatique a reçu une particulière et bienfaisante extension grâce à certaine clause de style bien connue des diplomates, la clause dite « de la nation la plus favorisée ». Nous l'avons vu et ne reviendrons pas sur ces considérations évidentes. Mais s'il s'agit d'un heimatlos ? De quel secours précis, pratique, ces textes ou interprétations doctrinales pourront-ils nous être ?

Réciprocité diplomatique, mais l'heimatlos n'a pas de patrie, pas d'entité juridique qui puisse traiter en son nom avec l'autorité reconnue aux États souverains.

Législation « personnelle » de l'heimatlos, mais quelle est-elle, puisque le principe du statut personnel réside dans le principe plus général de la nationalité ? L'incertitude est grande et nous n'avons abordé que des idées générales. Que serait-ce, si nous entrions dans le détail des cas particuliers ?

(1) V. notamment WEISS, p. 236.

Cette incertitude, fort heureusement diminuée par une jurisprudence sur les tendances de laquelle nous aurons à revenir, n'en reste pas moins l'un des inconvénients juridiques les plus graves de la condition de l'heimatlos.

Cette jurisprudence semble admettre le principe de l'application de la loi du domicile à l'heimatlos.

« Attendu, dit la Cour d'appel d'Orléans (dans l'arrêt « déjà cité, des Princes de Bourbon Parme) que dans le « cas où les successibles n'ont pas de nationalité cer- « taine, c'est la loi de leur domicile et même de leur « résidence qui régit leur statut personnel et qui doit être « appliquée pour fixer leur capacité notamment en « matière de partage. »

Et plus loin :

« Attendu qu'il en est autrement du mineur étranger « ou heimatlos qui ne peut être habilité à quelque « fins qu'il agisse que selon les formalités prévues par « son statut personnel, les seules d'ailleurs qu'ils puissent « pratiquement réaliser au lieu de sa résidence. »

Du reste, cette jurisprudence confirme les intentions des juristes de droit international.

La sixième Conférence de La Haye, tenue en 1928, s'est préoccupée de la question de la législation à appliquer aux heimatlosen. Elle a proposé une disposition spécifiant qu'il faudrait appliquer aux heimatlosen la loi de leur résidence habituelle, ou à défaut la loi de leur résidence au moment de leur mariage. On a préféré la notion de la résidence habituelle plus facile à déterminer à la notion du domicile, différente d'un État à l'autre.

Jusqu'à un certain point, l'heimatlosat a pu être égale-

ment être considéré comme... une cause de nullité du mariage. La jurisprudence qui s'était écartée de pareille interprétation de l'erreur sur la personne, semble sous l'influence apparemment des circonstances de guerre, donner à cette erreur le sens le plus large, le plus compréhensif (1).

Nous avons mentionné les inconvénients, caractérisons maintenant les avantages. Tout d'abord, et ceci constitue en même temps un remède particulièrement efficace, le droit public français reconnaît à l'heimatlos et à sa famille les plus grandes facilités en vue de l'acquisition de la nationalité française. Il est normal que celui qui, par suite de circonstances souvent indépendantes de sa volonté, est privé de toute nationalité, ait des facilités toutes particulières pour combler cette lacune. D'autre part, toute naturalisation supposant essentiellement le relâchement de tout lien antérieur, l'heimatlos est désigné entre tous pour cette opération double, négative, puis positive.

Si de deux époux, en particulier, un seul est heimatlos, les enfants suivront la nationalité de celui qui possède cette qualité substantielle de la personne du droit international. La reconnaissance communiquerait de même à l'enfant qui en est l'objet, la nationalité dont son auteur bénéficiait au jour de la naissance. Mieux encore on pourra remonter au jour de la conception si l'auteur de

(1) V. notes doctrinales sous jugements du Tribunal civil de la Seine des 4 février 1918 et 2 janvier 1920 : mariage, nullité, erreur sur la personne, personnalité civile, qualités morales, nationalité. J. P. Dalloz, 1920, 2^e partie.

la reconnaissance a perdu la nationalité française dans l'intervalle.

La reconnaissance d'un enfant est déclarative et non point attributive de filiation ; ses effets doivent donc rétroagir dans le passé jusqu'au jour de la naissance de l'enfant, voire même jusqu'au jour de sa conception, en tant qu'il peut y avoir intérêt. « En conséquence, la reconnaissance communique à l'enfant qui en est l'objet la nationalité qu'avait son père au jour de sa naissance, ou même au jour de sa conception, à supposer que l'auteur de la reconnaissance ait perdu la nationalité française dans l'intervalle compris entre la conception et la naissance (1). »

Nous savons, d'autre part, que depuis la loi de 1889, les descendants des heimatlos sont Français de droit dès leur naissance. Il s'ensuit que la situation d'heimatlos n'est pas héréditaire, du moins en France (2). Cette disposition introduite fort opportunément dans notre Code civil par la loi du 26 juin 1889 mérite au surplus de courts développements.

Dès lors qu'un enfant est né en France de père et mère inconnus ou dont la nationalité est incertaine, il est matériellement impossible de régler son sort en faisant appel aux principes du *jus sanguinis*. Restait le *jus soli*, le fait intéressant et prédominant de la naissance sur le sol français. Mais en l'absence d'un texte que ne comportait

(1) Trib. civ. Bourges, 12 novembre 1896 (sous Bourges, 15 décembre 1896), *D. P.*, 1902, 2. 425 ; en sens contraire, toutefois, dissertation de M. PIC.

(2) Cf. WEISS, *Droit international privé*, 5^e édit., 1905, p. 73.

pas le Code civil de 1804, la question était livrée au plus vives controverses. Certains assimilaient l'enfant aux bénéficiaires d'option de l'article 9, d'autres présumaient purement et simplement chez l'intéressé la qualité de Français.

C'est dans cet esprit notamment que la Convention par décret du 4 juillet 1793 proclamait « *enfants naturels de la patrie* » les enfants perdus trouvés sur le territoire français. Le décret impérial du 19 janvier 1811, dans son article 19, imposait par ailleurs le service militaire auxdits enfants naturels de la patrie. De ces enfants naturels, la loi du 26 juin 1889 a fait des enfants légitimes, confirmant en ceci la thèse ci-dessus exposée et la *jurisprudence de la Cour de cassation*, se pliant en outre à la tendance générale des législations étrangères. « Sera dès lors Français (purement et simplement) ...tout individu né en France de parents inconnus ou dont la nationalité est inconnue ».

Avant de quitter le droit public (1), nous dirons un mot enfin de ce qui constitue d'après nous le principal avantage dont bénéficie l'heimatlos : l'absence de toute obligation au service militaire.

C'était la règle tout au moins avant la nouvelle loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée. En effet, cette loi stipule dans son article 3 : « En temps de paix, nul n'est admis dans les troupes françaises s'il n'est Français ou naturalisé Français, sauf les exceptions déterminées par la présente loi.

(1) Nous savons que les questions de nationalité sont avant tout de droit public.

Les jeunes gens qui ne justifient d'aucune nationalité, résidant en France sont appelés avec leur classe d'âge et incorporés dans les régiments étrangers pour y accomplir le temps de service imposé par la loi. Toutefois, ceux d'entre eux qui ont été élevés, depuis huit ans au moins, par une famille française ou dans une école française, peuvent être incorporés dans un régiment français. Les jeunes gens visés au précédent alinéa qui appartiendraient par leur âge à des classes mobilisables, doivent se faire inscrire dans les mairies de leur résidence en cas de mobilisation.

Ainsi un avantage considérable de l'heimatlosat a, en France, tout au moins, disparu.

L'heimatlos peut être expulsé de partout disions-nous. Certes, mais partout (1) aussi il peut repousser les charges parfois lourdes, quelquefois mortelles de l'impôt du sang. Et non seulement il élude toutes obligations de ce genre, mais il peut à son aise concurrencer les jeunes gens de son âge arrachés à leurs occupations pour une période qui tend à diminuer, mais qui est d'importance suffisante pour jeter le trouble.

A ce sujet, il ne sera pas mauvais de nous souvenir qu'il y a à Paris, d'une manière constante, une masse de 400.000 étrangers (2), dont la plupart, heimatlos ou non, n'ont fait ou ne feront jamais nulle part de service militaire. Les chiffres sont d'ailleurs éloquentes : sur 30.569 étrangers optionnaires inscrits sur les listes de

(1) Sauf en France, tout au moins, depuis la loi sur le recrutement de 1923.

(2) Cf. Conférence de M. Michel MISOFFE d'octobre 1924.

recrutement de la classe de 1923, 534 conscrits seulement se sont soumis aux opérations de recrutement.

De quels avantages l'heimatlos peut-il maintenant bénéficier en regard du droit privé applicable aux autres étrangers ? Privé d'un statut personnel, l'heimatlos a-t-il en fait les facilités d'accession à la loi territoriale que comporterait la plus simple équité ? Oui.

Notamment lorsque la résidence de fait a une certaine fixité, la jurisprudence lui attache la plupart des effets du domicile ordinaire (1). En particulier, la Cour de cassation décide que le domicile de fait dont nous parlions plus haut est susceptible de déterminer le régime matrimonial de droit commun, que des époux étrangers, mariés en France sans contrat, sont présumés avoir adopté (2).

D'après Proudhon, la situation de l'étranger s'améliore lorsque, même sans être admis à domicile, il se fixe en France à perpétuelle demeure : il pourrait alors d'après lui, réclamer non point sans doute tous les droits que lui conférerait l'article 13, mais tout au moins « les droits « purement personnels pour le règlement de ses qualités « et de son état » tels qu'ils sont fixés par la loi française.

(1) Nous savons, en effet, que la doctrine et la jurisprudence refusent à l'étranger la possibilité d'avoir un domicile légal.

Dans le sens sus-indiqué : Cass., 2 juillet 1822 ; Cass., 19 mars 1872 ; Cass., 29 juillet 1890 ; *Journ. av. Bordeaux*, 1890. I. 538 ; *Journ. de droit intern. privé*, 1890, p. 900 ; FÉRAUD-GIRAUD, *Journ. de droit international privé*, 1880, p. 156.

(2) Cf. également la théorie de l'Incolat de Proudhon déjà citée. *État des personnes*, t. I, p. 192.

La jurisprudence, les très rares fois où elle a été saisie de la question, a résolu en fait le problème de la façon suivante : à l'heimatlos, au sans-patrie, on appliquera purement et simplement la loi française (1). C'est l'application de la loi de sa résidence, conformément au principe posé par le M. le Professeur Basdevant.

« La nationalité est l'expression juridique du fait qu'un individu est plus étroitement rattaché à la population d'un État déterminé qu'à celle de tout autre » (2).

Dans l'espèce considérée, il s'agissait des règles de droit applicables à la dévolution de la succession mobilière d'un heimatlos, mais les juges, dans leurs motifs, ont abordé des problèmes d'ordre plus général et plus intéressant. Les auteurs et la jurisprudence sont, d'autre part, unanimes pour organiser la tutelle d'un heimatlos en conformité de la législation en vigueur au domicile du père de l'enfant (3).

M. Weiss, dans son *Traité de droit international*, déclare textuellement (4) :

« Cette loi (celle du mineur) ne sera laissée de côté
« que lorsqu'il s'agira de prendre des mesures de pro-
« tection provisoire en faveur d'un étranger domicilié
« ou résidant dont il n'a pas été possible d'organiser la

(1) Cf. Nancy, 10 juin 1914, *Gaz. Trib.*, 29 août 1915.

(2) *Revue Darras*, 1909, p. 41.

(3) Nous savons qu'en règle générale, on applique rigoureusement non pas la loi nationale du père, mais celle du mineur, ce qui suppose évidemment la détermination possible de cette dernière législation.

(4) P. 434.

« tutelle en suivant les prescriptions de sa loi nationale,
 « ou encore de pourvoir aux intérêts d'un mineur étran-
 « ger de nationalité incertaine ; dans ce dernier cas, con-
 « formément à ce qui a été dit plus haut, c'est à la loi de
 « son domicile qu'il faut se référer. »

M. Weiss, peu suivi d'ailleurs sur ce point, fait bénéficier le mineur heimatlos de l'hypothèque légale réservée aux seuls Français à l'égard de leurs tuteurs. Si cette concession était admise sans discussion, l'heimatlos bénéficierait d'un avantage évident, par ailleurs inaccessible aux étrangers ordinaires.

Quoi qu'il en soit, la solution de pur droit interne admise par la France, à laquelle nous venons de consacrer quelques lignes a été expressément confirmée, en particulier par la Convention de La Haye du 12 juin 1902. Nous savons qu'aux termes de cette convention, œuvre de la Conférence de droit international privé, il a été décidé en particulier :

Art. 3.... « Toutefois la tutelle du mineur ayant sa
 « résidence habituelle à l'étranger s'établit et s'exerce
 « conformément à la loi du lieu, si elle n'est pas ou si
 « elle ne peut être constituée conformément aux dispo-
 « sitions de l'article 1^{er} ou de l'article 2. »

Art. 7.... « En attendant l'organisation de la tutelle
 « et dans tous les cas d'urgence, les mesures nécessaires
 « pour la protection de la personne et des intérêts d'un
 « mineur étranger pourront être prises par les autorités
 « locales. »

Nous voulons enfin dire quelques mots d'une très

curieuse anomalie de la situation de l'heimatlos relativement aux règles du droit privé.

Si étrange que la chose puisse paraître, si scandaleusement encourageante qu'elle soit, il est indubitable que l'heimatlos peut durant le mariage changer, à sa guise, les conventions matrimoniales, du moins d'après certains auteurs. Ces derniers (1) refusent, en effet, au principe de l'immutabilité, le caractère d'ordre public qui seul pourrait l'imposer à l'heimatlos.

Nous en avons maintenant terminé avec ce que nous pourrions appeler la condition de droit commun de l'heimatlos.

On pouvait espérer que le traité de Versailles comporterait une théorie générale de la nationalité susceptible de mettre fin à bien des controverses. Malheureusement la période de guerre, période d'aggravation de la situation de l'heimatlos, période éminemment créatrice d'heimatlosat (2) restera dans l'ordre du droit international un stade de régression certaine et sans compensation aucune.

Dans l'ouvrage qu'ils ont consacré au traité de paix, MM. Gidel et Barrault (3) relèvent cette lacune dans les termes suivants : « D'une manière générale, la nationalité s'appréciera conformément aux principes du droit commun, mais étant donné l'importance des droits qui sont attachés par le traité à la nationalité, on peut pen-

(1) Cf. WEISS, pp. 482 et suiv. — *A contrario* : PILLET, *Traité pratique de Droit international privé*, p. 229, n° 507.

(2) Ce sera l'objet de notre prochain chapitre.

(3) Cf. *Traité de paix avec l'Allemagne* du 28 juin 1919 et les intérêts privés, pp. 307 et suiv.

« ser qu'il eut été bon de trouver dans le traité certaines
« règles permettant de résoudre les difficultés classiques
« relatives aux doubles et même aux triples nationalités
« et aux heimatlos. » En l'absence de ces règles, il appar-
tiendra aux intéressés de faire prononcer par les juridic-
tions compétentes sur les oppositions qui pourraient être
soulevées par l'administration. S'agissant d'une question
d'état, cette compétence appartiendra aux tribunaux de
droit commun.

Nous avons vu et nous verrons d'ailleurs qu'avec
l'appui et l'approbation de certains auteurs (1), les ques-
tions de nationalité ont été, au moins pendant les hosti-
lités soumises à l'arbitraire des gouvernements.

SECTION II

DES CIRCONSTANCES SPÉCIALES NÉES DE LA GUERRE DE 1914-1919

Pendant la période de guerre, et cette mise au point
ne saurait étonner personne, le sort des étrangers fut
très variable, selon qu'ils étaient ou non réputés ennemis.
Les étrangers, que nous dénommerons étrangers neutres,
ont continué à jouir des droits civils que leurs propres
pays accordaient aux indigènes, c'est-à-dire, en fait, de
tous les droits civils des nationaux, sauf exceptions. Parmi
ces exceptions, nous citerons notamment les restrictions

(1) Notamment M. WAHL.

apportées au droit d'acquisition des étrangers en matière immobilière, ces dernières ayant vu le jour au moins en Russie (1).

Les seconds, les étrangers ennemis, ont été, au contraire, particulièrement visés, pourchassés même, ce d'ailleurs, assez légitimement, vu les circonstances, l'ampleur et la durée du conflit. Parmi les mesures vraiment de circonstance prises à leur égard, nous citerons le séquestre, le camp de concentration et les dispositions de la loi Faillot qui leur sont particulièrement consacrées. Nous dirons de suite quelques mots de ces dernières. D'une manière générale, on a voulu donner aux Français la possibilité d'obtenir la résiliation des conventions ou contrats (particulièrement des contrats de société) susceptibles d'établir un lien de droit entre eux et des sujets ennemis. Cette faculté était d'ailleurs l'accompagnement indispensable d'autres mesures plus draconiennes, telles l'interdiction générale de commercer avec l'ennemi.

L'article 4 de la loi du 21 janvier 1918 est ainsi conçu :

« La résiliation des contrats passés avec les ressortis-
« sants des pays ennemis antérieurement au début de
« l'état de guerre pourra être demandée par tous les
« Français, protégés Français et nationaux des pays alliés
« ou neutres ou bénéficiaires d'un permis de séjour. Si
« la partie ennemie a ses biens placés sous séquestre en
« territoire français, la résiliation est prononcée, à moins
« d'un intérêt reconnu légitime, par le président du

(1) Cf. l'ukase du Tsar du 22 septembre 1914 par lequel il était interdit aux étrangers d'acquérir une propriété ou un droit réel sur les immeubles russes.

« tribunal civil, statuant en la forme des référés, sur
« assignation donnée à l'administrateur-séquestre repré-
« sentant les intérêts en cause et dûment habilité à cet
« effet. »

Sur l'application de cet article 4 aux contrats de société, nous citerons un arrêt de la Cour de Paris du 17 juillet 1919. Notons que si le Français peut être dégagé de ses obligations d'associé, la dissolution de la société n'en découle pas nécessairement.

D'autre part, la juridiction compétente est celle du président du tribunal civil, statuant en matière de référé, et lui seul peut être saisi, quand bien même le tribunal civil dans son ensemble serait déjà saisi d'une demande en résiliation, cette demande formée dans les termes du droit commun, et par suite différente, par sa cause juridique et son objet, de la procédure prévue par l'article 4 de la loi du 21 janvier 1918. Devant le président, l'étranger qui voudrait faire écarter l'application de ce dernier article devrait établir obligatoirement l'intérêt légitime qu'il aurait à ce que le contrat soit maintenu. Mais citons, à titre d'exemple, les parties les plus significatives des attendus de l'arrêt du 17 juillet 1919 (1) :

« La Cour,

« Au fond, considérant que la loi du 21 janvier 1918
« envisageant dans son article 4 les contrats passés anté-
« rieurement à l'état de guerre, avec les ressortissants
« ennemis, donne à tous les Français le droit d'en deman-

(1) Cour de Paris, 1^{re} Chambre, MM. Paul André, premier président, Fourcade et Mathiot, avocats, Dame Austerweil c. Veuve Leduc, Mathon et époux Gotlieb.

« der la résiliation ; qu'à l'égard de la partie ennemie
« ayant ses biens placés sous séquestre, en territoire
« français, ce qui est le cas actuel, la résiliation doit être
« prononcée par le président du tribunal civil, statuant
« en la forme des référés....

« Considérant que dans l'instance dont il s'agit,
« Mathon et la Veuve Leduc poursuivent la dissolution
« de la Société Leduc Heitz et C^{ie} comme conséquence
« de la prohibition de commerce faite à leur associé, et
« pour défendre à la demande du séquestre réclamant
« le versement, en ses mains, de la part de la Dame Aus-
« terweil, dans les bénéfices de la Société....

« Que, d'autre part, si l'article 4 de la loi du 21 jan-
« vier 1918 dispose que le président du tribunal civil
« statuera en la forme des référés, il institue, en réalité,
« une juridiction spéciale, distincte de la juridiction
« ordinaire des référés, et qui ne peut être confondue
« avec elle ;

« Considérant, quant au fond, que le même article
« vise nécessairement la résiliation des sociétés, comme
« celle de tous contrats, la loi du 21 janvier 1918 formu-
« lant expressément les exceptions qu'elle a entendu
« admettre (art. 7) et qui comprennent les opérations
« effectuées dans les Bourses de valeurs, les contrats de
« louage d'ouvrage, les baux à loyer ou à ferme ; consi-
« dérant que partant de ce principe, le premier juge
« déclare que les dispositions de la loi doivent être appli-
« quées au contrat de société en nom collectif, lorsque
« la présence, dans cette société, d'un sujet de puissance
« en guerre avec la France est de nature à compromettre

« ses intérêts et que de ce motif général, il déduit les
« raisons de fait justifiant l'exclusion de la Dame Aus-
« terweil de la Société Leduc, Heitz et C^{ie}, mais que le
« premier juge mettait ainsi à la charge des demandeurs
« une preuve qui ne saurait leur incomber ; qu'aux ter-
« mes de l'article 4 précité, la résiliation doit être pro-
« noncée à moins d'un intérêt reconnu légitime ; d'où
« suit qu'il appartiendrait au séquestre, pour obtenir le
« maintien du contrat attaqué, d'établir l'existence de
« l'intérêt pouvant être retenu pour légitime ; que cette
« preuve n'est point apportée à la Cour ;

« Par ces motifs,

« Confirme... ».

D'une façon générale d'ailleurs, nous savons que l'exécution de toutes conventions pouvant constituer un lien de droit entre Français et sujets ennemis, était suspendue sous des peines relativement sévères. Un sujet ennemi pouvait recueillir une succession, le soldat ennemi lui-même n'était pas considéré comme indigne (1). Le ressortissant des puissances hostiles pouvait tester et donner entre vifs. Par contre, il ne pouvait recevoir par donation. De même, dès lors qu'une donation faite par un ennemi comportait une ou plusieurs charges, l'exécution de ces dernières se trouvait suspendue pour des motifs d'ordre public, suspension qui laissait d'ailleurs subsister la donation elle-même (2).

(1) Cf. WAHL, *Le droit civil et commercial de la guerre*. Librairie Sirey, 1918, t. I, pp. 491 et suiv.

(2) *Ibidem*, p. 511.

Quant au commerce lui-même, le mot commerce étant pris dans son sens le plus large, il ne pouvait survivre, du moins entre Français et ressortissants ennemis, depuis le décret du 27 septembre 1914, aux termes duquel tous contrats passés avec les sujets ennemis sont considérés purement et simplement comme illicites. A noter que sont réputés ennemis des neutres mêmes, il suffit pour cela qu'ils résident en pays ennemi (1).

Le décret du 27 septembre 1914 déclare textuellement que toute mesure d'exécution sera déclarée illicite et radicalement nulle, mais en fait cette interdiction revient à dire que l'exécution est suspendue et que, contraire à l'ordre public, elle peut faire l'objet d'une remise en l'état, d'un rétablissement du *statu quo ante*.

A cette interdiction, il manquait des sanctions d'ordre pénal, seules efficaces. Cette lacune a été parfaitement comblée par les dispositions de la loi du 4 avril 1915. Aux termes de cette loi (2) « quiconque, en violation des
« prohibitions qui ont été ou seront édictées, conclura
« ou tentera de conclure, exécutera ou tentera d'exécuter,
« soit directement, soit par personne interposée, un acte
« de commerce ou une convention quelconque, soit avec
« un sujet d'une puissance ennemie ou avec une personne
« résidant sur son territoire, soit avec un agent de ce
« sujet ou de cette personne, sera puni d'un emprisonne-
« ment d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 à

(1) *Ibidem*, p. 673.

(2) Cf. WAHL, *ibidem*, p. 768.

« 20.000 francs ou de l'une de ces peines seulement (1). »

Ces dispositions légales, dont la grande sévérité ne peut manquer de nous frapper, ne pouvaient toutefois recevoir d'application qu'autant que le ministère public établissait à la fois la nationalité ennemie d'un des cocontractants et la mauvaise foi du national incriminé.

Ainsi donc le Parquet doit établir la nationalité ennemie ou la résidence en territoire ennemi de la personne avec laquelle l'inculpé a contracté ; en cas de doute la condamnation ne peut être prononcée. Ce scrupule n'a d'ailleurs pas lieu de nous surprendre, c'est un rappel du droit commun, aucune condamnation pénale ne pouvant être prononcée si l'inculpé bénéficie d'un doute (2). Mais les tribunaux se sont montrés très libéraux pour accorder aux inculpés le bénéfice de ce doute. La preuve peut résulter d'une ordonnance ou d'un jugement rendus dans une instance où les inculpés étaient parties, et passés en force de chose jugée. Elle ne peut résulter contre eux d'actes auxquels ils sont restés étrangers. Dans ce sens n'a pas été admise en preuve l'ordonnance de mise sous séquestre (3). De même le Ministre des Affaires Étrangères ayant publié à l'intention des commerçants des listes officielles d'ennemis ou de personnes présumées

(1) Loi du 4 avril 1915, article 1^{er}, alinéa 1.

(2) Cf. Rouen, 19 janvier 1916, *Journ. de Droit international*, 1916, p. 990 ; Aix, 10 juin 1916 (sol. implicite), *Journ. de Droit international*, 1917, p. 150 ; Trib. corr. Lyon, 3 février 1916, *Journ. de Droit international*, 1916, p. 1222.

(3) Rouen, 19 janvier 1916.

interposées, on pouvait penser que cette publication permettrait d'établir plus facilement la mauvaise foi des contractants ; mais cette publication ne bénéficiait d'aucune force légale, et malgré elle, le ministère public dut, comme par le passé, établir qu'il y avait mauvaise foi. Une arme nouvelle lui était toutefois confiée : la possibilité de faire la preuve que l'inculpé avait eu pleine connaissance de la fameuse liste.

Ces mesures, que nous qualifierons volontiers de draconiennes, ont été avec plus ou moins de franchise adoptées par les États belligérants, parce que la guerre moderne avait cessé d'être la lutte exclusive des soldats ou citoyens antagonistes pour devenir celle des peuples tout entiers.

La France a invoqué assez justement le grand principe d'ordre public qui veut que soit interdit tout acte nuisible à la défense du pays. Les décrets et lois intervenus n'ont eu pour but que la mise en pratique temporaire de ce véritable axiome.

Les Allemands, croyant peut-être donner le change, respectaient en principe les contrats passés avec les sujets ennemis, ils le déclaraient hautement avec une fausse indignation contre les mesures alliées ; mais dans la pratique, ils appliquaient le principe ci-dessus exposé en raison, disaient-ils, des « crimes des alliés à l'encontre de « la loyale Allemagne !!! »

Quant aux Anglo-Saxons, ils déclaraient avec une grande vraisemblance que les guerres modernes entraînent une lutte véritablement individuelle entre les citoyens des puissances belligérantes. D'où l'interdiction de com-

mercer, fût-ce avec un résident neutre des pays ennemis, et la sanction particulièrement efficace de la nullité pure et simple.

Nous savons, enfin, que les étrangers réputés ennemis, résidant en France, étaient astreints à la déclaration des biens leur appartenant, que ce soit en France ou en pays hostile (1).

Le but recherché : faciliter l'application de ces dispositions auxquelles nous venons de consacrer quelques développements, provoquer le cas échéant la mesure plus grave de la mise sous séquestre, apprécier enfin les dangers actuels et futurs de l'emprise économique de nos ennemis.

Ceci exposé, revenons à la situation particulière faite aux heimatlos. La plus stricte logique eût voulu que ces derniers fussent traités d'une manière uniforme. Et cela qu'il s'agisse des heimatlos devant leur situation spéciale à des faits antérieurs à la guerre ou d'heimatlos pour lesquels la privation de la nationalité remonte seulement à la législation de guerre. Nous nous souvenons, en effet, que par le jeu du rapport des décrets de naturalisation, de nombreux et nouveaux heimatlos se sont vus légalement et sciemment jetés dans une situation plus que fausse. Nous allons pouvoir nous en rendre compte plus que jamais, car cette égalité de traitement dont nous parlions tout à l'heure, n'a pas été l'apanage des heimatlos. Pour des raisons d'opportunité que nous

(1) Cf. WAHL, *ibidem*, pp. 984 et suiv.

pouvons approuver en fait, mais non en droit, il a été établi arbitrairement deux classes d'heimatlos : ceux qui à aucun moment n'avaient eu du sang ennemi dans les veines, et les autres.

Les premiers ont été traités comme des étrangers ordinaires, leur condition fut en tous points semblable à celle décrite dans notre précédent chapitre ; ce sont les réserves et exceptions définies en tête du présent.

Quant aux autres, ils ont été les sujets, plus ou moins étonnés, de vicissitudes diverses.

Lorsque l'État, puissance publique, se désintéressait de la question, la jurisprudence leur appliquait pratiquement la loi territoriale, la loi française, particulièrement dès lors qu'il s'agissait de dévolution immobilière (1).

Par contre, si l'intérêt national entraînait en jeu à quelque titre que ce soit, ces heimatlos infortunés étaient traités purement et simplement comme des sujets de puissances ennemies. Il n'aurait même pas été suffisant pour éviter les mesures qui les guettaient, qu'ils sortent de l'heimatlosat et deviennent citoyens d'un nouveau pays d'adoption.

Nous mentionnerons à ce sujet un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 4 avril 1924 (2) :

« La Cour,

« Considérant que, par ordonnance du Tribunal de la
« Seine du 18 janvier 1919, les biens que possède en
« France Astman, ont été placés sous séquestre ; qu'Ast-

(1) Cf. Nancy, 10 juin 1914, *Gaz. des Trib.*, 29 août 1915.

(2) Première Chambre, présidence de M. André, premier Président, *Gaz. des Trib.*, 28, 29, 30 septembre 1924.

« man, prétendant être de nationalité roumaine, demande
« la mainlevée de ce séquestre ;

« Considérant qu'Astman, Autrichien de naissance et
« comme tel naturalisé Français par décret du 29 juil-
« let 1900, a été déclaré déchu de la nationalité française
« par arrêt de cette Cour du 16 janvier 1919, lequel est
« devenu définitif par rejet du pourvoi en cassation
« d'Astman ;

« Considérant que les décisions prononçant déchéance
« de la nationalité française par application de l'article 1^{er}
« de la loi du 18 juin 1917, impliquent, quel que soit
« le fait qui motive la déchéance, qu'à malgré sa natura-
« lisation l'étranger déchu avait voulu conserver sa natio-
« nalité d'origine ; qu'elles ont pour effet légal et néces-
« saire de lui restituer cette nationalité au regard de la
« loi française (1) et justifient, en conséquence, la mise
« de ses biens sous séquestre ; que, pour ces motifs de
« droit, la demande d'Astman doit être rejetée ;

« Considérant, au surplus, que dans l'instance en
« dénaturalisation Astman soutenait déjà être sujet rou-
« main ; que sa prétention discutée devant le Tribunal
« et devant la Cour a été, sur des motifs formels, écartée
« par la décision qui a prononcé sa déchéance de la qua-
« lité de Français ; que cette décision, comportant force
« de chose jugée, a définitivement fixé la nationalité
« d'Astman à l'égard des autorités françaises (2).

(1) Mais au regard de la loi autrichienne ?

(2) La Cour se rend compte que sa décision ne pourrait pas
s'imposer à des tribunaux étrangers.

« Par ces motifs, excluant les motifs du premier juge, « confirme l'ordonnance entreprise, etc... ».

Ainsi donc un Autrichien *de naissance*, qui a été déchu du bénéfice de la nationalité française, est considéré au regard de la loi française comme étant purement et simplement réintégré dans la nationalité autrichienne, et ce non seulement sans avoir égard aux autres nationalités dont l'individu considéré a pu bénéficier avant sa naturalisation française, mais encore sans que l'autorité judiciaire se préoccupe de savoir si juridiquement, d'après les principes de droit interne étranger et d'après le droit international public, le dénaturalisé a *effectivement* recouvré l'une ou l'autre de ses nationalités antérieures. Il suffit qu'il ait eu du sang ennemi pour qu'il soit mué en heimatlos, mais en heimatlos jouissant du triste privilège de n'être nulle part chez lui, et particulièrement en France où le guettent les mesures les plus rigoureuses. Il ne faudrait d'ailleurs voir dans nos remarques, qu'une critique juridique d'une formule trop justifiée par les circonstances. Nous citerons encore une autre décision du même ordre, car toute jurisprudence qui voudrait s'inspirer de ces arrêts nous apparaît comme susceptible de retarder au delà de toute limite la solution du problème de l'heimatlosat, et nous tenons à la fois à en montrer les faiblesses juridiques et les motifs de circonstance. Il s'agit d'un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 15 mai 1924 (1). Le président du Tribunal civil,

(1) Cf. *Gaz. Trib.* des 10 et 11 septembre 1924.

statuant en référé, avait rendu l'ordonnance suivante (1) :

« Nous, Président :

« Attendu que la Dame Galliope de Racovizza, née
« Xantho, possédait en France à la date du 1^{er} août 1914
« des titres et valeurs mobilières (emprunt bulgare 5 %
« 1904) jusqu'à concurrence de 260.500 francs déposés
« au Comptoir National d'Escompte, sous le dossier de
« la Disconto Gesellschaft de Berlin ;

« Qu'un séquestre a été placé sur tous les dossiers pos-
« sédés en France par ladite société allemande ;

« Qu'à la date du 15 mars 1921, la Dame de Raco-
« vizza a revendiqué lesdits titres et valeurs mobilières
« et a justifié de sa propriété par la production de bor-
« dereaux de la banque en date des 3 avril, 27 novem-
« bre 1906, 13 août 1909, 10 février 1912 et
« 30 juin 1914 ;

« Que le séquestre ayant refusé de faire droit à cette
« revendication, elle nous demande de l'y contraindre
« et d'ordonner mainlevée de la séquestration qui frappe
« les valeurs plus haut spécifiées ;

« Attendu que la demanderesse, née le 7 avril 1853
« à Bucarest était, par sa naissance, de nationalité rou-
« maine et est devenue Autrichienne par l'effet de son
« mariage avec Simon Zechany de Racovizza, sujet autri-
« chien ;

« Que ce mariage a été dissous, en 1895, par le décès
« de Racovizza ;

« *Qu'aux termes du Code civil roumain, la femme rou-*

(1) Audience du 8 octobre 1923.

« maine ayant acquis par mariage une nationalité étran-
« gère redevient Roumaine de plein droit par le seul fait
« de la dissolution du mariage (1) ;

« Que la loi autrichienne, au contraire, n'admet pas
« la réintégration de la femme par le seul fait de la disso-
« lution du mariage et exige le consentement du gouver-
« nement (2) ;

« Que ce consentement n'a été ni obtenu ni même
« demandé par la Dame de Racovizza (3), et qu'elle n'a
« cessé d'habiter l'Autriche, attestant par ces deux cir-
« constances la volonté entre les deux nationalités qu'elle
« pouvait invoquer, de se réclamer de la nationalité autri-
« chienne et de conserver cette dernière ;

« Que le droit de retenir et de liquider les biens en
« France des sujets ennemis est donc légitimement
« exercé par l'État français en ce qui touche la deman-
« dere de la nationalité autrichienne (4) impose cette
« mesure (4) ;

« Qu'en vain les dispositions de l'article 230 du Traité
« de Saint-Germain sont-elles présentées comme impo-
« sant la décision contraire ;

« Que la Dame de Racovizza dont la nationalité d'ori-

(1) Il en serait de même aux termes de la loi française.

(2) Il est à remarquer que cette exigence, contraire au droit natu-
rel, contraire au libre arbitre, ne saurait avoir même en l'état actuel
des choses aucune valeur en droit international.

(3) Motif de pure opportunité.

(4) A remarquer que dans cette espèce, il s'agissait, somme toute,
d'une personne jouissant d'une double nationalité, mais nous nous
rendons compte que le problème posé serait le même s'il s'agissait
d'une heimatlos.

« gine a simplement, par l'effet de la loi roumaine, repris
« effet à l'égard de celle-ci, ne peut arguer ni d'une natu-
« ralisation ni d'une clause du traité qui lui aurait conféré
« ladite nationalité ; que l'article 230 susvisé ne trouve
« donc pas ici son application ;

« Par ces motifs,

« Déclarons la Dame de Racovizza mal fondée en sa
« demande en mainlevée de séquestre et en restitution
« de titres, l'en déboutons. »

Sur appel, la Cour, après plaidoirie de M^e Prudhomme
et conformément aux conclusions de M. l'Avocat général
Dreyfus, a rendu un arrêt ainsi conçu :

« La Cour,

« Considérant que l'appelante, née à Bucarest, Rou-
« maine d'origine, a acquis la nationalité autrichienne
« par son mariage avec Simon Zechany de Racovizza ;
« que devenue veuve en 1895, elle a, de ce seul fait,
« récupéré la nationalité roumaine vis-à-vis de la Rou-
« manie, mais qu'elle est restée Autrichienne en vertu
« de la loi d'Autriche ; que cette dernière constatation,
« non contestée, justifie l'application de l'article 249 du
« Traité de Saint-Germain, autorisant au profit des puis-
« sances alliées et associées la liquidation des biens qui
« appartiennent sur leurs territoires, à des ressortissants
« de l'ancien Empire d'Autriche ; que la Dame Veuve
« Zéchany de Racovizza ne peut nier qu'elle soit au nom-
« bre de ces ressortissants ; qu'en vain excipe-t-elle de
« la loi roumaine qui est dans le cas dont il s'agit, sans
« application (P¹) ;

« Considérant qu'elle ne peut davantage invoquer les

« dispositions de l'article 230 du Traité de Saint-Ger-
« main, par lequel l'Autriche s'engage à reconnaître la
« nationalité nouvelle qui aurait été acquise par ses res-
« sortissants d'après les lois des puissances alliées et asso-
« ciées ; que l'acquisition de nationalité ainsi prévue doit,
« aux termes de l'article précité, être opérée, soit par
« voie de naturalisation, soit par l'effet d'une clause d'un
« traité, et non pas sous un autre mode légal ; que la
« Dame Zechany de Racovizza ne se trouve dans aucune
« des deux situations envisagées. »

Un peu étonné par la rigueur des solutions adoptées, le commentateur s'est réfugié dans un exposé d'ordre général qui ne manque pas d'intérêt. Nous le citerons donc. Il s'exprime en ces termes :

« La question résolue par l'arrêt reproduit était celle de savoir d'après quelle loi doit être déterminée, par un tribunal français, la nationalité d'un étranger, lorsque deux nationalités différentes lui sont attribuées par la législation des deux pays. »

Cette question est controversée.

Suivant certains auteurs, il faut tenir compte du *domicile* de la personne dont la nationalité est contestée ou douteuse. Si donc elle est domiciliée sur le territoire de l'un des États, les juges français devront le considérer comme appartenant à cet État ; en effet, *en se fixant sur son sol, elle a confirmé par un choix* volontaire l'une des deux nationalités (1). L'Institut de droit international

(1) C. d'Aix, 9 juillet 1903, *Clunet*, 1904, p. 150 ; DESPAGNET, 4^e édit., p. 110 ; WEISS, t. I, p. 326.

a voté en 1880, dans sa session d'Oxford, une résolution qui consacre cette théorie et portant que « ...*lorsqu'une personne n'a pas de nationalité connue, son état et sa capacité sont régis par les lois de son domicile* ». Voir dans le même sens (1), l'article 8 du Code japonais. C'est cette solution que l'ordonnance de référé, frappée d'appel, avait, avec raison suivant nous, admise dans ses motifs ; mais l'arrêt rapporté ne les a ni reproduits ni adoptés, de sorte qu'il est difficile de reconnaître d'après quelles règles il a statué.

Si la personne dont la nationalité est en jeu n'est domiciliée sur aucun des deux pays dont les législations sont contradictoires, la doctrine tend à admettre que le juge devra se prononcer pour celle des nationalités dont les règles se rapprochent le plus de la législation française (2).

Ces rigueurs de la jurisprudence sont d'ailleurs à comparer avec celles, légales cette fois, dont furent l'objet des neutres eux-mêmes dès lors qu'ils résidaient en pays ennemis (3).

De même n'a-t-on pas mis sous séquestre les biens d'un individu né au Brésil, de parents allemands ? Aux termes de la législation locale, l'intéressé était incontestablement brésilien, les fils d'étrangers nés sur le territoire brésilien étant naturalisés Brésiliens par le seul fait de

(1) Et ceci est particulièrement intéressant.

(2) WEISS, t. I, p. 327 ; FIORE, *Le droit international privé*, t. I, p. 389 ; Projet de revision du Code civil belge, article 12, alinéa 3.

(3) Cf. article 1^{er}, alinéa 1 et article 2, alinéa 1 du décret du 27 septembre 1914 ; décret du 7 novembre 1915.

leur naissance. Néanmoins, comme aux termes de la législation de la plupart des pays européens et notamment de l'Allemagne, les enfants nés à l'étranger d'un Allemand sont Allemands, l'individu mis sur la sellette, au sens propre du mot, a été dûment pourvu d'un séquestre.

Ainsi donc pendant la période dite de guerre et par l'effet d'une interprétation particulièrement large des effets de la dénaturalisation, des heimatlos indiscutables ont pu être considérés comme des sujets de puissances ennemies. D'où pour eux la mise en œuvre des diverses mesures réservées à ces derniers. Tout d'abord l'interdiction de commercer avec les sujets de puissances ennemies. Puis le séquestre, avec ses modalités variables de pays à pays : le séquestre anglais unique ou public trustee, séquestre general (1) institué par la loi du 27 novembre 1914 (2), auquel tous les détenteurs de biens ennemis doivent faire leur déclaration ; à défaut le contrôleur désigné par la Haute-Cour, sur l'initiative du Ministère du Commerce, pour la surveillance de toute société dont le capital est pour un tiers entre les mains de sujets ennemis. Le séquestre italien dont les pouvoirs ont été organisés par le décret du 13 avril 1916 et ceux du 8 août 1916. A défaut, la mise sous surveillance d'un syndic prononcée par arrêté préfectoral. Le séquestre portugais (3), le séquestre russe (4) et ses adjoints les inspecteurs départementaux,

(1) Custodian.

(2) Trading with the enemy act.

(3) Décret du 20 avril 1916.

(4) Arrêté du Conseil des Ministres du 16 mars 1915.

dont la mission est de surveiller les sociétés possédant des associés ennemis. Les séquestres et surveillants allemands (1), dont les pouvoirs pouvaient aller jusqu'à, le cas échéant, la liquidation pure et simple des entreprises. A noter d'ailleurs que les Allemands n'ont pas craint de séquestrer les biens de maisons neutres par eux soupçonnées de fournir, fût-ce dans leur propre pays, des marchandises aux Français. Une ordonnance du 30 juin 1916 rendue par application du texte plus général du 26 novembre 1914 a bien mis sous séquestre « la fortune se trouvant en Allemagne de la Maison S.....ff et C^{ie} à la Chaux-de-Fonds (2). »

Nous citerons enfin le séquestre français organisé en dernier lieu par la loi du 4 avril 1915, laquelle n'a d'ailleurs fait que confirmer la pratique antérieure, mesure particulièrement grave dont il a été fait un usage assez large.

A Paris seulement et d'après une déclaration du Ministre de l'Intérieur en octobre 1916, il avait été mis sous séquestre 1.988 locaux d'habitation dont 33 seulement appartenaient en toute propriété à des sujets ennemis (3). D'une façon très générale, il n'était d'ailleurs pas exagéré de dire que l'opportunité des mises sous séquestre était purement et simplement laissée à l'arbitraire du président

(1) Déclarations du Conseil fédéral des 4 septembre, 22 octobre et 26 novembre 1914.

(2) Cf. *Journal de Genève*, 26 juillet 1916.

(3) Cf. Rép. à un député, *J. O.* du 20 octobre 1916. Déb. parlementaires, p. 3082.

du tribunal civil, subissant lui-même l'aiguillon d'un ministère public particulièrement armé et mordant (1).

En particulier, le ministère public qui a la charge de la preuve en règle générale, le ministère public auquel il incombe d'établir la nationalité de la personne physique ou morale dont il poursuit la mise sous séquestre (2), le ministère public donc est dispensé de cette preuve, dès lors qu'il s'agit de démontrer qu'il y a possibilité d'application de la loi Delbrück, l'individu considéré apparaissant comme « susceptible » d'avoir été autorisé à rester Allemand (3). La contre-preuve est admise, le séquestre ne sera ordonné que si l'ex-Allemand est vraiment suspect. En règle générale, le ministère public n'abusera pas de ses pouvoirs exorbitants. Mais il n'en est pas moins vrai que son arbitraire pèsera lourdement dans la balance et le malheureux heimatlos sera souvent écrasé entre ces deux toutes puissances : le Ministère public et le Président du Tribunal civil.

A noter cependant que cette toute puissance du ministère public a été parfois, assez étrangement d'ailleurs, limitée par des instructions ou circulaires du Ministre de

(1) Cf. Tribunal civil du Havre, présidence de M. Hattu, audience du 11 mai 1924, *Gaz. des Tribunaux* des 17 et 18 novembre 1924 et note sous Req., 27 avril 1920, *Dalloz*, jurisprudence générale, année 1920, p. 49, 1^{re} partie.

(2) Cf. Rouen, 14 janvier 1916, S., 1916. 2. 101 ; ordonnance référé Seine, 28 décembre 1925, *Journal de Droit international*, 1916, p. 610 ; WAHL, S., 1915. 2. 101.

(3) Cf. Trib. civ. Seine, 1^{er} février 1916 ; *J. dr. int. privé*, 1916, p. 922 ; Trib. civ. Seine, 20 juin 1916, *Gaz. Trib.*, 27 mai 1917 ; Trib. civ. Seine, 17 juillet 1917 ; *Journal de Droit international*, 1918, p. 238 ; REULOS, p. 245.

l'Intérieur. Une décision ministérielle de décembre 1915 a suspendu toute application du séquestre en faveur des ressortissants bulgares. Même faveur pour les Ottomans (1).

Nous nous étonnerons moins de l'existence de certaines circulaires élaborées en faveur des Alsaciens-Lorrains, Polonais et Tchèques (2).

Les Slaves et Bosniaques, s'ils ont été souvent dispensés du séquestre, doivent cette générosité au pouvoir judiciaire (3).

Par contre, nous le répétons à nouveau, aucune circulaire n'a jamais limité l'omnipotence du ministère public et du président du tribunal civil en faveur des heimatlos. Et l'individu neutre, allié ou Français, suspecté d'avoir conservé une nationalité ennemie est très généralement mis sous la surveillance d'un séquestre (4).

(1) Cf. Rép. du Ministre de la Justice à un député. *J. O.* du 24 novembre 1915. Déb. parl., Chambre, p. 1864 ; circulaire du Ministre de la Justice du 29 février 1916, *J. O.* du 2 mars 1916, pp. 1660 et 1661.

Dans le même sens, REULOS, p. 232.

A consulter également dans la circulaire du Ministre de la Justice du 29 février 1916 (*J. O.* du 2 mars, pp. 1660 et 1661), la citation d'une circulaire du même ministre du 20 décembre 1915, laquelle n'a pas été publiée à l'*Officiel*.

Voir également, ord. référés Seine, 27 juin 1916 (*Journ. Droit int.*, 1916, p. 1634).

(2) Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux Préfets du 13 octobre 1914 et du Ministre de la Justice du 14 octobre 1914.

(3) Ordonnance des référés, Marseille, 24 mars 1915, *D.* 1915. 5. 6.

(4) Trib. civ. Seine, 1^{er} février 1916, *J. dr. int. privé*, 1916, p. 922.

Bien plus, des mesures extrêmes semblent avoir été prises non seulement contre des heimatlos, mais contre les épouses des heimatlos, ce qui passe un peu la vraisemblance, au point de vue juridique naturellement.

Une décision de la Cour de Paris du 21 juin 1917 (1) a pu considérer que la femme d'un ex-sujet ennemi devenu heimatlos, ne pouvait se baser sur ce fait que son mari avait perdu la nationalité allemande pour avoir séjourné plus de dix ans hors d'Allemagne (2), si elle ne prouvait pas qu'il n'avait fait dans ce temps, en Allemagne, aucun séjour empêchant la perte de la nationalité.

Cette solution est juridiquement au moins assez étrange (3).

Pour que la femme suive la nationalité de son mari, il faudrait au moins que le mari ait une nationalité. L'épouse d'un heimatlos conserve nécessairement son ancienne nationalité.

Certains ont prétendu toutefois que le droit civil, en décidant que la femme suivrait la nationalité du mari, a voulu avant tout la priver de sa nationalité ancienne, quitte à lui faire prendre celle de son mari.

Nous ne sommes pas du tout de cet avis, la loi française ayant précisément pour nous l'avantage évident de ne priver la femme mariée de son ancienne nationalité qu'autant qu'elle aurait acquis une nationalité nouvelle, en l'espèce celle du mari tout au moins avant la loi du

(1) *Gaz. Pal.*, 13 août 1917. Cf. également ord. référé Seine, du 24 juin 1916, *Journ. Droit intern.*, 1917, p. 119.

(2) Loi du 1^{er} juin 1870.

(3) Même solution dans l'affaire Reis, citée plus haut, p. 59.

10 août 1927. Au surplus, en toute hypothèse, la femme mariée considérée serait devenue elle-même heimatlos par le fait même du mariage, sans qu'à aucun moment elle ait été de nationalité ennemie (1). Il n'y aurait donc *aucun* motif pour qu'elle soit pourvue d'un séquestre. Comme autre exemple de cette anomalie juridique, nous citerons encore une ordonnance de M. le président du Tribunal civil de la Seine rendue à la requête du Procureur de la République, le 12 mars 1918. Une dame Alice S..., épouse de M. R..., ce dernier de nationalité non déterminée (2), se trouvant parmi les héritiers d'un Français, son père en l'espèce, le ministère public a requis et obtenu la nomination d'un administrateur-séquestre.

Cette ordonnance a ceci de très particulier qu'il n'était même pas allégué que le sieur R..., fabricant d'émaux d'art à Genève, ait eu à un moment quelconque la nationalité allemande ou autrichienne. Cette ordonnance prise isolément pourrait donc nous autoriser à dire que l'heimatlos, de par sa condition internationale elle-même, était justiciable du séquestre, vu la suspicion qui entourait ses origines. En réalité, il semble surtout que pour atteindre plus sûrement tous les personnages suspects, le législateur et la jurisprudence ont volontairement ignoré l'hypothèse de l'heimatlosat.

(1) Nous nous plaçons dans l'hypothèse d'une Française ou d'une neutre ayant épousé un ex-Allemand naturalisé lui-même Français, allié ou neutre.

(2) Le jugement le reconnaît expressément et lui donne comme domicile Genève en Suisse.

Les heimatlos n'ont pas été spécialement pourchassés parce qu'heimatlos, ils ont été recherchés, lorsqu'ils étaient suspects, malgré leur qualité théoriquement neutre d'heimatlos. Ce n'était peut-être pas très juridique, mais la nécessité de certaines mesures de rigueur se faisait parfois singulièrement sentir. N'importe et abstraction faite des circonstances transitoires, il n'était sans doute pas inutile d'insister sur l'infériorité manifeste dans laquelle l'heimatlos s'est trouvé durant la période de guerre.

Pour être juste, nous citerons cependant un certain nombre de décisions judiciaires notablement différentes de celles dont nous venons de donner une brève analyse.

Lorsqu'un Allemand d'origine a obtenu un congé de nationalité, conformément à la loi allemande du 1^{er} juin 1870, et que résidant à Londres au moment où il l'a obtenu, il a continué d'y résider, à défaut de l'acquisition d'une nouvelle nationalité, il doit être déclaré sans patrie (1).

Le fait qu'il serait revenu plus tard résider dans le pays rhénan ne saurait s'opposer à cette solution, s'il n'a fait aucun acte comportant la récupération de la nationalité allemande, tel par exemple le service militaire dont, en fait, il est resté exclu (2).

(1) Cf. Cour d'appel de Paris, présidence de M. Paul André. Audience du 23 octobre 1924. *Gaz. des Trib.* des 24 et 25 décembre 1924.

(2) *Ibidem.*

La Cour de Paris s'est donc montrée beaucoup plus difficile dans l'appréciation des faits que ne l'étaient généralement les tribunaux durant la période de guerre.

En conséquence, c'est à tort que des valeurs lui appartenant ont été en France placées sous séquestre. A noter que telles avaient été également les conclusions du ministère public, en l'espèce M. l'avocat général Godefroy.

La situation curieuse, mais bien certaine d'heimatlos, ignorée pendant la période de guerre, a d'ailleurs été reconnue et sanctionnée par de nombreux arrêts des années 1920 et suivantes. Cette jurisprudence ne peut que reconnaître qu'il peut y avoir, au regard de la loi française, des individus sans patrie ou heimatlosen (1).

La jurisprudence a été particulièrement fixée par un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} août 1922 (2). Cette jurisprudence est intéressante à comparer avec, fut-ce les décisions « les plus favorables », rendues en faveur des heimatlos pendant la période de guerre (3). Le président a sursis à statuer sur la demande en mainlevée, jusqu'à ce que la nationalité du séquestré fut déterminée par une autre juridiction compétente, c'est-à-dire par le tribunal, sur la demande du séquestre.

Le président, dans l'espèce considérée, se trouvait même en présence d'un jugement déclarant que l'intéressé n'était pas Austro-Allemand, mais il a voulu attendre

(1) Cf. Trib. civ. Versailles, 15 mars 1920 (*Gaz. des Trib.*, 30 juillet 1921) ; Cour d'Aix, 15 juillet 1920. *Contrà* : Cour de Paris (1^{re} Ch., 28 décembre 1921) infirmant le jugement du Trib. de Versailles, *Gaz. des Trib.*, 31 janvier 1922, *Rec. Gaz. des Trib.*, 1922. 2. 129 et les renvois.

(2) *Gaz. des Trib.*, 31 août 1922 ; *Rec. Gaz. des Trib.*, 1922, 1^{re} p., 233, 15 mars 1922 ; *Gaz. des Trib.*, 2 avril 1922.

(3) Cf. Trib. civ. Seine, 13 juillet 1915, *Gaz. des Trib.*, 17 septembre 1915.

que cette décision soit passée en force de chose jugée (1).

De leur côté d'ailleurs, le tribunal ou la Cour exigeaient de l'heimatlos qu'il fasse la preuve de son absence de nationalité (2). Preuve particulièrement difficile à rapporter puisqu'elle comporte toute une partie négative.

A noter enfin, et le fait n'est pas indifférent, que dans le cas improbable où le ministère public aurait échoué, rien ne l'empêchait de provoquer, le cas échéant, une nouvelle procédure de mise sous séquestre. En cette matière, pas de chose jugée (3).

De cette longue étude de la condition faite aux heimatlos, nous concluons que si, en période normale, l'heimatlos jouit, en fait, de la plupart des avantages réservés aux étrangers, il se trouve durant les périodes troublées, de par sa condition même, en butte à des mesures justifiées, au moins dans la plupart des cas, par le doute qui plane sur ses attaches nationales. A noter

(1) Cf. également dans ce sens, ord. référés Seine, 9 mai 1916, *Journ. Droit int.*, 1916, p. 1273.

(2) Cf. C. cass., Ch. des Requêtes, 18 novembre 1924, *Gaz. du Palais* des 1^{er} et 2 janvier 1925 ; cette décision ne faisant d'ailleurs que confirmer des décisions antérieures, v. notamment : Trib. civ. Seine, 2 juin 1916, *Gaz. Pal.*, 29 novembre 1916 ; Trib. civ. Seine, 14 novembre 1916 et les conclusions du Substitut Legris (*Journ. Droit int.*, 1917, p. 645 et suiv.) ; Paris, 21 juin 1917, *Gaz. Pal.*, 13 août 1917 ; Cass. req., 24 octobre 1922, *Gaz. Pal.*, 1922. 2. 706, *D.*, 1923. 1. 179 ; Cass. req., 29 novembre 1922, *Gaz. Pal.*, 1923. 1. 296 ; Paris, 7 décembre 1922, *Gaz. Pal.*, 1923. 1. 224.

(3) Cf. Nouméa, 2 juin 1915, *Journ. Droit int.*, 1917, p. 679 ; REULOS, p. 225 ; ord. référés Seine, 9 mai 1916, *Journ. Droit int.*, 1916, p. 1270.

cependant que ne furent guère recherchés en vue du séquestre que ceux des heimatlos qui, à un moment quelconque de leur existence, avaient été sujets des puissances ennemies.

TROISIÈME PARTIE

DES RÉFORMES LÉGISLATIVES ET DIPLOMATIQUES QU'ON DOIT ENVISAGER

Remarquons tout d'abord, et ceci expliquera le titre du présent chapitre, que les questions de nationalité relèvent avant tout du droit public.

« Les règles relatives à l'acquisition et à la perte de la nationalité, bien qu'elles soient inscrites au Code civil, relèvent du droit public ». C'est la Cour de cassation elle-même qui s'est exprimée ainsi, toutes chambres réunies (1).

Dans le même sens, une décision de la Chambre civile du 9 janvier 1924 :

« Les règles relatives à l'acquisition ou à la perte de la nationalité intéressent la souveraineté nationale et relèvent du droit public.... »

(1) Cf. Ch. réunies, 2 février 1921, *D. P.*, 1921. I. 1 et la note de M. Ambroise COLIN.

« L'ordre public exige que l'état des personnes ne demeure pas incertain » (1).

Cette dernière appréciation de la Cour suprême apparaît comme particulièrement intéressante, la législation et même la jurisprudence s'étant jusqu'ici montrées assez peu soucieuses de s'attaquer aux causes de l'heimatlosat. Ce souci d'ordre public est d'ailleurs tellement évident que nous voyons tous les gouvernements se préoccuper des questions de nationalité, ce qui ne laisse pas d'ailleurs de jeter dans la solution du problème une certaine dose d'arbitraire. Arbitraire auquel nous l'avons vu certains auteurs (2) ne craignent pas de faire appel, avec des arguments juridiques qui ne sont d'ailleurs pas sans valeur.

Qu'on se préoccupe, dans chaque État, ou dans ceux qui se flattent à juste titre de montrer la voie aux autres, de combattre l'heimatlosat, rien de mieux, point d'effort plus louable, sinon peut-être celui qui grouperait les tendances éparses vers un but unique et proprement international. Avec la notion d'ordre public, le législateur peut beaucoup contre la naissance, contre le développement de l'heimatlosat. Notre pays, dans cet ordre d'idées, est peut-être celui qui donne le moins naissance à cette anomalie juridique et sociale. Ce qui constitue proprement l'un des vœux les plus pressants des stratèges du droit international, n'est-ce point la suppression ou tout au moins la restriction des mesures entraînant *ipso facto* la

(1) Cf. C. cass. (Ch. civile), 9 janvier 1924, *Rec. hebdomadaire Dalloz*, 1^{re} année, n° 6, p. 101.

(2) Cf. WAHL, *Le droit commercial de la guerre*.

dénationalisation avec son cortège d'anomalies ? Et bien, il est incontestable que, depuis 1889, la France a singulièrement restreint les cas dans lesquels il peut y avoir dénaturalisation (1).

Avant la loi du 26 juin 1889, la législation française, comme aujourd'hui encore la plupart des législations, admettait la dénaturalisation au détriment ou en faveur de ceux de ses nationaux qui, non commerçants, s'établissaient à l'étranger sans esprit de retour (2). Depuis 1889, il n'en est plus rien, et l'expatriation ne peut suffire à priver un Français de sa nationalité d'origine.

D'une façon générale, d'ailleurs, notre législation interne se flatte d'avoir résolument écarté la dénaturalisation *in nomine pœnæ*. Elle ne veut retenir que des actes volontaires laissant présumer chez l'intéressé l'intention manifeste de se ranger sous une souveraineté nouvelle : telle la naturalisation. C'est d'ailleurs une solution de stricte justice, dès lors qu'on a repoussé l'allégeance perpétuelle.

Mais comment se fait-il que nous trouvions encore dans notre Code civil des menaces directes contre celui qui prend du service à l'étranger, ou remplit hors de France des fonctions publiques ?

Que le gouvernement soit fondé à exercer un contrôle assez sévère sur ce genre d'expatriation, rien de plus naturel. Mais pourquoi faire appel à la dénaturalisation, cette

(1) Sauf depuis la législation pendant la guerre et la loi du 10 août 1927, dont il sera parlé dans un chapitre suivant.

(2) C. civ. ancien, article 17, 3°.

sanction périmée et inefficace. De deux choses l'une, ou bien la personne convaincue de sympathie pour un gouvernement étranger est bien décidée à fuir son ancienne patrie, et elle n'attendra pas que la dénaturalisation l'atteigne pour solliciter son admission parmi les citoyens, ses nouveaux amis. Ou bien, nous nous trouvons, au contraire, en présence d'un indécis, d'une personne qui n'a pas souvent mesuré l'importance de son acte. La frapper revient à la déterminer brutalement pour la pire des solutions, à moins qu'on ne fasse naître en lui le goût de l'heimatlosat. Dans les deux cas, la mesure envisagée est inopérante ou franchement nuisible.

Nous ne saurions donc trop inviter nos législateurs à mettre les textes en harmonie avec leurs idées maîtresses.

Il est juste de dire cependant que la jurisprudence, plus proche parfois de la doctrine que le législateur lui-même, sait édulcorer, à l'occasion, des textes par trop sévères.

Nous citerons à cette occasion un arrêt de la Cour d'appel de Paris (1) du 12 mars 1924 (2) :

« L'individu qui, né en France d'un père Italien, est
« devenu Français par application de l'article 8, § 4,
« du Code civil, ne peut pas valablement soutenir qu'il
« a perdu la nationalité française conformément à l'ar-
« ticle 17, § 4, du Code civil, comme ayant fait un ser-
« vice militaire dans l'armée italienne, s'il a été simple-
« ment inscrit sur les registres du recrutement en Italie

(1) *Recueil Hebdomadaire Dalloz*, 1924, p. 419.

(2) Présidence de M. Durand.

« et qu'ayant été réformé, il n'ait pas accompli dans ce
« pays un service militaire effectif....

« Alors même qu'il aurait payé dans la commune où
« il habitait en France la taxe prévue en Italie pour les
« exemptés du service militaire, et qu'il aurait été employé
« en France pendant la guerre pour une usine travaillant
« pour la défense nationale (1). »

Agir dans les limites d'un territoire, l'effort est louable et efficace, surtout dès lors qu'il s'agit d'une nation importante. Mais la lutte entreprise contre l'heimatlosal, lutte aujourd'hui si inefficace, ne pourra aboutir qu'à la faveur d'un règlement général, donc international. Cette constatation, nous n'avons pas été les premiers à la faire tant s'en faut, puisque déjà à la session de l'Institut de droit international de Venise des 24 et 30 octobre 1896, MM. Weiss et Catellani faisaient voter par les congressistes une série de vœux parmi lesquels nous lisons (2) :

« Nul ne peut perdre sa nationalité ou y renoncer que
« s'il justifie qu'il est dans les conditions requises pour
« obtenir son admission dans un autre État. La dénatu-
« ralisation ne peut jamais être imposée à titre de peine. »

Ce vœu répond à la préoccupation dominante à la fois des théoriciens et des praticiens du droit international. Il

(1) A consulter dans le même sens : Cour de Pau, 15 juin 1903 (*Clunet*, 1904, p. 943) ; Trib. civ. Seine, 20 avril 1909 (*ibid.*, 1910, p. 178) ; Cour de Poitiers, 16 octobre 1916 (*Rec. Gaz. des Trib.*, 1916. 2. 549 avec la note de M. AUDINET).

(2) Article 6.

semble qu'il suffirait qu'il soit mis en œuvre, fût-ce par un petit nombre de traités pour permettre, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, une intéressante extension. Il serait plus désirable encore qu'une réunion d'une ampleur égale à celle de La Haye réunisse le maximum de diplomates, en vue d'un règlement vraiment général.

Le premier but à atteindre serait la suppression pour l'avenir au moins des sources, des causes d'heimatlosat. Comment y parvenir sinon par des conventions internationales (1). Le remède ? Il faudrait convenir de ne plus admettre de dispositions légales internes faisant ou laissant perdre la nationalité d'origine, ce en dehors de toute manifestation non équivoque de volonté et de l'acquisition effective d'une autre nationalité.

Nous nous sommes suffisamment étendus sur les dispositions de législation interne susceptibles de donner naissance à l'heimatlosat. Nous ne reviendrons pas sur cette énumération, sinon intégrale, du moins significative.

Il apparaît, au surplus, comme particulièrement aisé de déceler parmi les règles légales d'une nation considérée, celles qui sont susceptibles de rentrer dans les cadres de la prohibition ci-dessus énoncée.

Mais toute réforme légale risque d'apporter un certain trouble. Il importerait donc au premier chef de repousser

(1) Il n'est pas inutile de signaler à nouveau que la France, en période de paix du moins, favorise très médiocrement la naissance de l'heimatlosat. Par contre, l'Allemagne et la plupart des pays du nord approvisionnent très largement l'Europe en heimatlos.

toute rétroactivité de ces lois nouvelles, si désirable que soit leur promulgation.

Les droits acquis devraient être respectés, les dispositions nouvelles ne seraient applicables qu'aux individus nés au plus tôt dans l'année qui suivrait la conclusion des conventions internationales. La discrimination n'en serait rendue que plus facile.

Ceci ne veut pas dire d'ailleurs qu'on doive se désintéresser de la situation actuelle faite à ceux qui sont nés heimatlos ou le sont devenus et qui le resteront sans doute leur vie durant.

Le nombre des intéressés est trop important pour qu'on puisse passer outre.

Pour ces derniers, point de mesures trop radicales, elles seraient susceptibles de jeter un peu plus de trouble encore dans une situation de fait déjà confuse. Il faudrait donc des mesures efficaces certes, mais restreintes.

Il faudrait tout d'abord restituer leur nationalité réelle aux faux heimatlos, ce qui aurait le gros avantage de réduire très sensiblement le nombre de ceux qui seraient justiciables des mesures dont nous avons ci-dessus défini l'amplitude.

Dans ce but, il faudrait avant tout une procédure expéditive en matière de nationalité. Et pour ce faire en France (1) par exemple, il suffirait que le Parlement se décide à mettre en discussion une des nombreuses propositions de loi dont il est vainement saisi.

M. Honnorat et plusieurs de ses collègues n'ont-ils pas

(1) Du moins.

déposé le 23 février 1917 sur le bureau de la Chambre une proposition de loi « ayant pour but d'instituer une « procédure expéditive en matière de preuve de la nationalité (1) ».

Puis, pour répondre au vœu que nous exprimions plus haut d'un règlement international de la question, un traité-loi organiserait une procédure d'appel devant une Cour internationale (2).

Cette Cour suprême n'aurait même pas à constituer de toutes pièces sa jurisprudence. Grâce au développement de la procédure d'arbitrage, nous avons eu déjà à relater des décisions des plus intéressantes, se référant expressément à la théorie de la nationalité réelle.

Il serait inexact de dire que ces décisions se sont principalement attaqué au problème de la fixation de la nationalité.

Elles ont eu, en général, pour objet le règlement de litiges entre deux États, litiges déterminés par les revendications que pouvait faire un État au nom de certains de ses nationaux se prétendant lésés par un gouvernement étranger.

Ces différends entre États étaient très généralement soumis à l'arbitrage, sans d'ailleurs la moindre acrimonie de part et d'autre, s'agissant uniquement d'intérêts privés. Mais au cours de l'arbitrage, l'État défendeur pouvait être amené à contester la nationalité du plaignant et par suite

(1) Documents parlementaires, Chambre, session ordinaire de 1917, n° 3053.

(2) A signaler comme précédent la création d'une Cour internationale des prises.

la légitimité de l'intervention du gouvernement demandeur en dommages-intérêts.

Le comité des arbitres étant alors mis, accessoirement certes, mais très nettement en présence du problème délicat de la fixation des nationalités.

Ce problème déjà complexe en regard du droit interne l'est nécessairement plus encore dès lors qu'il s'agit d'une discussion internationale. Ce fut dans ces circonstances de fait et de droit que les arbitres firent appel à la théorie doctrinale de la *nationalité réelle*.

De deux nationalités prétendues, on fera prévaloir celle qui correspond le mieux à la réalité sociale, celle qui s'appuie véritablement sur les faits, et tient compte notamment de cet élément primordial que toutes les législations reconnaissent et qui s'appelle le *domicile*.

La question qu'on cherche à résoudre est celle de savoir où situer vraiment le centre des affaires, le pôle des intérêts de l'individu, auquel deux législations différentes assignent une double nationalité.

Tel fut notamment le problème à résoudre lors des arbitrages du commencement de ce siècle, en particulier de ceux qui eurent à examiner la responsabilité du Venezuela et du Chili.

Ainsi donc, cette Cour d'appels internationaux est de création relativement facile. Aucun inconvénient grave au surplus à ce que son personnel fusionne avec celui des Cours déjà existantes, à condition toutefois d'éviter sa transformation en un organisme par trop administratif. Mais ne suffirait-il pas de relever dans ce but les amendes à supporter par les appelants inconsidérés ?

Les services que pareille Cour serait susceptible de rendre seraient considérables, particulièrement en période de guerre où l'opportunisme fait oublier parfois les formes légales et les principes juridiques les plus certains.

Ce serait enfin, et la chose ne peut nous laisser indifférents, l'organisme international le mieux armé contre l'heimatlosat, celui qui ne résulte que d'une interprétation inexacte des différentes lois internes.

Il faut donc que nos hommes d'État, que nos diplomates fassent campagne en vue de la création de cet organisme particulièrement facile à réaliser.

Mais là ne doivent pas se borner leurs efforts.

Il leur faudra ensuite s'attacher au règlement de la situation matérielle et morale de ceux qui n'auront pu récupérer une nationalité par les voies ci-dessus définies.

Toute réforme, nous l'avons vu, doit éviter d'apporter le trouble. Point de rétroactivité donc. Mais ce principe véritablement d'ordre public ne nous dispensera pas de régler la situation de ceux qui, par suite de circonstances plus ou moins volontaires, sont devenus d'authentiques heimatlos.

Irons-nous, en l'espèce, aussi loin, aussi résolument de l'avant que certains auteurs ou théoriciens argentins ? Mais avant de répondre, donnons un court exposé de ces propositions de droit international dues en majeure partie au D^r Juan Carlos Garay, professeur des sciences économiques à l'Université de Buenos-Ayres. Ce dernier établit une distinction fondamentale entre la nationalité, le droit de se dire originaire d'un pays déterminé et le

droit de cité, le droit de participer activement à la vie sociale et économique de la Cité.

Pour lui, la nationalité est un fait de la nature, le droit de cité est une création de la loi.

La nationalité ne peut donc être perdue, elle recèle dans ses flancs un droit imprescriptible, celui de revendiquer, d'établir un fait inattaquable et indiscutable, celui de la naissance sur un sol ou dans le berceau d'une famille déterminée.

Le droit de cité, au contraire, comporte la jouissance légale de l'ensemble des droits civils, et sous certaines conditions des droits politiques. La société qui protège l'individu, mais profite ou souffre aussi de son activité, selon qu'elle est bien ou mal dirigée, la société donc est en droit de surveiller, de réglementer l'acquisition ou la conservation du droit de cité.

Voici maintenant les principales propositions auxquelles aboutit l'auteur :

1° Les étrangers établis dans un pays depuis cinq ans et exerçant une profession ou un métier devront acquérir automatiquement le droit de cité tout en conservant leur nationalité d'origine ;

2° Le droit de cité s'acquiert ou se perd suivant les motifs, la nationalité dure aussi longtemps que l'individu, tandis que le droit de cité est relatif à certaine période de la vie individuelle ;

3° Logiquement et pour des causes qu'il serait trop long de mentionner (1), les États américains sont destinés

(1) V. toutefois sur ce point une étude particulièrement intéressante de M. P. BERNE, sur l'immigration en Argentine.

à se peupler en ce vingtième siècle, par la collaboration principale des facteurs européens. Ces pays présenteront donc des *multitudes d'heimatlos qui, absents de leur patrie, auront perdu leurs droits civiques*. Vrais parias politiques, *sine jure*, car empêchés d'exercer les droits politiques de leur patrie d'origine, ils ne peuvent non plus le faire dans un pays adoptif sans se faire naturaliser. Et leurs enfants, nés dans le Nouveau-Monde, ayant par contre deux nationalités, *jus sanguinis* et *jus soli*, se doivent à un double service militaire.

J'ai suffisamment répété, dit textuellement M. Juan Garay, qu'en Europe cette situation crée des traîtres à la patrie. Le résultat de ce phénomène est qu'en Amérique pères et fils n'ont que l'illusion de la nationalité.

Par ailleurs, il explique qu'à son sens le travail, la collaboration efficace à l'économie sociale, doit être le principal fondement du droit de cité tel qu'il a été précédemment défini. « Pourquoi l'homme qui se transporte
« d'un pays dans un autre pour y fixer sa résidence,
« serait-il privé indéfiniment de tout droit politique ?
« Serait-il par hasard un être inutile ? » « Je l'ai dit
« déjà : le travail, cette noble application des facultés
« humaines, est une base beaucoup plus juste et plus
« décisive pour l'octroi de la citoyenneté que la simple
« déclaration, souvent très peu sincère, qu'on exige pour
« la naturalisation. Ne naturalisons pas : séparons la
« citoyenneté de la nationalité et concédons à l'étranger
« le plein exercice de citoyen. Je verrais là pour ma part,
« le plus robuste lien d'amitié entre les individus et les

« peuples, le meilleur moyen d'éviter la guerre entre la
« patrie d'origine et la patrie d'adoption de l'immigrant. »

Et l'auteur conclut :

« Supprimons la naturalisation et concédons la citoyen-
« neté, c'est-à-dire les droits et les qualités du citoyen à
« l'étranger qui remplit certaines conditions sans l'obliger
« à perdre sa nationalité d'origine. »

Que devons-nous penser de ces propositions ? Devons-nous les faire nôtres ?

En principe, elles sont assez séduisantes, puisqu'elles accordent l'ensemble des droits civils et politiques à ceux que leur activité économique a rendus dignes de la qualité de citoyen. Mais outre que le mérite en cette matière est assez difficile à distinguer, il semble que nos usages soient plus libéraux. Ne reconnaissons-nous pas la presque totalité des droits civils à celui qui n'est le citoyen d'aucune cité, à l'heimatlos ? La seule chose qui lui soit refusée se résume dans l'ensemble des droits politiques. Nous aurons l'occasion de préconiser à l'encontre de l'heimatlos l'imposition civique, en particulier l'impôt du sang, car il serait injuste de créer une rente au profit d'une catégorie d'occupants de notre territoire. Est-ce à dire que nous devons prendre la peine d'imposer ou tout au moins d'offrir avec insistance les droits politiques aux heimatlos ? Il est tellement facile à ces derniers de les revendiquer par l'effet de la naturalisation ! Les propositions de M. Juan Garay, malgré leur apparence séduisante et généreuse, sont donc inopérantes dans la réalité des choses.

Pour en revenir à la question que nous nous étions posée relativement aux réformes à entreprendre au béné-

fice des heimatlos irréductibles, nous formulerons le vœu suivant : que d'un pays à l'autre soient promulguées des lois identiques, auxquelles nous ne demanderions que de confirmer les tendances de la jurisprudence française actuelle : à savoir quasi-assimilation de l'heimatlos à l'étranger, sauf expulsion des indésirables.

Cette jurisprudence, dont nous demandons la confirmation, s'explique et se justifie d'ailleurs de la manière la plus satisfaisante qu'il soit. Nous savons, en effet, que le droit international a dû, par la force même des choses, poser le problème de la nationalité réelle, autrefois beaucoup moins accusé, la difficulté des transports ne comportant comme corollaire que des expatriations relativement peu importantes, ou dans tous les cas définitives. Pour résoudre ce problème, la jurisprudence appliquant à ce que nous appellerons le *jus domicilii*, les principes qui avaient fait autrefois la fortune du *jus soli*, la jurisprudence donc a décidé que la loi du domicile serait celle qui réglerait la situation et les actes juridiques de l'individu sans nationalité.

Cette décision non encore consacrée par un texte légal, malheureusement, n'a rien en elle-même de plus anormal que certaines règles de droit bien consacrées aujourd'hui.

L'enfant né en France de parents étrangers dont l'un est né lui-même en France, ne prend pas la nationalité de ce parent, sans quoi il serait étranger. S'il est déclaré Français, c'est à raison de sa double attache d'origine avec le territoire français et par application du *jus soli* (1).

(1) Note de M. BINET, professeur agrégé à la Faculté de Droit de

Nous savons, d'autre part, que les descendants d'heimatlos sont Français dès leur naissance, ce depuis la promulgation de la loi du 26 juin 1889 : « Est Français... « tout individu né en France de parents inconnus ou « dont la nationalité est incertaine. »

On peut vraiment se demander pourquoi on refuserait aux heimatlos leur vie durant et, le cas échéant, malgré la prolongation de leur séjour, ce qu'on accorde dès leur naissance à leurs enfants, ces derniers restant d'ailleurs soumis à leur influence jusqu'à leur majorité, soit pendant une vingtaine d'années.

Nous ne pouvons ignorer enfin que dans tous les cas douteux, en particulier lorsqu'il s'agit de la fixation du régime matrimonial, et qu'il y a absence ou pléthore de nationalités chez les intéressés, c'est la loi du domicile qui l'emporte.

Nous citerons à l'appui de cette constatation une décision relativement récente (Trib. civ. de Versailles, Présidence de M. Paturet, audience du 15 mai 1924, affaire Edith Kelly c. Frank Gay Gould. M^{es} Henri Robert et Rosenmark, avocats) (1).

Parmi les attendus les plus significatifs de cette décision, nous citerons :

l'Université de Poitiers, Cass. Req., 18 mars 1914, *Dalloz*, 1917. 1. 57.

(1) *Gaz. des Trib.*, 8-9 octobre 1924 et voir aussi Cour Paris, 17 octobre 1924, *Gaz. des Trib.*, 23 novembre 1924. Dans l'espèce, il s'agissait d'un mariage célébré en France entre un Italien et une femme dont la nationalité est incertaine et dont le domicile était Paris.

« Attendu qu'il est unanimement admis aujourd'hui
 « que l'article 1393 du Code civil, aux termes duquel les
 « époux qui se sont mariés sans contrat doivent être con-
 « sidérés comme mariés sous le régime de la communauté
 « légale, ne s'applique qu'aux Français mariés en
 « France ; que les étrangers, surtout ceux mariés à
 « l'étranger, ne sont pas soumis à cette règle ; que pour
 « ceux-ci le régime matrimonial doit être fixé par la loi
 « à laquelle les époux ont eu l'intention de se référer.

.....
 « Que M^{me} Kelly soutient, il est vrai, qu'ils avaient leur
 « domicile matrimonial en France, d'abord à Paris, puis
 « à Maisons-Laffitte, et qu'on doit s'attacher à cette pré-
 « somption pour établir cette volonté ;

.....
 « Mais attendu qu'il n'est nullement démontré que
 « M. Gould ait eu son domicile en France....

« Déclare la Dame Edith Kelly mal fondée... ».

Et le commentateur de citer très justement la résolution
 de la réunion de l'Institut de droit international (1) :
 « Si la dénomination de la loi applicable, dans le silence
 « des parties ne ressort ni de la nature du contrat, ni de
 « leur convention relative, ni de la situation des biens,
 « *le juge aura égard à la loi de leur domicile commun ;*
 « à défaut du domicile commun, à leur loi nationale com-
 « mune, et si elles n'ont ni domicile dans le même pays,

(1) Assises de Florence, 1908.

« ni nationalité commune, à la loi du lieu du contrat (1) ».

Nous citerons également une décision moins célèbre peut-être, les intérêts en cause étant moins élevés, mais non moins, sinon plus intéressante encore.

Il s'agit d'une décision de la Cour d'appel de Paris (2) :

« Lorsqu'un Italien s'est marié en France, sans contrat de mariage, avec une femme dont la nationalité est incertaine, mais qui incontestablement n'est pas Italienne, que les deux époux n'ont cessé d'habiter la France, que leurs fils ont servi dans l'armée française et que dans plusieurs actes de prêt passés en France, ils ont déclaré être mariés sous le régime de la communauté à défaut de contrat préalable à leur union, cet ensemble de circonstances doit faire décider qu'ils ont eu l'intention lors de leur mariage, de se soumettre au régime français de la communauté légale. »

Les législations étrangères nous donnent d'ailleurs plus encore peut-être des exemples de textes législatifs ou de

(1) Cf. également *Annuaire de l'Institut de Droit international*, 1908, p. 289, art. 3 ; Trib. civ. Seine, 18 janvier 1902 (*Clunet*, 1902, p. 812) ; Trib. civ. Pau, 28 juillet 1904 (*idem*, 1905, p. 194) ; Cour de Paris, 26 juin 1906 (*ibidem*, 1907, p. 752) ; Cour de Douai, 2 mars 1907 (*idem*, 1908, p. 456) ; Cour de Paris (2^e Ch.), 31 décembre 1919 (*Rec. Gaz. des Trib.*, 1920. 2. 134). Comparer WEISS (*Droit international privé*, t. IV, pp. 362 et suiv.). Consulter également : Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 23 décembre 1921 (*Rec. Gaz. des Trib.*, 1922. 2. 294). Rapprocher Cour de Paris (7^e Ch.), 27 mars 1923 (*Rec. Gaz. des Trib.*, 1923. 2. 399).

(2) 1^{re} Chambre, présidence de M. Paul André, audience du 17 octobre 1924.

décisions judiciaires attribuant à la loi les effets territoriaux les plus significatifs. Parmi elles, nous citerons tout spécialement les lois anglo-américaines !

A peine tempérée par l'effet du « *comitas gentium* », la loi anglo-américaine se refuse à donner effet à un jugement étranger prononçant l'interdiction. L'interdit, le mineur, l'incapable ne sera privé de tout ou partie de ses droits civils qu'autant que cette privation aura été reconnue nécessaire ou consacrée par une décision locale.

Tout au plus, les législations considérées peuvent-elles consentir à tenir compte de la loi du domicile, dès lors qu'il s'agit de mariage, de divorce ou de la partie mobilière du patrimoine.

Les lois anglo-saxonnes ne sont d'ailleurs pas les seules à donner, par principe, la prédominance au *jus soli*, ou tout au moins *domicilii*, sur le statut personnel. Les lois suisses et austro-allemandes mettent en pratique un précepte qui pourrait se caractériser ainsi :

« Le domicile est le centre autour duquel rayonne « toute la vie juridique de l'individu : *la loi du domicile lui convient mieux que la loi d'une patrie loin de laquelle il habite* » (1).

Nous citerons notamment les dispositions de la loi fédérale du 22 juin 1881 sur la capacité civile des étrangers (2). En principe, la capacité des étrangers se déter-

(1) Cette proposition exagérée peut-être, dès l'instant qu'il s'agit d'un national authentique, se concevra facilement en présence du problème de l'heimatlosat.

(2) Mise en vigueur le 1^{er} janvier 1882.

mine, se régit en conformité avec la loi nationale de l'individu.

« Toutefois, l'étranger qui d'après le droit suisse posséderait la capacité civile, s'oblige valablement par les engagements qu'il contracte en Suisse, lors même que cette capacité ne lui appartiendrait pas selon le droit de son pays » (1).

Cette mesure que nous qualifierons presque d'ordre public, puisqu'il est immoral de permettre à un étranger de se dérober à ses engagements à la faveur d'une méconnaissance plus que courante et dans tous les cas excusable de sa nationalité, cette mesure n'est d'ailleurs qu'une timide application de l'article 46 de la Constitution fédérale de 1874 :

« Les personnes établies en Suisse sont soumises dans « la règle à la juridiction et à la législation du lieu de « leur domicile, en ce qui concerne les rapports de droits « civils ».

Et ces tendances certaines de la loi suisse sont d'autant plus intéressantes, que la Confédération helvétique constitue en réalité une société des nations en miniature, et que les rapports de droit comparé entre les différents cantons ressemblent singulièrement aux rapports internationaux.

Rien au surplus dans ces propositions, dans ces solutions législatives qui ne soit inspiré de la plus pure tradition. Qu'on nous permette, malgré l'usage consacré, de porter nos regards non pas seulement vers l'avenir, vers

(1) Cf. WEISS, *Droit international privé*, p. 14.

les innovations, mais aussi vers le passé, vers les solutions déjà mises en œuvre.

Un édit de Caracalla ne déclarait-il pas dignes du droit de cité, ce qui est plus, ce que nous ne voudrions pas réclamer, tous ceux qui demeurant sur le territoire se trouvaient être sujets de l'*imperium*.

Le droit féodal ordonnait l'absorption des étrangers par les regnicôles.

Dans les périodes où il était le plus sévèrement appliqué, le droit d'aubaine lui-même disparaissait en faveur de certains étrangers considérés comme ayant rendu ou comme rendant des services à la France. Le droit intermédiaire, enfin, accordait le droit de cité après cinq années de domicile continu (1).

Après ce retour en arrière, revenons au temps présent et constatons, à titre d'exemple seulement, car le principe est bien vivant et les cas d'application nombreux, que la tutelle d'un heimatlos s'organisera en conformité de la législation en vigueur de son domicile.

Voici l'avis de M. Weiss sur cette intéressante question :

« Cette loi (la loi *nationale* du mineur) ne sera laissée de côté que lorsqu'il s'agira de prendre des mesures de protection provisoires en faveur d'un étranger domicilié ou résidant, dont il n'a pas été possible d'organiser la tutelle en suivant les prescriptions de sa loi nationale, ou encore de pourvoir aux intérêts d'un mineur étranger de nationalité incertaine : dans ce

(1) Loi du 2 mai 1790.

« *dernier cas, conformément à ce qui a été dit plus haut, c'est à la loi de son domicile qu'il faut se référer* » (1).

En matière d'assistance, lorsque les gouvernements respectifs ont élaboré ce que nous appellerons des conventions d'assistance mutuelle, il a fallu procéder à un partage d'assistés, à une répartition d'intéressés. A quel meilleur critérium s'arrêter sinon à celui du domicile ? (2).

Le jour prochain et souhaitable où l'assistance publique fera l'objet de véritables traités-lois et non plus seulement de conventions isolées et restreintes, il faudra établir à nouveau une règle de répartition, il faudra donc faire appel encore au critérium du domicile.

La jurisprudence existante, dont nous demandons tant la confirmation législative que l'extension internationale par voie de décrets-lois, repose donc sur une base des plus sérieuses et des mieux justifiées.

Et sa consécration répond suffisamment au désir que nous pouvons avoir de voir rendre humainement possible l'existence de ceux que l'on n'aura pu arracher à l'heimatlosat. Ce premier succès encore théorique malheureusement, nous permettra d'aborder avec énergie et décision un problème non moins important, s'il est d'origine commune.

(1) C'est-à-dire en fait à la loi du domicile du père puisque le lieu d'ouverture de la tutelle est celui où le mineur avait son domicile lors de sa naissance (C. civ., art. 108).

(2) Cf. notamment la Convention signée à Luxembourg le 4 janvier 1923 entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le décret de promulgation. Cf. *J. O.* du 31 août 1924 et *Gaz. des Trib.* des 7, 8 et 9 septembre 1924.

Donner à l'heimatlos une existence possible non pas seulement physiquement, mais juridiquement, c'est très bien. Mais il ne faudrait pas non plus que pour des raisons déjà envisagées par ailleurs, la situation des heimatlos devienne par trop *avantageuse*.

Ne conviendrait-il pas de leur imposer comme l'a fait la France le service militaire, par exemple, entre 20 et 25 ans, ce sauf justification de l'accomplissement de leurs devoirs martiaux dans un pays autre que celui du domicile ?

On ne peut logiquement, et sans trahir la justice, laisser concurrencer ses nationaux par des heimatlos ou simplement des étrangers ne faisant de service militaire nulle part.

Il serait au surplus particulièrement opportun de saisir l'occasion du recensement d'incorporation et des conseils de révision pour attirer l'attention des heimatlos sur l'*inopportunité* de leur situation spéciale. Quoi de plus simple que de tenir le raisonnement suivant à ceux que le recensement et un contrôle juridique facile (1) signaleraient suffisamment à l'attention des membres du conseil de révision : « Votre situation spéciale n'a que des
« inconvénients, l'exercice des droits civils est pour vous
« plus une tolérance qu'un droit. Vous devez l'impôt du
« sang, vous devez tous les impôts, et pourtant vous ne
« jouissez pas des droits civiques et ne pourriez jouir de
« certains avantages spéciaux (grandes écoles, etc.) qui
« sont l'apanage des seuls nationaux. Le remède ? Une
« prompte naturalisation. »

(1) On pourrait le confier à des organismes existants.

On peut critiquer l'époque choisie pour cette mise au point ; les conseils de révision se prêtent assez peu, ne serait-ce qu'en raison de certains détails un peu ridicules, à des allocutions pleines d'importance et de gravité, mais aussi bien voulons-nous supposer que les intéressés seraient l'objet de convocations spéciales, avec invitation à se rendre dans un local autre que celui consacré à la masse des incorporés. Il y a là d'ailleurs une question assez simple de pratique, sur laquelle nous ne voudrions pas insister plus longtemps.

Enfin, il faudrait ouvrir toutes grandes aux heimatlos les portes de la naturalisation.

Certes, et nous nous sommes déjà expliqués sur ce point. L'accord facile de la citoyenneté ne peut être considéré comme le remède unique et suffisant de l'heimatlosat. Nous ne pouvons nous rallier purement et simplement aux propositions de M. Juan Garay mais il apparaît comme désirable que soit facilitée, rendue plus fréquente la naturalisation des heimatlos.

Nous envisagerions dans cet ordre d'idées des réductions des délais impartis, eu égard à certains services rendus ou encore au mariage en France des intéressés. Il ne serait, au surplus, pas nécessaire d'innover en la matière. Mieux vaudrait purement et simplement s'inspirer des nombreuses atténuations, des nombreux fléchissements qu'on a déjà fait subir aux conditions substantielles de la naturalisation, ce en considération de circonstances spéciales susceptibles de légitimer l'exception.

Ne citons-nous pas encore tout à l'heure cette loi de

1790 qui voulait voir un citoyen dans tout individu domicilié depuis plus de cinq ans sur la terre de liberté.

Plus près de nous, ne voyons-nous pas favoriser, et ce dans une très large mesure, la naturalisation des indigènes ou, ce qui est plus significatif encore, des *colons étrangers* de nos colonies (1).

Aux termes de cette loi qui complète et renforce le *senatus consulte* du 14 juillet 1865 et de la loi du 25 mars 1915, pourront accéder à la nationalité française et au citoyennat tous indigènes de 25 ans d'âge, monogames, pouvant justifier de *deux ans* consécutifs de résidence sur le territoire d'une de nos colonies ou *protectorat*. Il suffirait également que l'intéressé soit propriétaire, fermier ou très généralement patenté, ou encore qu'il soit pourvu de certaines dignités. Il suffirait enfin que le solliciteur ait effectué son service militaire dans une de nos unités. La demande doit être adressée au juge de paix, appuyée par la production d'un acte de naissance ou à défaut d'un acte de notoriété, ce dernier dressé par le juge de paix ou le cadi sur l'attestation de quatre témoins. Après enquête et procédure d'opposition, le tribunal civil statue et décide l'admission ou le rejet de la demande. Cette loi du 4 février 1919 n'est d'ailleurs qu'une sérieuse amélioration de la loi du 25 mars 1915, déjà citée, cette dernière ne faisant toutefois aucune différence entre l'indigène ou les descendants de colons étrangers et s'appliquant plus spécialement aux originaires des colonies ou protectorats autres que l'Algérie, la France ou le Maroc. Ces derniers jouissant déjà de privilèges spéciaux.

(1) Cf. loi du 4 février 1919.

Aux termes de cette disposition légale toujours en vigueur (1), peuvent être à l'âge de vingt et un ans admis à la jouissance des droits de citoyens français, les sujets ou protégés français non originaires de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc, qui ont fixé leur résidence en France, en Algérie, dans un pays placé sous le protectorat de la République ou dans une colonie autre que leur pays d'origine et qui ont satisfait à l'une des conditions suivantes :

1° Avoir obtenu la croix de la Légion d'Honneur ou l'un des diplômes d'études universitaires ou professionnelles dont la liste sera arrêtée par décret ;

2° Avoir rendu des services importants à la colonisation ou aux intérêts de la France ;

3° Avoir servi dans l'armée française et y avoir acquis soit le grade d'officier ou de sous-officier, soit la médaille militaire ;

4° Avoir épousé une Française et avoir dans ce cas un an de domicile ;

5° Avoir résidé plus de dix ans dans le pays envisagé et posséder une connaissance suffisante de la langue française.

A noter, au surplus, que les indigènes musulmans algériens, même non Français, font néanmoins partie des corps politiques, en particulier des conseils municipaux et de l'administration, ce sous réserve naturellement de quelques exceptions justifiées.

Si nous regardons, d'autre part, autour de nous, ne constatons-nous pas que dans les pays d'immigration, les

(1) Article 1^{er}.

filis d'étrangers sont adoptés comme nationaux, dès lors qu'ils sont nés sur le territoire national ?

Il s'en faut donc de beaucoup qu'il y ait absence, ou même simplement rareté de précédents. Nous citerons, enfin, pour terminer, toujours à titre d'exemple, les dispositions très libérales du Traité de Versailles en faveur de la réintégration des Alsaciens-Lorrains, sans vouloir toutefois naturellement établir des points de comparaison entre ces derniers et les *heimatlos*. Sont réintégrés de plein droit dans la nationalité française à dater du 11 novembre 1918, tous individus nés en Alsace-Lorraine de parents inconnus ou dont la nationalité est incertaine (1), cette disposition ne faisant en somme qu'étendre à l'Alsace-Lorraine les lois françaises promulguées contre l'*heimatlosat*.

*« Tous étrangers non ressortissants d'un État allemand
« qui ont acquis l'indigénat alsacien-lorrain avant le
« 3 août 1914, tous Allemands domiciliés en Alsace-
« Lorraine s'ils y sont domiciliés depuis une date anté-
« rieure au 15 juillet 1870 ou si un de leurs ascendants
« était à cette date domicilié en Alsace-Lorraine.*

*« ...tous Allemands nés ou domiciliés en Alsace-Lor-
« raine qui ont servi dans les rangs des armées alliées
« ou associées pendant la guerre actuelle ainsi que leurs
« descendants.*

*« ...toutes personnes nées en Alsace-Lorraine avant
« le 19 mai 1871 de parents étrangers ainsi que leurs
« descendants.*

*« ...les conjoints de toutes personnes réintégrées ou
« obtenant la réintégration sur leur demande. »*

(1) Annexe, part. III, sect. V, du Traité, § 1.

EXAMEN DE LA LOI DU 10 AOÛT 1927

Cette étude était entreprise quand le législateur vota ce qu'il appela le Code de la nationalité. Le 10 août 1927, une nouvelle loi sur la nationalité était promulguée. Il nous a donc semblé utile de l'examiner et de rechercher dans ses dispositions ce qui pouvait concerner la question qui nous intéressait. C'est donc au point de vue de l'heimatlosat, et à ce point de vue seul, que nous allons l'étudier.

Sans doute, le législateur a-t-il eu le louable souci de restreindre, d'éviter, de supprimer les causes de l'heimatlosat. Ainsi la loi du 10 août 1927 amplifie l'application du *jus soli*. De ce fait, la deuxième génération née en France sera toujours française.

Toutes les discussions au Parlement, les rapports faits au nom des commissions de législation civile, montrent, établissent que tous ont le louable désir de le combattre, mais y sont-ils parvenus ? N'ont-ils pas, au contraire, créé de nouvelles sources et causes d'heimatlosat ? Nous allons chercher à l'établir.

L'originalité la plus frappante de cette réforme est de permettre à la femme de conserver sa nationalité. L'ancien article 19 du Code civil stipulait que la femme française, en se mariant, suivait la condition de son mari. Et à

l'inverse la femme étrangère, qui épousait un Français, devenait Française.

Déjà de ce fait, le législateur, sans l'apercevoir, a créé, vis-à-vis de la femme une nouvelle source d'heimatlosat.

Sans doute le cas sera rare, mais ne peut-il se produire ?

Aux termes des dispositions de l'article 8, §§ 2 et 3, il est stipulé « que la femme française qui épouse un étranger, conserve la nationalité française, à moins qu'elle ne déclare expressément vouloir acquérir, en conformité des dispositions de la loi nationale du mari, la nationalité de ce dernier ».

Elle perd la qualité de Française : « si les époux fixent leur premier domicile hors de France, après la célébration du mariage, et si la femme acquiert nécessairement la nationalité du mari, en vertu de la loi nationale de ce dernier ».

Ne peut-on pas concevoir, en théorie comme en fait, qu'une femme française épouse un heimatlos ? (1).

Et si cette femme, pour des raisons personnelles ou en raison des avantages qu'ont les sans-patrie, fait cette déclaration de renonciation à la nationalité française, ne deviendra-t-elle pas heimatlos, comme son mari ? Car l'heimatlosat est admis, reconnu par la jurisprudence.

(1) Cf. sur ce point : *Répertoire de Droit international*, par A. GEOFFRE DE LAPRADELLE et J. P. NIBOYET, t. IX, p. 452, n° 467. Cependant, il y a lieu de se rappeler que, sous l'empire de l'ancienne législation, la jurisprudence française admettait qu'une femme française qui épouse un heimatlos conservait sa nationalité.

nous l'avons vu. Dans ces conditions rien ne s'oppose à ce qu'elle préfère l'absence de nationalité (1).

Et cette tactique pourra lui être facilitée, en s'expatriant, hors de France, immédiatement après la célébration du mariage.

On peut envisager *a contrario* la même hypothèse par application du § 1 du même article. « La femme étrangère qui épouse un Français n'acquiert la qualité de Française que sur sa demande expresse ». Une femme heimatlos épousant un Français peut très bien ainsi rester heimatlos.

Du reste, M. Mallarmé, dans son rapport à la Chambre sur la loi de 1927 a entrevu cette hypothèse. « La loi « française, a-t-il écrit, ne peut pas affirmer qu'une « femme conserve une nationalité étrangère détermi-
« née ».

Et n'y aurait-elle pas des avantages matériels ? Sans doute perdrait-elle le bénéfice de l'hypothèque légale de la femme mariée, réservée comme nous l'avons vu, aux seuls nationaux. Mais ce bénéfice est impondérable, sans portée suffisante et ne compenserait certainement pas celui qu'elle peut obtenir par la possibilité, qu'elle acquiert ainsi, de ne pas être assujettie aux dispositions du Code civil sur les régimes matrimoniaux et surtout au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales. Il serait

(1) Du reste, le législateur français l'a prévu dans un cas spécial : le cas du mariage d'une Française avec un sujet belge. Voir la loi du 27 juillet 1930 (*Journal Officiel*, 3 août 1930). Dans son article 2, il est stipulé que la femme française pourra se faire réintégrer dans sa nationalité, si toutefois, au regard de la loi belge, elle a perdu la nationalité de son mari.

possible d'imaginer qu'elle invoquera le régime qui lui conviendra le mieux, selon ses nécessités, ou qu'elle pourra ainsi en changer selon ses besoins. Sans doute, cette remarque a perdu de son intérêt depuis la loi du 4 janvier 1930 qui a entamé le principe de l'immutabilité et a permis le changement de régime matrimonial. Mais l'application de cette loi est soumise à certaines conditions et formalités qui en restreignent encore la possibilité d'application.

La loi du 10 août 1927 permettra, dans des cas particuliers, la création d'*heimatlos*. Il ne faut pas oublier en effet que si cette loi a eu pour but surtout de favoriser le développement de la nationalité française, en facilitant les naturalisations, en incorporant de droit et d'office dans la patrie tous les éléments d'origine étrangère vraiment assimilables et susceptibles de s'y fondre rapidement, tant en raison de la naissance et de l'éducation sur le sol même de France, que d'une consanguinité fréquente de race et des alliances avec des familles françaises, elle a été votée sous l'influence des événements de guerre. Le législateur n'a pas oublié certaines leçons que donnèrent des Français de trop fraîche date, les dispositions législatives que le Parlement avait dû voter en pleine guerre, pour enrayer ces abus. La loi a donc maintenu le principe de la déchéance de la nationalité française.

Nous ne parlons pas ici de la répudiation de sa nationalité par un Français, permise par le § 2 de l'article 9 de la loi, car dans ce cas l'intéressé, conformément aux dispositions de l'article 2, devra prouver par une attes-

tation en due forme de son gouvernement qu'il a conservé la nationalité de ses parents.

Ici, l'intéressé aura toujours une nationalité.

Mais nous voulons parler de la déchéance de la nationalité française que certains individus pourront encourir.

Les §§ 4 et 5 de l'article 9 prévoient en effet deux cas précis, qui seront des sources d'heimatlosat :

4° « Le Français qui, remplissant à l'étranger un
« emploi dans un service public, le conserve, nonobstant
« l'injonction de le résigner dans un délai déterminé, qui
« lui aura été faite par le Gouvernement français. »

Sans doute, là encore, le cas sera rare et il est très probable, presque certain, que cet individu acquerra alors une nouvelle nationalité : celle du pays qui l'utilise dans ce service public et qui lui facilitera probablement l'accès en reconnaissance des services rendus.

Mais le § 5 peut être d'un champ d'application plus vaste :

5° « Le Français qui, ayant acquis, sur sa demande,
« ou celle de ses représentants légaux, la nationalité
« française, est déclaré déchu de cette nationalité par
« jugement.

« Cette déchéance peut être encourue :

« a) pour avoir accompli des actes contraires à la
« sûreté intérieure et extérieure de l'État français ;

« b) pour s'être livré au profit d'un pays étranger, à
« des actes incompatibles avec la qualité de citoyen fran-
« çais et contraires aux intérêts de la France ;

« c) pour s'être soustrait aux obligations résultant pour
« lui des lois de recrutement. »

Cette action en déchéance, précise l'article 10, doit être exercée dans un délai de dix ans, à partir de l'acquisition de la qualité de Français.

Que deviendront tous ces individus déchus ? Presque certainement des heimatlos (1). Ils n'auront pas conservé leur nationalité d'origine, soit par l'effet de leur statut personnel antérieur, soit par l'effet de l'acquisition même de leur nouvelle nationalité. Sauf peut-être pour les ex-Allemands, qui peuvent garder, en vertu de la loi Delbrück, une double nationalité, ils seront, au lendemain du jugement ayant prononcé leur déchéance, des sans-patrie.

Le législateur a ainsi perdu de vue la conséquence de cette déchéance : après avoir accepté comme citoyen un étranger le priver ultérieurement de la nationalité qu'il a acquise, c'est en faire un heimatlos, un individu sans nationalité.

Sur ce point, du reste, le législateur français a suivi l'exemple de plusieurs pays. La loi anglaise, d'après le texte de 1918, a également autorisé la révocation du certificat de naturalisation : « lorsque le naturalisé aura été
« condamné, dans les cinq années qui suivent la délivrance du certificat, à un emprisonnement de 12 mois
« à la peine de la servitude ou à une amende de £ 100
« au moins ».

(1) Cassation, 24 décembre 1923, *Recueil Hebdomadaire Dalloz*, 1924, p. 82. Dans l'espèce, un Autrichien naturalisé Français fut déchu de sa nouvelle nationalité, la Cour ne s'est pas inquiétée de la conséquence de sa décision — c'est-à-dire quel allait être le nouveau statut personnel du Français déchu. Elle créa un heimatlos.

Une disposition de même nature se retrouve dans la loi égyptienne du 26 mars 1926.

La loi belge du 15 mai 1922 n'avait autorisé cette déchéance à l'égard des naturalisés que pour des manquements graves au loyalisme au cours des dernières hostilités.

Sans doute, nous comprenons les raisons politiques qui ont motivé de semblables dispositions. Le Salut de la Patrie peut tout autoriser. Ces mesures de salut public ne nécessitent aucune explication ou soutien juridique. Il n'y a donc pas lieu de discuter, si à ce point de vue elles peuvent se justifier, selon la nature du lien contractuel qui a été ainsi créé.

Mais, cependant, si nous n'envisageons que l'angle du problème qui nous préoccupe : restreindre, supprimer l'heimatlosat et ses conséquences, nous ne pouvons pas constater, si ce n'est regretter, que ces dispositions législatives vont à l'encontre du but que nous poursuivons. Sur ce point encore, le remède préconisé s'impose : au lieu de rechercher des solutions individuelles et particularistes, une convention internationale du droit des gens pourra mettre seule un terme à ces possibilités d'éclosion de l'heimatlosat.

L'ACTION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Enfin, nous ne croyons pas pouvoir terminer ce chapitre et cette étude, sans examiner l'effort déjà considérable et harmonieux, réalisé par la Société des Nations.

Celle-ci a mis à l'étude, dès 1927, la question de la nationalité et en particulier de l'apatridie.

Et les résultats en sont déjà importants, ne serait-ce qu'en ce qui concerne l'heimatlosat qui, dans la question de la nationalité, nous préoccupe ici.

L'Assemblée de la Société des Nations avait, dans sa séance à Genève, le 27 septembre 1927, voté une résolution pour la réunion d'une Conférence pour la Codification du droit international. Cette Conférence s'est tenue à La Haye du 13 mars au 12 avril 1930.

M. Grandi, Ministre des Affaires Étrangères d'Italie, avait été chargé de faire un rapport sur les travaux de la Conférence. Celui-ci fut ratifié par l'Assemblée dans sa séance du 15 mai 1930.

Nous ne pouvons mieux faire que d'extraire de son rapport ce qui concerne les questions de nationalité et de l'apatridie.

« La Conférence pour la Codification du Droit international prévue par la Résolution de l'Assemblée du

« 27 septembre 1927 s'est réunie à La Haye du 13 mars au 12 avril 1930 » (1).

L'Assemblée avait mis à l'ordre du jour de la Conférence trois questions, que le Comité d'experts pour la codification progressive du droit international avait proposées comme mûres pour une réglementation internationale, à savoir : la nationalité, les eaux territoriales....

En ce qui concerne la nationalité, la Conférence a adopté :

1° une convention concernant certaines questions relatives aux conflits de loi sur la nationalité ;

2° un protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité ;

3° un protocole spécial relatif à un cas d'apatridie ;

4° un protocole spécial relatif à l'apatridie. Ce dernier instrument est dénommé protocole spécial, pour souligner le fait qu'il n'a pas été adopté par la majorité des deux tiers normalement requise, d'après le règlement intérieur pour l'adoption des actes de la Conférence, mais qu'il a seulement été voté à la majorité absolue et inclus parmi les actes de la Conférence, en vertu d'une disposition spéciale du règlement intérieur ;

5° les vœux relatifs à la question de la nationalité.

La Conférence, à l'unanimité, estime hautement désirable :

(1) Séance du 15 mai 1930, *Recueil des Traités de la Société des Nations* enregistrés par le Secrétariat, 1930, pp. 543 et 544.

I

« Que les États s'efforcent, dans l'exercice de leur
« liberté de réglementation en matière de nationalité, de
« réduire autant que possible les cas d'apatridie.

« Et que la Société des Nations continue l'œuvre
« qu'elle a déjà entreprise en vue d'arriver à une entente
« internationale sur ce grave problème. »

II

« Que les États s'efforcent, dans l'exercice de leur
« liberté de réglementation en matière de nationalité, de
« réduire autant que possible les cas de double nationalité.

« Et que la Société des Nations envisage les moyens
« de réaliser une entente internationale au sujet de la
« solution des différents conflits résultant du fait qu'un
« individu possède deux ou plusieurs nationalités. »

Les questions auxquelles se rapportent ces vœux sont deux des plus difficiles qui aient été soumises à la Conférence, en matière de nationalité. Il ne nous paraît donc pas possible de proposer que la Société des Nations prenne à présent de nouvelles dispositions. Il semblerait préférable d'attendre que les Gouvernements aient pu étudier à loisir ces questions, à la lumière des procès-verbaux publiés par la Commission compétente de la Conférence. L'œuvre entreprise jusqu'à ce jour par la Société des Nations en la matière, a consisté simplement dans

les travaux qui ont abouti à la convocation de la Conférence. Il n'existe actuellement aucun organisme de la Société des Nations qui semble qualifié pour poursuivre l'examen de la question. Dans ces conditions, nous ne pouvons que proposer au Conseil, en ce qui le concerne, de prendre acte des vœux de la Conférence et de s'associer à l'avis que la Société des Nations devrait, le moment venu, s'efforcer de contribuer à nouveau, dans la mesure du possible, à la solution des importants et difficiles problèmes des apatrides et des différents conflits résultant du fait qu'un individu possède deux ou plusieurs nationalités (1). »

À la suite de ce rapport, le Conseil adopta, dans sa séance du 15 mai 1930, le vœu suivant :

« Le Conseil prend acte des vœux exprimés par la Conférence sur la question de la nationalité. Il s'associe aux vœux n^{os} I et II qui expriment l'avis que la Société des Nations devrait, le moment venu, s'efforcer de contribuer, dans la mesure du possible, à la solution des importants et difficiles problèmes des apatrides et des différents conflits résultant du fait qu'un individu possède deux ou plusieurs nationalités » (2).

Les résultats de ce premier essai de convention internationale, pour résoudre les questions si complexes de nationalité, sont déjà considérables.

Sans doute, comme l'indique le rapport (3), « certaines

(1) *Journal Officiel de la Société des Nations*, juin 1930, pp. 543-544.

(2) *Journal Officiel de la Société des Nations*, juin 1930, p. 547.

(3) *Journal Officiel de la Société des Nations* : Procès-verbal de la 1^{re} Commission, 1930, p. 153.

« questions que la Conférence ne s'est pas trouvée en
« mesure d'examiner ou qu'elle n'a pas pu traiter à fond,
« dans les instruments qu'elle a adoptés, n'ont encore
« été résolus que par de simples vœux ». Sans doute
encore, beaucoup de pays n'ont pas ratifié ces conven-
tions. Mais des progrès considérables ont été réalisés et
surtout dans la voie qui, à notre sens, est la seule suscep-
tible de remédier au fléau de l'apatridie : une convention
internationale.

Or, ce fut un des buts essentiels de la Commission.

Celle-ci a établi la cause réelle de cet état de choses et
en a indiqué le remède.

« Bien que la Conférence, écrit le rapporteur, M. Guer-
« rero (1), ait réussi à élaborer les textes mentionnés au
« présent rapport, elle a dû cependant constater avec
« regret, qu'il ne lui a pas été possible d'atteindre dès
« maintenant le but principal de ses travaux, qui était
« d'établir un règlement complet par voie convention-
« nelle du problème de la nationalité. Elle s'est heurtée
« aux obstacles, presque insurmontables que constituent
« les divergences des législations, et aussi la tendance
« plus ou moins marquée des délégations à faire prévaloir
« chacune la législation de son pays. Il en est résulté
« que les accords adoptés n'éliminent pas complètement
« les conséquences regrettables de la double nationalité
« et de l'apatridie.

« On peut dire cependant que toute la convention est
« dominée par une idée générale que les législateurs de

(1) Rapport de la 1^{re} Commission : Nationalité, p. 12.

« chaque pays devront considérer comme exprimant le
« sentiment de la Conférence. Cette idée est : que tout
« individu devrait avoir une nationalité et qu'il est d'un
« grand intérêt pour tous les États d'éviter qu'un même
« individu se trouve en possession de plusieurs nationa-
« lités »).

Quoique des questions très importantes restent encore à régler, il est juste de signaler que ce premier essai de codification sur la matière de la nationalité marque un progrès très digne d'attention.

Le premier progrès, — et c'est l'objet du protocole spécial relatif à l'apatridie, — a surtout un but d'assistance : permettre le renvoi à son pays d'origine, de l'étranger indigent et sans nationalité. Ainsi l'apatride indigent, l'apatride indésirable peuvent être renvoyés dans le pays dont ils auraient eu en dernier lieu la nationalité et ne plus être à la charge du pays de séjour.

Nous constatons avec regret que cet acte international ne porte pas la signature de la France ; nous ne pouvons en concevoir la cause.

Mais le deuxième protocole a déjà une portée plus large tout en visant un cas particulier :

En effet, le but de cette convention cherche à empêcher l'apatridie. Il est intitulé : « Protocole relatif à un cas d'apatridie ».

Le protocole stipule qu'au cas « où la nationalité n'est
« pas attribuée du seul fait de la naissance sur le terri-
« toire, l'individu qui y est né d'une mère ayant la natio-
« nalité de cet État, et d'un père sans nationalité ou de
« nationalité inconnue, a la nationalité dudit pays ».

Ce protocole a été signé par la France.

C'est l'application du *jus soli* pour empêcher la naissance d'un heimatlos et attribuer à celui-ci la nationalité du pays où il est né, au cas où son père serait sans nationalité ou de nationalité inconnue.

Mais à côté de ces cas particuliers et qui seront d'une application relative, la convention *concernant certaines questions relatives aux conflits des lois sur la nationalité*, révèle bien le souci de la Conférence de La Haye d'arrêter le fléau grandissant, alarmant, à l'heure actuelle, de l'heimatlosat :

« Convaincus qu'il est de l'intérêt général de la communauté internationale de faire admettre par tous ses membres que tout individu devrait avoir une nationalité et n'en posséder qu'une seule ;

« Reconnaissant par suite que l'idéal vers lequel l'humanité doit s'orienter dans ce domaine consiste à supprimer tout ensemble les cas d'apatridie et ceux de double nationalité ;

« Estimant que, dans les conditions économiques et sociales, existant actuellement dans les divers pays, il n'est pas possible de procéder dès maintenant à un règlement uniforme de tous les problèmes susindiqués ;

« Désireux néanmoins de commencer cette grande œuvre par un premier essai de codification progressive, en réglant celles des questions relatives aux conflits des lois sur la nationalité sur lesquelles une entente internationale est présentement possible. »

La Convention affirme immédiatement le principe de

la souveraineté de l'État pour résoudre les questions de nationalité.

« Il appartient à chaque État de déterminer par sa « législation quels sont ses nationaux », dit l'article 1^{er} de la Convention relative aux conflits de lois sur la nationalité.

« Toute question relative au point de savoir si un individu possède la nationalité d'un État doit être résolue « conformément à la législation de cet État », dit l'article 2 de cette même Convention.

Malgré cette prépondérance de la loi nationale, sur deux points précis, elle a pu limiter les causes d'heimatlosat : l'expatriation et la nationalité de la femme :

Art. 7. — « Le permis d'expatriation en tant qu'il est « prévu par une législation, n'entraîne la perte de la « nationalité de l'État qui l'a délivré que si le titulaire « du permis possède déjà une seconde nationalité, ou « sinon, qu'à partir du moment où il en acquiert une « nouvelle.

« Le permis d'expatriation devient caduc si le titulaire « n'acquiert pas une nationalité nouvelle dans le délai fixé « par l'État qui l'a délivré. Cette disposition ne s'applique pas dans le cas d'un individu qui, au moment « où il reçoit le permis d'expatriation, possède déjà une « autre nationalité que celle de l'État qui le lui délivre. »

La nationalité de la femme a fait l'objet d'un débat très large, approfondi. De nombreuses questions s'y rattachant ont été examinées, comme par exemple le principe de l'égalité des sexes. Nous ne nous arrêterons qu'aux dis-

cussions et décisions qui ont une portée sur la perte ou l'absence de nationalité, et surtout par l'effet du mariage ou de sa dissolution.

« Les réponses énoncées, déclare le rapporteur (1), ne
« permettent pas actuellement d'espérer un accord géné-
« ral pour consacrer, soit la règle que le mariage n'af-
« fecte pas la nationalité de la femme, soit la règle que la
« femme prend en se mariant la nationalité de son mari.

« Du moins, il paraît possible et il est désirable d'éviter
« que par le jeu des législations divergentes, la femme
« en se mariant perde sa nationalité sans en acquérir une
« autre. Il suffira pour cela de convenir que cette perte
« sera subordonnée à cette acquisition. Les deux systèmes
« législatifs en présence restent ici intacts, mais on évi-
« tera ainsi que la femme ne devienne apatride.

« La diversité des législations peut ici entraîner pour
« la femme, soit l'absence de nationalité, soit la double
« nationalité. Il convient d'établir la concordance entre
« la réintégration dans la nationalité ancienne et la perte
« de la nationalité acquise par le mariage, cette réinté-
« gration déterminant cette perte. D'autre part, plutôt
« que d'envisager une réintégration s'opérant de plein
« droit et toujours, il paraît convenable de ne lui faire
« place qu'en cas de demande de la femme ; il est à pré-
« sumer qu'à cet égard, celle-ci tiendra compte de l'in-
« térêt des enfants. »

La Conférence de La Haye, en ce qui concerne la natio-

(1) Nationalité de la femme. Rapport du Secrétaire général, p. 3.

nalité de la femme, a abouti aux résultats suivants (1) :

l'adoption d'une convention dont l'application générale éviterait que les différences existant entre les lois des divers pays en matière de nationalité n'aient pour effet de rendre la femme apatride, par suite de son mariage ou du changement de nationalité du mari (art. 8 et 9) et empêcherait que la naturalisation du mari ou la dissolution du mariage n'entraîne, de plein droit, le changement de la nationalité de la femme mariée (art. 10 et 11), ainsi qu'un vœu recommandant la délivrance de passeports aux femmes rendues apatrides par leur mariage.

Et c'est ainsi que dans la convention signée le 12 avril 1930, les articles 8 et 9 empêcheront des cas d'heimatlosat par le mariage.

Ainsi le seul remède, sauf lorsque la dénationalisation est considérée comme une peine, pour enrayer le progrès de l'heimatlosat et même le supprimer complètement, commence à être appliqué. Comme nous ne cessons de le croire, seule une convention internationale permettra la solution définitive du problème.

Cependant cette convention pourra toujours se heurter au principe de la souveraineté de l'État. Celui-ci voudra rester maître de sa législation pour fixer les lois sur la nationalité. Il ne nous semble pas que ce principe pourrait recevoir une atteinte importante si une Cour internationale était appelée à se prononcer sur des cas particuliers

(1) *Idem*, p. 5. Voir également le rapport de M. Rosso sur la nationalité de la femme adopté par l'assemblée générale le 26 septembre 1931, *Journal Officiel de la Société des Nations*, 1931, p. 2298.

qui pourraient lui être soumis par les États eux-mêmes ou les intéressés. La Convention internationale devrait pouvoir être exécutée par la Cour de Justice de La Haye, qui aurait sans doute pour mission de l'appliquer, mais surtout de déterminer, dans les espèces soumises, la nationalité du sujet déféré, soit à la requête de l'État, soit à la requête de l'intéressé. Et cette Cour, en appliquant le principe que tout individu doit avoir une nationalité, attribuerait une nationalité à l'individu, en tenant compte de tous les facteurs et circonstances de la cause. Aux véritables apatrides, elle attribuerait la nationalité du véritable domicile. Les États auraient ainsi tout à gagner en permettant la diminution de l'apatridie et l'augmentation souvent de ses nationaux.

Par l'effet de cette convention et l'appel à la Haute-Cour internationale de Justice, on verrait supprimer peu à peu les cas d'heimatlosat.

Seule subsisterait comme cause : la peine de l'apatridie : la raison d'État. Contre elle, ni lois internes, ni conventions internationales ne pourront jamais rien.

CONCLUSION

Et maintenant, il nous est permis de conclure. Nous ne reviendrons pas sur notre étude critique de l'heimatlosat. Qu'il nous soit permis cependant de rappeler que si la situation d'heimatlos a des inconvénients de plus en plus rares, elle en a d'incontestables. Qu'il nous soit permis également d'attirer l'attention du lecteur et espérons-le du législateur, sur le renforcement des effectifs de l'heimatlosat depuis la grande guerre et ses conséquences plus ou moins immédiates. Qu'on envisage seulement la foule des réfugiés russes qui, sans être devenus ressortissants de l'U. R. S. S., ont cessé d'être citoyens de l'empire du Tsar ou simplement d'être citoyens *russes* ! Et nous en arrivons tout de suite aux remèdes.

Pour l'avenir (ce dernier doit être le premier garanti), suppression radicale de toutes les sources de l'heimatlosat, ce par l'effet de conventions internationales. On conviendrait de ne plus admettre dans les législations internes de ces dispositions *faisant* ou *laissant* perdre la nationalité d'origine en dehors de toute manifestation non équivoque de volonté et de l'acquisition d'une nouvelle nationalité, dispositions dont nous pensons avoir donné, sinon la

nomenclature intégrale, du moins des exemples suggestifs.

Si, en effet, on entend maintenir le principe que chaque État a le droit de régler la perte comme l'acquisition de sa nationalité et de déterminer ceux qu'il veut admettre ou rejeter, il n'empêcherait pas à notre avis que, tout en respectant ce principe, même s'il nous paraît d'une tendance trop personnelle, on peut très bien concevoir cette convention internationale, sous les auspices de la Société des Nations, qui aurait pour tendance et mission de régler les droits de ceux qui prétendent ou revendiquent d'être sans nationalité. Et cette convention instituerait une Cour de Justice internationale ou donnerait compétence à celle existante, laquelle serait chargée de trancher les cas individuels et de fixer ou attribuer une nationalité.

Mais toute réforme radicale risque d'amener une perturbation plus ou moins profonde.

Pas de rétroactivité donc, respect absolu des droits acquis ; application de la législation nouvelle à ceux-là seuls qui naîtront dans l'année de la ratification des conventions-lois à intervenir.

Pour le présent maintenant.

Nous ne pouvons, en effet, négliger le sort de ceux qui, trop ignorants ou trop intéressés, resteront leur vie durant des *heimatlos* authentiques et incorrigibles.

Pour ceux-ci, pas de mesure brutale qui mettrait un peu plus de trouble encore dans les questions de droit international privé et public.

Il faudrait, tout d'abord, rendre humainement possible la situation de l'*heimatlos*. Des lois internes régiraient

expressément les heimatlos d'une manière uniforme de pays à pays et ces lois confirmeraient en majeure partie la tendance actuelle de la jurisprudence, à savoir : quasi-assimilation de l'heimatlos à l'étranger admis à domicile, ce sous réserve de l'expulsion des indésirables.

Il faudrait ensuite, et nous attachons une importance non moins grande à ce vœu, qu'on ne tolère pas que la situation d'heimatlos puisse devenir avantageuse.

Il faudrait donc imposer le service militaire aux heimatlos se trouvant dans un pays déterminé entre vingt et vingt-cinq ans, sauf justification de l'accomplissement de ce devoir élémentaire et égalitaire dans un autre pays (1).

L'appel sous les drapeaux serait d'ailleurs, nous l'avons vu, une excellente occasion d'attirer l'attention des heimatlos sur leur situation spéciale et l'intérêt manifeste qu'ils ont à user des facultés de naturalisation à eux spécialement ouvertes.

Enfin, comme nous l'avons déjà souhaité, nous estimons que seule une convention internationale et la Cour de Justice de La Haye, appelées à statuer sur des cas d'espèces, pourront graduellement et dans l'avenir supprimer, selon l'expression de M. de Folleville, ces « vagabonds internationaux ».

(1) Nous ne verrions d'ailleurs aucun inconvénient à ce que cette mesure soit très généralement prise à l'encontre de tous les étrangers résidant sur un territoire déterminé, ce en vertu d'accords internationaux ; mais cette observation dépasse sensiblement le cadre de notre sujet.

Tels sont les vœux que nous soumettons aux législateurs et aux diplomates.

Nous osons espérer que la Société des Nations provoquera et fera aboutir cette convention internationale.

JURISPRUDENCE

**TEXTES ET INDEX DES LOIS
ET DÉCRETS CITÉS**

INDEX DES ARRÊTS CITÉS

BIBLIOGRAPHIE

JURISPRUDENCE

Cass. Florence, 25 avril 1881

(S., 1884. 4. 21 ; P., 1884. 2. 34).

L'établissement en pays étranger doit être présumé fait avec esprit de retour, quelle qu'ait été la durée du séjour à l'étranger....

On peut perdre sa nationalité dans un État sans acquérir une nationalité dans un autre et demeurer ainsi sans nationalité. Dans ce cas, l'individu sans nationalité est régi par la loi de son domicile ou même de sa simple résidence (C. civ., 3. 17).

Cour de cassation (Ch. Réun.), 2 février 1921 (deux arrêts)

(Dalloz, 1921. 1. 1).

KROLL

ARRÊT

La Cour,
Sur le moyen unique :

Note. — Cf. LAURENT, *Droit international privé*, t. III, n^{os} 143 et 210.

BARD, *Droit international privé*, n^o 118.

HEFTER, *Droit international de l'Europe*, traduit par M. BERGSON, 4^e édit. par M. GEFFCKEN, p. 137, § 59, note.

DEMOLOMBE, *Publ. des lois*, n^o 172.

L'individu qui n'a pas de patrie ne peut avoir de statut national ; il est soumis à la loi du territoire, tant qu'il y est domicilié et il change de statut en changeant de domicile.

Vu l'article 12, alinéa 3, C. civ. et l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, du décret du 10 août 1914 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 12, alinéa 3, C. civ., deviennent Français les enfants mineurs d'un père ou d'une mère survivant qui se font naturaliser Français, à moins que, dans l'année qui suivra leur majorité, ils ne déclinent cette qualité en se conformant aux dispositions de l'article 8, 4^o ;

Attendu que Kroll (Bernard), dit Robert, né à New-York, le 8 juillet 1894, de père et mère russes, devenu Français en vertu de la naturalisation de son père prononcée par décret du 2 novembre 1912, ayant, par acte du 14 juin 1917, déclaré répudier la nationalité française, et la Chancellerie ayant refusé d'enregistrer sa déclaration comme faite après expiration du délai légal, l'arrêt attaqué a décidé que, par l'effet de cet acte, Kroll avait cessé d'être Français ; qu'il fonde sa décision sur ce que le décret du 10 août 1914 a, dans l'alinéa 2 de son article 1^{er}, étendu la suspension des prescriptions, péremptions et délais prononcée, pour la durée de la guerre, par l'alinéa 1^{er}, « à tous les actes qui, d'après la loi, doivent être accomplis dans un délai déterminé », expression générale qui embrasserait la déclaration de répudiation de la nationalité française prévue par l'article 12, C. civ. ;

Mais attendu que le Gouvernement, autorisé par la loi du 5 août 1914 à prendre par décret, « dans l'intérêt général », les dispositions moratoires nécessitées par l'état de guerre, n'a, par le décret du 10 août 1914, suspendu les délais qu' « en matière civile, commerciale ou administrative » ; qu'il n'a, dès lors, pas entendu porter atteinte aux règles concernant l'acquisition de la nationalité française, *lesquelles relèvent surtout du droit public*, et dont, en raison de l'influence qu'elles exercent sur le recrutement de l'armée, la stricte observation intéresse, en temps de guerre, la défense nationale ; que, dès lors, en statuant comme il l'a fait, l'arrêt attaqué a violé ou faussement appliqué les textes susvisés ;

Par ces motifs,

Casse, renvoie devant la Cour d'appel de Bourges.

Cass. req., 15 mars 1922

(S., 1922. I. 105) (1).

ARRÊT

La Cour,

Sur le second moyen :

Attendu que le pourvoi soutient que la situation d'un individu sans nationalité, si elle est volontaire et prolongée, est illicite, contraire aux principes d'ordre public résultant des

(1) Même arrêt : Cassation, 1^{er} août 1922, D., 1923. I. 97 ; S., 1922. I. 364).

Note. — ... On peut s'étonner que le Ministère public ait soutenu devant le Tribunal, devant la Cour d'appel et encore devant la Cour de cassation, qu'il est de principe reçu en droit international que chaque individu doit avoir une nationalité et que les lois françaises sur la nationalité considèrent comme illicite la situation d'heimatlos lorsque du moins elle est la suite volontaire et prolongée de la perte de la nationalité.

L'heimatlosat est évidemment une situation regrettable. Mais, de l'avis de tous les auteurs qui ont écrit sur la nationalité, c'est une situation inévitable, imposée par l'application des dispositions de certaines lois sur la perte de la nationalité ou par certains conflits entre les lois sur la nationalité. C'est le résultat fatal de la souveraineté de chaque État en cette matière. V. les auteurs cités sous Cass. Florence, 25 avril 1881, S., 1884. 4. 21 ; P., 1884. 2. 34.

Adde : WEISS, *Traité de droit international privé*, 2^e édit., t. 1^{er}, pp. 20 et suiv.

AUDINET, *Principes élémentaires de droit international privé*, 2^e édit., pp. 57, 62, 123.

DESPAGNET, *Précis de droit international privé*, 5^e édit., par DE BOECK, p. 113.

COGORDAN, *La nationalité*, 2^e édit., pp. 11 et suiv.

V. Aix, 15 juillet 1920 (aff. Marguiliès), Trib. de Versailles, 15 mars 1920, *Gaz. Trib.*, 29-30 juillet 1921. V. aussi Trib.

lois françaises sur la nationalité d'après lequel toute personne doit avoir une nationalité, et qu'elle ne peut par suite ouvrir aucun droit ;

Mais attendu que si les lois françaises se sont efforcées de diminuer le nombre des personnes sans nationalité, aucune d'elles ne prohibe, ni ne considère comme illicite la situation d'un individu *étranger* qui, après avoir définitivement perdu sa nationalité, s'établit en France sans en acquérir une nouvelle.

Par ces motifs,

Casse...

Cour de cassation (Ch. civile), 24 décembre 1923

(*Recueil Hebdomadaire Dalloz*, 1924, p. 82).

BIRSTENBINDER C. MINISTÈRE PUBLIC

ARRÊT

La Cour,

Sur le premier moyen :

Attendu qu'il résulte des motifs de l'arrêt attaqué (Paris, 7 février 1922), que Birstenbinder, Autrichien, naturalisé Français et mobilisé, a été, en 1915, réformé n° 2 pour bronchite chronique ; que cette réforme ayant paru suspecte à l'autorité militaire, Birstenbinder, pour se soustraire à toute information, a quitté le territoire français et s'est rendu en Espagne où il a séjourné jusqu'à la fin des hostilités, sans répondre aux convocations qui lui étaient adressées pour obtenir de lui des explications et dont il était informé par sa femme, demeurée à Paris, avec laquelle il était resté en constante communication ;

Seine, 12 juillet 1919, *Journ. du droit international*, 1919, p. 1090 et sur appel, Paris, 7 janvier 1920, *Gaz. Trib.*, 11-12 février 1920. Comp. toutefois Paris, 28 décembre 1921, *Gaz. Trib.*, 30-31 janvier 1922, qui décide que la situation d'*heimatlos* n'est pas reconnue par la loi française.

Par contre, l'existence de l'*heimatlos* a été reconnue par les jurisprudences belge et anglaise.

Attendu que l'arrêt attaqué a justement déduit de ces faits que Birstenbinder devait encourir la déchéance obligatoire de la nationalité française prononcée par l'article 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juin 1917 contre le naturalisé qui aura quitté le territoire français « pour se soustraire à une obligation d'ordre militaire » ;

Attendu, en effet, qu'en employant cette expression générale, le législateur n'a pas visé uniquement le service militaire proprement dit ; qu'il a entendu frapper tout acte par lequel un naturalisé s'est efforcé d'échapper à une injonction de l'autorité militaire faite dans l'intérêt de la défense nationale ;

Sur le second moyen :

Attendu que les motifs qui précèdent justifient le retrait de naturalisation prononcé par l'arrêt attaqué et rendent dès lors inutile l'examen du second moyen ;

Par ces motifs,

Rejette....

Du 24 décembre 1923. Ch. civ. — MM. Sarrut, 1^{er} prés. ; Ambroise Colin, rapp. ; Matter, av. gén. — M^e Cartault, avocat.

Cour d'appel de Paris (1^{re} Chambre), 12 mars 1924

(Recueil Hebdomadaire Dalloz, 1924, p. 419).

OTTOZ C. PRÉFET DE LA SEINE

ARRÊT

La Cour,

Considérant que Paul-Armand Ottoz, né à Paris, d'un père italien, le 16 novembre 1896, domicilié en France à l'époque de sa majorité, qui n'a pas décliné, dans l'année qui a suivi sa majorité, la qualité de Français, est devenu Français en vertu de l'article 8, § 4, C. civ. ; qu'il a été inscrit sur les listes du 3^e bureau de recrutement de la Seine et déclaré bon pour le service auxiliaire par le conseil de révision le 18 janvier 1921 ;

Considérant qu'il s'était fait inscrire sur les listes de recrutement de la commune de Pré-Saint-Didier (Duché d'Aoste,

Colanéri

Italie), lieu de naissance de son père et qu'il avait pris, sans autorisation du Gouvernement français, du service dans l'armée italienne ; Ottoz a assigné le Préfet de la Seine pour voir dire qu'il a perdu la nationalité française en vertu de l'article 17, § 4, C. civ. et qu'il acquis la nationalité italienne ;

Considérant que c'est à bon droit que le jugement dont appel l'a débouté de sa demande ;

Considérant, en effet, que l'article 17, § 4, subordonne la déchéance de la qualité de Français à la prise du service militaire à l'étranger ; que cette prise de service militaire à l'étranger n'est réalisée que par l'incorporation effective dans l'armée étrangère ; que l'inscription sur les registres du recrutement à l'étranger, la soumission aux obligations militaires à l'étranger, ne peuvent entraîner la déchéance, si elles ne sont pas accompagnées d'un service effectif ;

Considérant que Ottoz a été réformé en Italie, ainsi qu'il résulte des pièces mêmes par lui produites et notamment d'un certificat du Consul général d'Italie à Paris, en date du 25 avril 1921, qui précise qu'il est réformé ; qu'il n'a donc fait ni pu faire dans l'armée italienne aucun service militaire ;

Considérant qu'en admettant, ainsi qu'il le soutient, qu'il se soit soumis à la loi militaire italienne, qu'il ait payé dans la commune de Pré-Saint-Didier, la taxe prévue en Italie pour les exemptés du service militaire et qu'il ait été employé pendant la guerre comme ouvrier travaillant dans l'usine Renault à Billancourt, pour la défense nationale, il ne saurait soutenir sérieusement qu'il doit être assimilé aux soldats accomplissant un service militaire effectif ; que sa situation de réforme qu'il reconnaît lui-même établit qu'il n'a fait dans l'armée italienne aucun service effectif, condition indispensable pour voir entraîner la perte de la qualité de Français ;

Par ces motifs,

Confirme le jugement dont appel ;

Déboute Ottoz de ses demandes, fins et conclusions ;

Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel.

Du 12 mars 1924. C. de Paris, 1^{re} Ch. — MM. Durand, prés. ; Sevestre, av. gén. — M^e Lemonon, avocat.

Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch.), 4 avril 1924*(Gazette des Tribunaux, 29 septembre 1924).*

ASTMAN

ARRÊT

La Cour,

Considérant que, par ordonnance du Tribunal de la Seine, du 18 janvier 1919, les biens que possède en France Astman, ont été placés sous *séquestre* ; qu'Astman, prétendant être de nationalité roumaine, demande la mainlevée de ce séquestre ;

Considérant qu'Astman, Autrichien de naissance, et comme tel naturalisé Français par décret du 29 juillet 1900, a été déclaré déchu de la nationalité française par arrêt de cette Cour du 16 janvier 1919, lequel est devenu définitif par rejet du pourvoi en cassation d'Astman ;

Considérant que les décisions prononçant déchéance de la nationalité française par application de l'article 1^{er} de la loi du 18 juin 1917, impliquent, quel que soit le fait qui motive la déchéance, que malgré sa naturalisation, l'étranger déchu avait voulu conserver sa nationalité d'origine ; qu'elles ont pour effet légal et nécessaire de lui restituer cette nationalité au regard de la loi française et justifient, en conséquence, la mise de ses biens sous séquestre ; que, pour ces motifs de droit, la demande d'Astman doit être rejetée ;

Considérant, au surplus, que dans l'instance en dénaturalisation, Astman soutenait déjà être sujet roumain ; que sa prétention, discutée devant le Tribunal et devant la Cour, a été, sur des motifs formels, écartée par la décision qui a prononcé sa déchéance de la qualité de Français ; que cette décision, comportant force de chose jugée, a définitivement fixé la nationalité d'Astman à l'égard des autorités françaises ;

Par ces motifs,

Excluant ceux du premier juge ;

Confirme l'ordonnance entreprise ;

Déboute Astman de ses demandes et conclusions ;

Le condamne à l'amende et aux dépens d'appel.

Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch.), 17 octobre 1924*(Gazette des Tribunaux, 23 novembre 1924).***ARRÊT**

La Cour,

Considérant que Jacques-Antoine Gaiando, sujet italien, a épousé à Paris, le 26 février 1875, Catherine Neusuis, dont la nationalité a été, dans le dernier état des débats, discutée, mais qui, certainement, n'était point Italienne ; que, cette union n'ayant été précédée d'aucun contrat, il s'agit au procès de déterminer le régime matrimonial auquel elle s'est trouvée soumise, soit la communauté légale, d'après la loi française, soit la séparation de biens, d'après la loi italienne ; qu'avec raison les premiers juges ont, pour résoudre le litige, recherché l'intention présumable des époux, et spécialement de Gaiando lors de la conclusion du mariage ;

Considérant que Gaiando est arrivé en France à l'âge de 13 ans et n'a cessé d'y résider, même après s'être retiré de son industrie ; que des six enfants nés du mariage, les deux fils ont servi sous le drapeau français, les quatre filles ont épousé des Français ; que, si Gaiando ne s'est pas fait naturaliser Français, il ne semble pas qu'il ait entendu conserver avec son pays d'origine aucune attache d'intérêt ; que, l'ayant quitté dans son enfance, il n'a pas été à même de se familiariser avec ses institutions et ses lois ; qu'il a pu même les ignorer ; que rien n'indique dans sa conduite la moindre pensée d'y soumettre ses intérêts matrimoniaux ; que, d'autre part, dans trois actes de prêt conclus avec le Crédit Foncier aux dates des 4 janvier 1899, 20 août 1909 et 24 janvier 1911, les époux Gaiando ont déclaré être mariés sous le régime de la communauté légale, à défaut de contrat ayant précédé leur union ;

Considérant, pour répondre à une critique dirigée contre un des motifs du jugement, que ces déclarations passées au cours du mariage ne valent point, par elles-mêmes, comme preuve décisive ; mais qu'elles constituent une présomption importante à titre d'interprétation fournie par les époux Gaiando de

leur intention à l'époque où a été célébrée leur union ; qu'à bon droit, pour toutes les raisons ci-dessus exposées, ils doivent être considérés comme ayant été mariés sous le régime français de la communauté légale ;

Par ces motifs et ceux non contraires du Tribunal ;

Confirme le jugement dont est appel ;

Déboute les appelants de leurs demandes et conclusions ;

Les condamne à l'amende et aux dépens.

Cour d'appel de Paris (1^{re} Ch.), 23 octobre 1924

(*Gazette des Tribunaux*, 25 décembre 1924).

ARRÊT

La Cour,

Considérant que Philips, fils de Hollandais naturalisé Allemand et, par suite, Allemand d'origine, est propriétaire de 72 actions de la « Banque Hypothécaire Franco-Argentine », représentées par trois certificats nominatifs existant sous le dossier de la « Rheinische Westfaelische Disconto Gesellschaft », à la Société Générale à Paris ; que ces valeurs, placées sous séquestre, ayant fait l'objet d'une requête de mise en liquidation, Philips s'est pourvu devant le Président du Tribunal pour solliciter la mainlevée du séquestre ;

Considérant qu'à l'appui de cette requête, Philips soutenait qu'il a perdu la nationalité allemande, ayant obtenu, à la date du 14 décembre 1897, un congé de nationalité (*Entlassung*) délivré en conformité des dispositions de la loi allemande du 1^{er} juin 1870, par le président de la régence d'Aix-la-Chapelle ; qu'il produit une expédition régulière de ce congé ; qu'il est, d'autre part, établi qu'au moment où il l'a obtenu, il résidait à Londres comme directeur de l'« Anglo-Argentine Bank » dans cette ville et a continué d'y résider jusqu'en février 1899, pour être, à cette date, appelé en République Argentine ; qu'il a donc rempli les conditions imposées par la loi précitée du 1^{er} juin 1870 qui exige que, pour être dénaturalisé, le suje

allemand ait quitté le territoire fédéral dans les six mois qui suivent l'octroi du congé ;

Considérant, néanmoins, que le président du Tribunal a repoussé la demande de Philips et refusé d'admettre qu'il ait perdu la nationalité allemande en se fondant sur les motifs suivants : « Philips ayant demeuré d'abord en Angleterre, puis en République Argentine, n'aurait sollicité sa naturalisation ni dans l'un, ni dans l'autre pays, — il est revenu, dès 1902, habiter les Pays rhénans, — enfin, pour récupérer les titres qu'il réclame, il se serait adressé à l'Office allemand ; qu'en égard à ces circonstances, l'ordonnance dont est appel déclare que le congé de nationalité n'a été pour Philips qu'un expédient imaginé pour masquer la réalité et dont elle refuse de faire état » ;

Considérant qu'à aucun des points de vue ainsi envisagés, la décision du premier juge ne peut être maintenue ; que, comme conséquence du congé de nationalité qui lui avait été délivré, Philips n'était point tenu de se faire naturaliser dans le pays où il avait établi sa résidence ; qu'à défaut de cette naturalisation, il est resté sans-patrie (*heimatlos*), état qui n'est nullement inconciliable avec ses prétentions ; que, s'il est revenu habiter plus tard les Pays rhénans, il n'est relevé dans sa conduite aucun acte comportant la récupération de la nationalité allemande tel qu'eût été, notamment, le service militaire dont, en fait, il est resté exclu ; qu'enfin, il n'est nullement établi qu'il se soit adressé à l'Office allemand pour être indemnisé de ses valeurs de Bourse, séquestrées en France et menacées de liquidation ; mais qu'il produit un certificat de cet Office déclarant qu'aucune indemnité ne peut lui être accordée par le Trésor d'Empire « parce qu'il était, le 10 janvier 1920, sans nationalité et non ressortissant de l'État allemand » ; que cette attestation des autorités allemandes confirme les prétentions de Philips ;

Par ces motifs,

Infirme l'ordonnance entreprise ;

Statuant à nouveau ;

Dit que David, séquestre des intérêts allemands et autrichiens dans la « Banque Hypothécaire Franco-Argentine », devra

remettre à Philips, sur sa simple décharge, les actions de la « Banque Hypothécaire Franco-Argentine » qui lui appartiennent et sont comprises en trois certificats, n^{os} 2982, 164 et 5327.

Cour de cassation (Ch. des Requêtes), 18 novembre 1924

(Gazette du Palais, 1^{er} janvier 1925).

PREMIER ARRÊT : MIELE PÈRE C. MINISTÈRE PUBLIC

M. Miele père s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour de Paris du 30 novembre 1922.

ARRÊT

La Cour,

Sur le moyen unique, pris, dans ses deux branches, de la violation des articles 1315 et s., C. civ., des règles de la preuve, des lois sur la nationalité, méconnaissance par la Cour d'appel de l'étendue de sa juridiction, violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, défaut de motifs et manque de base légale :

Attendu, d'après le pourvoi, que l'arrêt attaqué aurait à tort imposé à Miele, qui prétendait avoir perdu la nationalité allemande par un séjour de dix ans à l'étranger, l'obligation de rapporter non seulement la preuve de ce séjour, mais encore celle que, pendant toute sa durée, il n'était pas retourné en Allemagne, alors que cette dernière preuve incombait au ministère public ; que, d'autre part, il aurait également à tort appliqué la loi allemande et non la loi française à une personne qui se prétendait sans nationalité ;

Mais attendu que la Cour d'appel, interprétant, comme il rentrait dans son pouvoir souverain de le faire, la loi fédérale allemande du 1^{er} juin 1870 d'après la jurisprudence du Tribunal d'Empire, déclare que la nationalité allemande ne se perd, selon cette loi, qu'à la double condition d'avoir résidé pendant dix années consécutives à l'étranger et de n'être pas rentré en Allemagne durant ce laps de temps ;

Attendu que le ministère public ayant établi la nationalité

allemande de Miele, il incombait à celui-ci, pour pouvoir invoquer utilement l'exception tirée de la loi fédérale, de prouver qu'il avait rempli les deux conditions susvisées ;

Attendu, d'autre part, qu'ayant à prononcer sur le cas d'un Allemand qui prétendait avoir cessé de l'être, d'après sa loi nationale, la Cour d'appel devait nécessairement appliquer à la cause la loi étrangère invoquée et non les dispositions d'une loi française ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, régulièrement motivé et légalement justifié, n'a violé aucun des textes ou règles visés par le pourvoi ;

Par ces motifs,

Rejette....

M. Celice, rapp. ; Wattinne, av. gén. — M^e Morillot, avocat.

DEUXIÈME ARRÊT : MIELE FILS

M. Miele fils s'est pourvu en cassation d'un arrêt de la Cour de Paris du 7 décembre 1922, rapporté *Gaz. Pal.*, 1923. 1. 224.

ARRÊT

La Cour,

Sur le premier moyen, pris de la violation de la loi du 7 octobre 1919, du décret du 23 octobre 1919, des articles 1315 et 1351, C. civ. et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, pour défaut de base légale et dénaturation de conclusions :

Attendu que les biens possédés en France par Miele père, ayant été mis sous séquestre et la liquidation en ayant été ordonnée, Miele fils a soutenu qu'il était, comme seul héritier de sa mère, prédécédée, copropriétaire desdits biens restés indivis, et a demandé, en invoquant sa nationalité hollandaise, que le séquestre fût restreint à la part indivise appartenant à Miele père ; que l'arrêt attaqué, sans rechercher si Miele fils est, comme il le soutient, de nationalité hollandaise à l'égard de la loi hollandaise, a décidé que ledit Miele fils est, d'après la loi allemande, de nationalité allemande et que, par suite, à supposer qu'il soit copropriétaire des biens possédés par Miele père, ces biens, appartenant en totalité à des sujets allemands,

ont été régulièrement mis sous séquestre et doivent être liquidés ;

Attendu qu'il est soutenu, à l'appui du pourvoi que, pour attribuer à Miele fils la nationalité allemande, la Cour de Paris s'est fondée à tort, en adoptant les motifs des premiers juges et sans tenir compte des conclusions prises devant elle par Miele fils, sur ce que celui-ci n'a pas contesté que son père soit de nationalité allemande ;

Mais attendu que, si les juges de première instance ont déclaré qu'il n'était pas contesté par Miele fils que ses parents fussent de nationalité allemande, ce motif n'a pas été maintenu par l'arrêt attaqué ; que la Cour de Paris a déclaré que Miele fils est de nationalité allemande d'après la loi allemande, étant né à Amsterdam de père et mère allemands et qui ont été reconnus comme tels par les décisions de la justice française ; qu'un précédent arrêt de la Cour de Paris avait décidé, en effet, que Miele père a toujours eu la nationalité allemande ; qu'ainsi le moyen manque en fait ;

Sur le deuxième moyen, pris de la violation des mêmes articles et de l'article 1179, C. civ., des règles de la preuve et des lois sur la nationalité et l'état des personnes, défaut de motifs et de base légale :

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que le ministère public a établi que Miele fils, né à Amsterdam de parents allemands, était, à sa naissance, d'après la loi allemande, de nationalité allemande ; qu'il incombait, dès lors, à Miele fils de prouver qu'il avait, comme il le prétendait, perdu cette nationalité par application des dispositions des lois allemandes du 1^{er} juin 1870 et du 22 juillet 1913 ; que l'arrêt attaqué, interprétant les lois étrangères invoquées devant la Cour d'appel et appréciant les documents et les faits de la cause, déclare que Miele fils n'a pas apporté cette preuve et qu'il n'a pas établi notamment qu'il soit en droit de se prévaloir de l'article 26 de la loi du 22 juillet 1913, aux termes duquel un Allemand, tenu aux obligations du service militaire, qui n'a sur le territoire allemand ni domicile ni résidence durables, perd sa nationalité à 31 ans révolus, s'il n'a pas provoqué de décision définitive sur ses obligations au service ou n'a pas obtenu d'ajournement ;

Attendu que ces constatations et appréciations échappent au contrôle de la Cour de cassation ; qu'elles justifient légalement la décision par laquelle la Cour de Paris a repoussé la demande de Miele fils et ordonné qu'il serait procédé à la liquidation des biens séquestrés ; qu'il n'y a lieu, par suite, d'examiner les autres griefs du deuxième moyen, dirigés contre d'autres motifs de l'arrêt attaqué qui peuvent être tenus pour surabondants ;

Par ces motifs,

Rejette....

MM. Albert Tissier, rapp. ; Wattinne, av. gén. — M^e Mor-nard, avocat.

Cour d'appel de Paris (1^{re} Chambre), 3 avril 1925

(*Recueil Hebdomadaire Dalloz*, 1925, p. 434).

CENAC C. PRÉFET DE LA SEINE

ARRÊT

La Cour,

Considérant que Cenac (Enrique, Carlos), né à Buenos-Aires, le 5 octobre 1884, de père français, Argentin *jure soli* et Français au regard de la loi française, prétend avoir perdu la nationalité française pour avoir, en 1923, accompli une période d'instruction dans l'armée argentine ; que, se fondant sur ce fait, il a assigné devant le Tribunal civil le Préfet de la Seine pour entendre dire que la nationalité argentine doit lui être seule et définitivement reconnue ; que le jugement dont est appel a rejeté la demande de Cenac par le motif que c'est pour faire fraude à la loi française et se soustraire par subterfuge à un arrêté d'insoumission pris contre lui à la date du 17 janvier 1919 qu'il a pris du service dans l'armée argentine ;

Considérant que sans examiner en droit dans quelle mesure il peut être fait état, pour l'application de l'article 17, § 4, C. civ., des intentions et des mobiles du Français qui, sans autorisation du Gouvernement, prend du service militaire à

l'étranger, il résulte en fait des documents produits aux débats, que le reproche de fraude tel qu'il est formulé à la charge de Cenac n'est point établi et que l'abandon de la qualité de Français n'a pas été de sa part déterminé par l'arrêt d'insoumission de 1919 ;

Considérant, en effet, que dès sa jeunesse, passée en République Argentine, Cenac n'a cessé de se réclamer de la nationalité argentine ; qu'il produit un livret militaire qui lui a été délivré le 7 octobre 1912 constatant son enrôlement dans l'armée argentine et qui, depuis cette époque, a été tenu à jour ; que du 20 décembre 1912 au 20 mars 1913, il a accompli une période d'instruction au 7^e régiment d'infanterie, compagnie des Aspirants ; qu'arrivé à Paris au début de l'année 1914, il s'y est présenté comme étant de nationalité argentine ; qu'en cette qualité, il a fait à la Préfecture de Police, le 7 février 1914, une déclaration d'étranger dont il possède le récépissé ; que lors de la mobilisation au mois d'août 1914, il a obtenu un permis de séjour ; qu'étant passé en Espagne et habitant Barcelone durant les années 1915, 1916 et 1917, il a été inscrit comme Argentin au Consulat argentin de cette ville ;

Considérant que, par décret nominal inséré au *Bulletin militaire*, Cenac a été convoqué à une période d'instruction d'un mois comme sous-officier réserviste ; qu'il a, du 15 octobre au 15 novembre 1923, accompli ce devoir militaire au 7^e régiment d'infanterie ; qu'il s'est rendu, par un acte de libre volonté, à l'appel qui lui avait été adressé ;

Considérant qu'il avait déjà fait, à l'âge de 18 ans, une période d'instruction, mais que ce temps de service remontant à sa minorité, n'a pu avoir l'effet prévu par l'article 17, C. civ. ; qu'il convient toutefois d'en tenir compte comme preuve des sentiments et de l'intention persistante avec lesquels Cenac, malgré son séjour en Europe, s'est soumis aux obligations militaires qu'il avait consenti dès sa jeunesse à assumer comme Argentin ;

Considérant que, dans ces conditions, Cenac est fondé à se prévaloir du service par lui accompli dans l'armée de la République Argentine, du 15 octobre au 15 novembre 1923 ; que

c'est à cette date que se place pour lui la perte de la qualité de Français ; que, par conclusions spéciales, il déclare abandonner le chef de sa demande tendant à faire prononcer la nullité de l'arrêté d'insoumission pris contre lui le 17 janvier 1919 ; qu'il y a lieu, comme il le sollicite, de lui donner acte de cet abandon ;

Par ces motifs,

Infirme le jugement dont est appel ; statuant à nouveau ;

Dit et juge que Cenac a perdu, à partir du 15 octobre 1923, la qualité de Français, par application de l'article 17, § 4, C. civ. ; lui donne acte de ce qu'il renonce au chef de sa demande, visant l'arrêté d'insoumission du 17 janvier 1919 ; ordonne la restitution de l'amende ; dit que tous les frais de première instance et d'appel seront à la charge de Cenac dans l'intérêt de qui a été engagée et poursuivie l'instance.

Du 3 avril 1925. C. de Paris, 1^{re} Ch. — M. Godefroy, av. gén. — M^e De Monzie, avocat.

Tribunal civil de Dôle : 22 mai 1925

(*Recueil Hebdomadaire Dalloz*, 1925, p. 461).

FAIVRE C. GUENAUD

JUGEMENT

Le Tribunal,

Attendu que le 17 janvier 1922 est intervenue entre Faivre, demeurant à Fraisans et Guenaud, demeurant à Alfortville, une convention aux termes de laquelle Faivre cédait à Guenaud son fonds de commerce qui comprenait l'entreprise du transport des dépêches et le camionnage de la Compagnie P.-L.-M. ; qu'un dédit de 5.000 francs avait été prévu dans le cas où l'une ou l'autre des parties viendrait à résilier le marché ;

Attendu que Guenaud, sommé de passer acte de la cession du fonds de commerce répondit qu'étant Américain, il ne pourrait être admis comme correspondant de la Compagnie P.-L.-M.

et de l'Administration des Postes et refusa d'exécuter le marché ; que Faivre assigna Guenaud devant le Tribunal de commerce de Dôle, en payement de la somme de 5.000 francs, montant de la dédite convenue ;

Attendu que le Tribunal de commerce, par son jugement en date du 7 mars 1922, décida que Guenaud n'était pas Français et ne pouvait être agréé ni par l'Administration des Postes, ni par la Compagnie P.-L.-M. ; que la réalisation du contrat était impossible ; que Guenaud n'était pas tenu de payer la dette ;

Attendu que Faivre interjeta appel du jugement devant la Cour d'appel de Besançon qui, par son arrêt en date du 15 mai 1923, déclara que le Tribunal de commerce de Dôle était incompétent pour statuer sur la nationalité de Guenaud et a imparti à ce dernier un délai de six mois pour faire constater judiciairement quelle est sa nationalité ; que le Tribunal de Dôle a été saisi dans ces circonstances par Guenaud d'une demande en reconnaissance de nationalité américaine ;

Attendu que Guenaud est né en Amérique dans l'État de Missouri, le 5 avril 1876, de Louis Guenaud et de Léonie Bourgeois, Français émigrés ; que son père s'est fait naturaliser Américain en 1894 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 8, C. civ., tout enfant né de Français est Français sans qu'il y ait à distinguer s'il est né en France ou à l'étranger ; que c'est à la nationalité du père au jour de la naissance de l'enfant qu'il faut s'attacher pour déterminer la nationalité de ce dernier ; qu'il importe peu que le père de Guenaud se soit fait naturaliser Américain ; que son fils par son origine est incontestablement Français ;

Attendu que la législation américaine admet, au contraire, que toutes les personnes nées dans les États-Unis acquièrent de plein droit la qualité de citoyen des États-Unis ; qu'il n'est pas douteux que Guenaud, par le fait de sa naissance sur le sol américain est devenu Américain aux yeux de la loi américaine ; que le Tribunal n'a qu'à examiner si, au regard de la loi française, il a perdu sa qualité primitive de Français d'origine ;

Attendu que les conditions exigées pour perdre la qualité de Français sont limitativement indiquées dans l'article 17,

C. civ., modifié par la loi du 17 juin 1889 ; que Guenaud prétend qu'il rentre dans le cas prévu par le § 1^{er} de l'article 17 ;

Attendu que ce texte, sans se préoccuper des législations étrangères, se borne à prononcer la déchéance de la qualité de Français contre le Français qui a acquis sur sa demande la nationalité étrangère par l'effet de la loi ;

Attendu que la loi nouvelle de 1889 a eu pour but de mettre fin à une controverse qui divisait la jurisprudence et d'assimiler l'acquisition étrangère par le bénéfice de la loi à la naturalisation véritable qui exigeait déjà une demande expresse ;

Attendu que la formalité de la demande expresse est indispensable même pour les Français auxquels la législation étrangère confère de plein droit la nationalité de ce pays ;

Attendu que le législateur, en substituant aux mots « en vertu d'un acte volontaire » du projet primitif les mots « sur sa demande » a voulu dire qu'il n'existe aucun doute sur la volonté du Français de renoncer à sa nationalité d'origine ;

Attendu que Guenaud ne justifie pas avoir fait une demande expresse d'option ; qu'il produit seulement un certain nombre de documents pour établir qu'il a été exécuteur testamentaire en Amérique ; qu'il a été inscrit comme électeur et a voté successivement dans les États de Saint-Louis et de Missouri en 1904 et en 1908 ; qu'il a été juré jusqu'en 1907 ; qu'il a fait une déclaration au consulat comme citoyen américain ;

Attendu qu'en acceptant volontairement des fonctions attachées à la qualité de citoyen américain, Guenaud n'a fait que manifester son option ; qu'il n'y a pas eu de la part de Guenaud une renonciation expresse à la nationalité française ;

Attendu, d'ailleurs, que même si cette option avait été faite dans la forme voulue par la loi française, elle ne serait pas valable parce qu'elle a eu lieu à une époque où Guenaud n'était pas capable de changer de patrie ; que l'article 17, C. civ., stipule que les Français nés à l'étranger qui sont encore soumis aux obligations du service militaire dans l'armée active ne peuvent perdre la qualité de Français qu'à la suite d'une autorisation du Gouvernement Français ;

Attendu que cette autorisation est exigée pour les Français

appartenant à l'armée active, à sa disponibilité et à sa réserve ;

Attendu que Guenaud, né en 1876, était obligé de demander l'autorisation jusqu'en 1910 ; que Guenaud a déclaré dans une lettre du 21 janvier 1922 que sa prétendue option avait eu lieu à sa majorité en 1897 ; que l'autorisation du Gouvernement Français était indispensable ; que l'option est sans valeur ; que viciée dans son origine, elle ne pouvait produire dans la suite aucun effet ;

Attendu qu'il importe peu que Guenaud se soit considéré comme citoyen américain même à son arrivée en France en 1913 ; qu'il a conservé sa qualité de Français d'origine, au regard de la loi française ;

Par ces motifs,

Dit que Guenaud, né le 5 avril 1876, de parents français dans les États-Unis d'Amérique du Nord, État de Missouri, a conservé la nationalité française au regard de la loi française.

Du 22 mai 1925. Trib. civ. de Dôle. — M. Guépet, prés. M^{es} Georges Pernot (du Barreau de Besançon) et Monamy, avocats.

Cour d'appel d'Orléans, 29 février 1928

BOURBON-PARME

ARRÊT

La Cour (1),

.....
Attendu que, depuis les événements révolutionnaires de 1848 et la réunion du Duché de Parme et Plaisance à l'Italie, le duc Robert de Parme avait trouvé asile à la Cour d'Autriche, où l'Empereur François-Joseph lui avait assuré un traitement et des égards particuliers, lui conservant comme à un prince régnant, le bénéfice de l'exterritorialité, les honneurs dus aux

(1) Nous ne publions que les extraits de l'arrêt concernant la question de la nationalité des parties.

membres de la famille impériale et, facultativement, le privilège de la juridiction spéciale du Grand Maréchalat ;

.....
 Attendu qu'avant d'aborder la discussion des demandes telles qu'elles sont formulées dans les exploits visés, il échet de rechercher quelle est la nationalité des héritiers du duc Robert de Parme ;

Attendu que le prince Sixte et le prince Xavier soutiennent qu'ils ont la nationalité française comme étant issus d'un père français, dont tous les ascendants mâles sont demeurés Français jusques et y compris le duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV devenu roi d'Espagne, sous le nom de Philippe V le 24 novembre 1700 ; qu'ils prétendent que l'accession au trône d'Espagne n'a point fait perdre à celui-ci la nationalité française et, qu'en tous cas, il l'a conservée en puissance, de même que l'ont conservée tous ses descendants mâles ;

Attendu que si, dans l'antiquité, c'est la filiation *jus sanguinis* dont il est exclusivement tenu compte pour déterminer la nationalité d'un enfant au moment de sa naissance, et si à Rome en particulier, c'est la filiation qui donnait à l'enfant la qualité de citoyen, à l'époque féodale, un principe contraire a prévalu ; que l'enfant prend alors *jure soli* la nationalité du pays où il est né ; que sous ce régime, c'est la terre qui détermine la condition de la personne, l'enfant étant l'homme du seigneur sur la terre duquel il est né et plus tard sujet du roi lorsqu'il est né dans son royaume ;

Attendu que ce principe est resté en vigueur pendant toute la durée de notre ancien droit, et même encore à l'époque du droit intermédiaire ;

Attendu que le même principe conduisait à décider que tout individu né hors de France, même de parents Français, était étranger, le terme « d'aubin » qui était alors employé pour désigner l'étranger signifiant « homme natif hors de France » ;

Attendu que sous l'ancien droit, la terre déterminant la condition de la personne, on doit en conclure que celui qui quittait le sol où il était né et s'en détachait pour se fixer en pays étranger, perdait la nationalité à laquelle il appartenait de par sa naissance ;

Attendu qu'on doit, dès lors, considérer que le duc d'Anjou, en acceptant la couronne royale d'Espagne et en fixant de façon définitive son domicile dans ce pays, ce qui était une conséquence inéluctable de son accession au trône a perdu la nationalité française ;

Attendu qu'alors même qu'il eut conservé cette nationalité, ses enfants, nés en Espagne, c'est-à-dire hors de France, auraient été *ipso facto* des étrangers étant donné le principe du droit français alors en vigueur ;

Attendu qu'on ne saurait admettre qu'en dépit de ces principes, le duc d'Anjou et ses descendants mâles ont conservé en puissance la nationalité française sous le prétexte qu'ils auraient conservé, malgré le traité d'Utrecht, leur droit à monter sur le trône de France ; qu'à supposer que la renonciation à ce droit stipulé dans ce traité ait été sans valeur, rien ne se serait opposé à ce qu'ayant perdu la nationalité française, ils la recouvraient lors de leur accession au trône de France, au cas où cet événement se serait produit ;

Attendu qu'il n'a jamais été établi par le droit français de catégories différentes de nationaux, que les mêmes règles s'appliquaient à tous quelle que soit leur origine, le *jus sanguinis* qui était appliqué dans l'antiquité ne l'étant plus pendant toute la période s'étendant de la féodalité au Code civil ;

Attendu qu'aucun des ascendants mâles de Robert de Parme n'ayant rempli les conditions fixées par les différentes lois intervenues depuis l'époque révolutionnaire jusqu'à nos jours, pour se faire reconnaître la nationalité française, et ce prince lui-même ne les ayant pas remplies, ni ses ascendants, ni lui n'ont cessé d'être des étrangers au regard de la loi française ;

Attendu qu'il semble bien que le *jus soli* appliqué en France jusqu'à la fin du XVIII^e siècle l'ait été aussi dans les différents pays de l'Europe occidentale et de l'Europe méridionale et notamment en Espagne, qu'on devrait en conclure que Philippe, le septième fils du duc d'Anjou et auteur des parties en cause, était Espagnol du fait de sa naissance en Espagne ;

Attendu qu'en mil sept cent quarante-huit, celui-ci, en vertu du traité d'Aix-la-Chapelle, accéda avec le titre de Duc au trône de Parme-Plaisance et Guastalla, et donna naissance à

la branche des Bourbon-Parme ; que ses ascendants continuèrent à régner jusqu'en 1802 sur le Duché de Parme dont le souverain devint à cette époque roi d'Étrurie, puis, avoir été dépossédé en 1807, se vit attribuer en 1815 le duché de Lucques et fut rétabli sur le trône de Parme en 1847 ; que son fils, le duc Robert de Parme, père des parties au procès actuel, qui lui avait succédé en 1847, fut à son tour dépossédé de ses États en 1859 et se retira d'abord en Suisse, puis en Autriche, où il établit et conserva son domicile jusqu'à sa mort ;

Attendu que quelque minime que put être l'étendue du territoire du duché de Parme, il n'en était pas moins un État souverain, comme l'étaient à cette époque et comme le sont encore de nos jours, en Europe, quelques États n'ayant pas plus d'importance ; que, par application de la règle *jus soli*, Philippe de Bourbon-Parme et ses descendants devraient être considérés comme ayant acquis la nationalité parmesane ; mais attendu que le duc Robert de Parme a en tout cas perdu cette nationalité, lorsqu'en 1859, l'État dont il était le souverain a disparu et que les territoires le composant ont été annexés à l'Italie ; qu'à cette époque, en effet, tous les sujets de Parme sont devenus Italiens, mais à l'exception toutefois du souverain et de sa famille auxquels cette mesure n'a pas été appliquée, en sorte que Robert de Bourbon-Parme s'est trouvé à partir de ce moment sans nationalité, qu'il n'est pas justifié au procès actuel qu'il ait acquis ni que ses enfants, à l'époque où a eu lieu le partage, aient acquis une nationalité quelconque ;

Attendu qu'on est aussi amené à constater que ceux-ci n'ont pas de nationalité juridiquement établie, pas plus que leur père n'en avait ; qu'on doit, par suite, décider qu'ils sont de nationalité incertaine et même sans nationalité (*heimatlos*) ;

Attendu qu'en l'espèce, tous les héritiers du duc Robert de Parme sont, au regard de la loi française, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué de nationalité incertaine et même sans nationalité (*heimatlos*) ;

Attendu que dans le cas où les successions n'ont pas de nationalité certaine, comme cela est pour les demandeurs et intervenants au procès, c'est la loi de leur domicile et même de

leur résidence qui régit leur statut personnel et qui doit être appliquée pour fixer leur capacité notamment en matière de partage ;

.....

Tribunal civil de la Seine (1^{re} Ch.)

Audience du 28 décembre 1928

JUGEMENT

Le Tribunal,

Attendu que Reis avait assigné la Dame Veuve Sartorius et ses fils devant le Tribunal de commerce de Roubaix pour s'entendre condamner à lui payer une somme de 960 livres sterlings 10 shillings 9 pences pour commissions se rapportant à des affaires traitées pour lui en Angleterre au cours des années 1914-1915 dans l'intérêt des défendeurs, en accomplissement d'un contrat de représentation intervenu, antérieurement à la guerre, entre la maison Sartorius et lui ;

Attendu que le Tribunal de Roubaix estimant que cette demande soulevait, eu égard à la nationalité de Reis une question préjudicielle pour la solution de laquelle la juridiction commerciale était incompétente a, par jugement du 24 mars 1924, renvoyé le demandeur à se pourvoir comme de droit, que sur appel, la Cour de Douai a confirmé le jugement entrepris ;

Attendu qu'à la suite, Reis par exploit du 4 février 1925, a assigné en même temps que les consorts Sartorius, M. le Procureur de la République près le Tribunal de la Seine, seul qualifié pour se prononcer sur la nationalité du demandeur et l'Office des Biens et Intérêts privés entre les mains duquel, obtempérant à sa réclamation, les consorts Sartorius ont, le 17 août 1921, versé la somme dont ils auraient été redevables envers le demandeur ;

Attendu que la seule question dont le Tribunal civil de la Seine puisse actuellement connaître à titre d'incident à la demande en paiement dont le Tribunal de commerce de Rou-

baix est toujours saisi est celle de savoir si Reis est encore actuellement sujet allemand et, dans la négative, à quelle date il a cessé de l'être.

Attendu que, dans ses conclusions, Reis expose que, né à Nuremberg le 2 novembre 1880, il s'était expatrié d'Allemagne dès 1899 pour fixer son domicile à Londres où il n'avait cessé d'habituer depuis et qu'en aucune occasion il n'avait manifesté son intention de conserver sa nationalité d'origine ; qu'il soutient qu'en cet état, il est en droit d'invoquer les articles 13 et 21 de la loi allemande du 23 février 1870, aux termes desquels perdent la nationalité allemande les Allemands qui font un séjour prolongé pendant dix ans en pays étranger (art. 13) et les Allemands du Nord qui, ayant quitté le territoire de la Confédération, résident pendant dix ans sans interruption à l'étranger ;

Attendu que, continuant sa démonstration, Reis prétend qu'en 1921, année du versement par les consorts Sartorius des sommes litigieuses aux mains de l'Office, s'il n'avait pas encore la nationalité anglaise qu'il n'a acquise en 1924, il avait la qualité d'heimatlos ou d'apatride ; que cette qualité est licite aux termes de la jurisprudence de la Cour de cassation ; qu'elle ne saurait se confondre avec celle de ressortiment ennemi ; qu'il conclut en déniaut à l'Office des biens, le droit de recevoir lesdites sommes litigieuses et en refusant à ce versement un caractère libératoire quelconque ;

Attendu qu'il est incontestable que Reis pendant sa minorité était Allemand comme ayant participé de plein droit à la naturalisation germanique conférée à son père en 1899 ; qu'il est non moins incontestable que, lorsqu'il vint s'installer en Angleterre cette même année, il était encore mineur aux termes de la loi allemande du 17 février 1875 fixant la majorité à 21 ans ; que, né le 2 novembre 1880, il n'est donc devenu maître de ses droits que le 2 novembre 1901 ; qu'en vertu d'une jurisprudence certaine le délai de dix ans nécessaire pour perdre la nationalité allemande ne court pas à l'égard du mineur expatrié du jour de son expatriation, mais du jour de sa majorité ;

Attendu que, pour pouvoir aujourd'hui bénéficier d'une autre nationalité ou seulement pour pouvoir établir qu'en 1921,

il était apatride, Reis se trouve conformément d'ailleurs à une jurisprudence certaine, tant française qu'allemande, dans l'obligation de prouver qu'il a perdu la nationalité allemande depuis le 2 novembre 1901, cette perte de sa nationalité d'origine devant avoir pour conséquence l'impossibilité pour lui d'être considéré comme ressortissant ennemi en 1921, ni à plus forte raison dès l'ouverture des hostilités ;

Attendu qu'aux termes de l'article 21 de la loi allemande du 1^{er} juin 1870, le délai de dix ans est interrompu par l'inscription sur le registre matricule d'un consulat fédéral ; qu'il ne recommence à courir que le jour qui suit la radiation sur le registre matricule ;

Attendu que, de l'aveu même de Reis, il résulte que, dès son établissement à Londres, il s'est fait inscrire au Consulat allemand de cette ville et qu'en 1901, il se présenta au consulat pour y subir la visite d'aptitude au service militaire allemand pour lequel d'ailleurs il a été déclaré inapte ;

Attendu que Reis soutient que cette dernière comparution ne saurait être assimilée à l'inscription volontaire sur les registres dudit consulat telle qu'elle est visée par l'article 21 de la loi de 1870 ;

Mais attendu que Reis n'établit pas que son inscription sur le registre militaire du consulat fut une formalité obligatoire ; que s'il s'est présenté à la visite d'aptitude, ce fut, sans nul doute, dans le but de ne pas être inquiété par les autorités allemandes lors des voyages qu'il se proposait de faire plus tard en Allemagne ; qu'en admettant même qu'il ait été invité ou obligé par le consulat d'avoir à satisfaire à ses obligations militaires, on est fondé de penser que la convocation qu'il avait reçue présupposait son inscription volontaire, celle-là sur le registre matricule, auquel cas il devait justifier du jour de sa radiation puisque de cette radiation seulement commence à courir le délai de dix ans nécessaire pour la perte de la naturalisation allemande ;

Attendu, en second lieu, que le délai de dénationalisation doit s'être écoulé sans interruption ; qu'il appert des renseignements versés au dossier contre lesquels, du reste, le demandeur ne s'élève pas ; que celui-ci est retourné à diverses reprises

en Allemagne, à Nuremberg ou ailleurs, notamment dans le cours du mois de décembre 1910 et dans le cours du mois de septembre 1912 ;

Attendu que Reis prétend, il est vrai, que les brèves excursions qu'il fit dans sa patrie d'origine étaient commandées par des raisons de famille et que les jurisprudences française et allemande ne tiennent pas ces retours accidentels en Allemagne comme susceptibles d'interrompre la dénationalisation ;

Mais attendu que plusieurs arrêts, tant de la Cour de Paris que des Cours et des Tribunaux de province ont décidé, contrairement à la prétention du demandeur, qu'un seul voyage en Allemagne suffisait pour empêcher que se produisent les conséquences d'un séjour ininterrompu de dix ans à l'étranger ;

Attendu que cette jurisprudence est non seulement fondée sur le texte même de la loi allemande, employant certainement à dessein, les mots « sans interruption » mais encore sur la jurisprudence correspondante des tribunaux allemands qui s'est toujours efforcée de conserver à ses nationaux d'une façon ouverte ou occulte leur nationalité étrangère originaire même en acquérant une nationalité étrangère ;

Attendu que la jurisprudence allemande est d'accord sur ce point avec la doctrine et la pratique administrative ; que la doctrine enseigne qu'il ne saurait être question de résidence ininterrompue à l'étranger du moment que l'intéressé serait revenu même passagèrement dans sa patrie, quel que fut le motif de son voyage : affaires, visite à des parents et même séjour aux eaux ; qu'un décret du Ministre de l'Intérieur, en date du 27 août 1903, a décidé qu'à partir du moment de l'interruption du délai de dix ans par la visite au pays, un nouveau délai commence à courir qui lui-même est interrompu de même par tout retour temporaire dans la patrie ;

Attendu qu'à ces différents motifs, il faut ajouter ce fait que, du mois de juin 1915 au mois d'août 1919, Reis a été interné en Angleterre comme sujet allemand ; qu'il fait remarquer, il est vrai, qu'aux termes de la loi anglaise du 4 août 1914, la nationalité anglaise ne pouvant lui être conférée qu'à la condition qu'il fut soit étranger, soit heimatlos ; que le certificat de naturalisation à lui conféré par le « Home

Office », le 18 décembre 1924, indique sous la rubrique « Renseignements relatifs au bénéficiaire » que celui-ci n'avait pas de nationalité ; que la réalité de cette affirmation apportée par Reis lui-même n'a sans doute pas été contrôlée par les autorités anglaises qui n'auraient pas accordé la naturalisation à un individu interné pendant toute la durée de la guerre comme sujet allemand ;

Attendu que des motifs et considérations qui précèdent, il résulte que Reis était certainement sujet allemand au début des hostilités, date où il convient de se placer pour apprécier si la mesure prise par l'Office des Biens et Intérêts privés en 1921, en séquestrant les sommes qu'il possédait en France a été licite et valable ; qu'en admettant qu'il ait pu valablement ou non solliciter en 1924 son admission à la nationalité anglaise, il a été jusqu'alors sujet allemand et que le contraire n'est nullement établi ;

Par ces motifs,

Dit et juge que Reis ne rapporte pas la preuve qu'il ait cessé d'être sujet allemand avant la date de sa naturalisation britannique le 18 décembre 1924 ;

Le déboute de toutes ses demandes, fins et conclusions et le condamne en tous les dépens.

Tribunal civil de la Seine (2^e Ch.), 7 mars 1929

(Gazette du Palais, 12 juin 1929).

JUGEMENT

Le Tribunal,

Attendu que la Dame Nathalie Kousnetzoff, veuve en premières nocés de Basile Cheremeteff et épouse, en secondes nocés, de Grégoire Beck-Marmatcheff, est décédée en son domicile à Paris, 12, rue Marbeau, le 13 octobre 1924, laissant comme héritiers sa fille, la Demoiselle Anne Cheremeteff, issue de son premier mariage, et son mari, le sieur Beck-Marmatcheff ;

Attendu que celui-ci a assigné, le 2 mars 1928, devant ce

tribunal, la Demoiselle Cheremeteff, demeurant à Moscou, afin qu'il soit procédé à la liquidation et au partage de la succession de la Dame Beck-Marmatcheff ; qu'il prétend qu'en raison de la nationalité russe de la *de cujus*, ce partage doit être fait conformément à la loi russe et que, par suite, la succession mobilière doit être attribuée par parts égales à la Demoiselle Cheremeteff et à lui-même, réserve faite des meubles meublants qui reviendraient en totalité au conjoint survivant ; que la Demoiselle Cheremeteff se borne à déclarer non recevable et mal fondée cette demande en partage ;

Attendu que David, nommé administrateur provisoire de la succession par ordonnance de M. le Président du Tribunal de la Seine, a été assigné aussi par Beck-Marmatcheff, le 7 mai 1928, afin que le jugement soit rendu commun avec lui ; que David, ès qualité, déclare s'en rapporter à justice ;

Attendu, tout d'abord, que la Dame Beck-Marmatcheff avait depuis plusieurs années son domicile de fait à Paris, ayant quitté la Russie après la révolution russe pour se fixer à Paris ; qu'il s'ensuit que le Tribunal de la Seine, étant celui du lieu d'ouverture de la succession, est compétent, aux termes de l'article 59, C. proc. civ., pour statuer sur la demande en partage introduite par Beck-Marmatcheff ;

Attendu que celui-ci, pour justifier que la succession doit être régie par la loi russe, soutient que, d'après la règle du droit international privé français, la dévolution d'une succession mobilière doit être réglée suivant la loi du domicile du *de cujus* et que, en l'espèce, d'une part, il s'agit d'un partage purement mobilier et, d'autre part, la Dame Beck-Marmatcheff, de nationalité russe, n'ayant pas été admise à domicile en France, doit être réputée avoir un domicile dans son pays d'origine ;

Mais attendu qu'il s'agit au préalable de savoir quelle était la nationalité de la Dame Beck-Marmatcheff à l'époque de son décès ;

Attendu que le Gouvernement Français ayant, le 28 octobre 1924, notifié au Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques qu'il le reconnaissait *de jure*, c'est à la loi de l'U. R. S. S. qu'il convient de se référer pour déterminer

la nationalité de la Dame Beck-Marmatcheff, même si cette loi est antérieure au 28 octobre 1924, la reconnaissance *de jure* par le Gouvernement Français ayant un effet rétroactif ;

Attendu qu'il n'en serait autrement que si les mesures de dénationalisation édictées par le Gouvernement des Soviets étaient contraires à l'ordre public français ; mais qu'elles y sont étrangères ;

Attendu qu'à la date du décès de la Dame Beck-Marmatcheff, le droit soviétique en matière de nationalité était régi par le décret du Comité exécutif pan-russe du 15 décembre 1921 ; qu'aux termes du premier article, § b, de ce décret, étaient notamment privées des droits de citoyen russe les personnes parties de la Russie après le 7 novembre 1917 sans l'autorisation des autorités soviétiques ;

Attendu que la Dame Beck-Marmatcheff rentre dans la catégorie des personnes visées par ce paragraphe, comme ayant habité Moscou en 1917 et 1918 sans qu'il soit établi qu'elle soit partie avec l'autorisation des autorités soviétiques ; qu'il ressort, au contraire, des renseignements fournis par la Préfecture de Police que la Dame Beck-Marmatcheff a souscrit dans les bureaux de la Préfecture, le 25 mars 1920, une demande de carte d'identité à l'appui de laquelle elle a fourni un passeport russe délivré par le comité russe à Berlin le 18 février 1920, sans représenter aucune pièce émanant des autorités soviétiques ;

Attendu qu'il résulte même, d'après le dossier constitué à la Chancellerie, lorsque le sieur Marmatcheff introduisit, le 22 février 1922, une demande d'admission à domicile, demande ajournée par décision du 16 juin 1922 et devenue sans intérêt depuis la loi du 10 août 1927 ayant supprimé l'admission à domicile, que le sieur Beck-Marmatcheff, officier sous le régime tsariste, aurait été emprisonné à Moscou avec sa femme sur l'ordre des autorités bolchevistes et que tous deux étant parvenus à s'évader auraient été ensuite capturés à Kieff par les troupes allemandes et dirigés sur l'Allemagne ;

Attendu qu'il s'ensuit qu'en vertu du premier article, § b, du décret russe du 15 décembre 1921, la Dame Beck-Marmatcheff doit être considérée comme déchue de plein droit

de la nationalité russe, l'article 2 de ce décret lui permettant seulement d'adresser, avant le 1^{er} juin 1922, au Comité exécutif central pan-russe, par l'intermédiaire du représentant le plus proche, une demande de réintégration dans ses droits, ce dont il n'est pas justifié et ce qui n'est même pas allégué ;

Attendu que cependant un certificat de coutume délivré par Pouchkine, conseil juridique du Consulat général de l'U. R. S. S., atteste que la Dame Beck-Marmatcheff est restée citoyenne soviétique jusqu'à sa mort ;

Mais attendu que ce certificat a été délivré à la suite d'une déclaration inexacte faite à ce conseil juridique, qui mentionne lui-même que la Dame Beck-Marmatcheff lui a été représentée comme étant partie de Moscou à l'étranger de sa propre volonté et avec la permission des autorités soviétiques ; que la situation étant toute différente, le certificat de coutume délivré dans ces conditions n'a aucune valeur ;

Attendu que la Dame Beck-Marmatcheff ayant donc perdu sa nationalité russe à l'époque de son décès, sa succession mobilière doit être régie par la loi de son domicile de fait qui est la loi française ;

Par ces motifs,

Donne acte à Beck-Marmatcheff de ce qu'il déclare accepter purement et simplement la succession de la Dame Beck-Marmatcheff, son épouse ;

Dit que aux requête, poursuites et diligence de Beck-Marmatcheff, en présence de la Demoiselle Cheremetteff où elle dûment appelée, il sera, par Trimoulet, notaire à Paris, que le Tribunal commet à cet effet, procédé aux opérations de compte, liquidation et partage de la succession de la Dame Beck-Marmatcheff ;

Dit que celle-ci étant décédée sans nationalité, sa succession mobilière est régie par la loi française qui est la loi de son domicile de fait ;

Déclare Beck-Marmatcheff mal fondé dans ses conclusions contraires ; l'en déboute ;

Déclare le présent jugement commun avec David, administrateur-séquestre provisoire de la succession ;

Dit et ordonne que David, ès qualité, devra remettre entre

les mains de Trimoulet, notaire, le compte des opérations par lui effectuées et les sommes, titres et valeurs revenant à la succession ;

Dit que les dépens seront employés en frais privilégiés de compte, liquidation, partage et licitation.

Tribunal civil de la Seine (3^e Section), 4 novembre 1930

(Gazette du Palais, 1930, p. 829).

CLOT C. SCHPOLIANSKY

JUGEMENT

Le Tribunal,

Attendu que Clot, propriétaire de l'immeuble sis à Paris, 50, rue Spontini, s'oppose à la prorogation demandée par son locataire Schpoliansky ;

Attendu que, par acte sous-seings privés du 30 septembre 1925, l'appartement litigieux, sis au premier étage sur entresol, avait été donné à bail audit Schpoliansky pour 4 ans et 3 mois, moyennant un loyer annuel de 14.000 francs, plus les charges et le chauffage ; que ce bail finissait le 1^{er} janvier 1930 ; qu'au 1^{er} août 1914 la valeur locative était de 6.000 francs en principal, plus les charges, soit 7.000 francs au total ;

Attendu qu'à l'expiration du contrat, le locataire fut laissé dans les lieux loués, mais que, par exploit du 27 février 1930, sommation de déguerpir fut notifiée à Schpoliansky, motif pris de ce qu'à cause de sa nationalité étrangère, il ne pouvait se prévaloir d'aucune disposition des lois sur les loyers ;

Attendu que, par exploit du 3 avril 1930, le locataire protesta contre cette sommation, en déclarant qu'il était réfugié russe et qu'à ce titre, il estimait être en droit de se prévaloir des lois du 1^{er} avril 1926 et du 29 juin 1929 ; que le 15 avril 1930, Clot refusa cependant de recevoir son terme de loyer ;

Attendu que Jacques Schpoliansky, industriel, est né à Elizabethgrad, province de Kherson (Russie), le 23 janvier 1879 ;

que, chassé de son pays par l'insurrection bolcheviste et les désordres qui l'ont suivie, il a dû se réfugier en France, où il a obtenu de la Préfecture de Police le certificat d'identité n° 1161, qu'il verse aux débets ; qu'il invoque aujourd'hui devant le Tribunal l'arrangement signé à Genève le 30 juin 1928 entre les délégués de dix puissances, dont la France et la Belgique ;

Attendu, en effet, que pour mettre fin à la situation inextricable que subissaient les réfugiés russes et arméniens, auxquels la Russie soviétique et le Gouvernement kémaliste refusaient systématiquement toutes pièces d'identité, toutes copies d'actes et toutes expéditions de jugements, de façon à les mettre dans l'impossibilité d'exercer leurs droits civils, une Conférence intergouvernementale s'est réunie sous l'égide de la Société des Nations le 28 juin 1928 ; qu'elle avait pour but d'étudier les questions touchant au statut juridique des réfugiés et de proposer des mesures propres à améliorer le régime qui leur était appliqué ;

Attendu qu'elle a abouti à l'Arrangement international du 30 juin 1928 ;

Attendu qu'à la date du 11 janvier 1930, un décret signé par le Président de la République et contresigné par le Président du Conseil, le Ministre des Affaires Étrangères, le Garde des Sceaux, le Ministre des Finances et celui des Colonies, a prescrit que ledit arrangement serait inséré au *Journal Officiel* et mis en vigueur le 1^{er} février 1930, dans toute la mesure compatible avec les lois et règlements ;

Attendu que Schpoliansky invoque l'article 4 dudit arrangement, lequel est ainsi conçu : « Il est recommandé que la jouissance de certains droits et le bénéfice de certaines faveurs accordés aux étrangers sous condition de réciprocité ne soient pas refusés aux réfugiés russes et arméniens faute de réciprocité » ;

Attendu, cependant, que Clot soutient que ce texte est inopérant ; qu'un décret ne peut intervenir que pour assurer l'exécution d'une loi, et qu'aucune loi n'avait été promulguée dans la circonstance ;

Mais attendu qu'aux termes de l'article 8, § 1^{er}, de la loi

constitutionnelle du 18 juillet 1875, le Président de la République négocie et ratifie les traités ; que, sans doute, aux termes du § 3 du même article, les traités de paix, de commerce, les traités qui engagent les finances de l'État, ceux qui sont relatifs à l'état des personnes et au droit de propriété des Français à l'étranger ne sont définitifs qu'après avoir été votés par les deux Chambres ; mais que l'arrangement du 30 juin 1928 ne présente aucun de ces caractères ; qu'il s'agit, en l'espèce, non de statuer sur l'état civil de Schpoliansky, mais de savoir si cet étranger (naturalisé d'ailleurs depuis, mais après le congé) pourra bénéficier ou non de la réciprocité des conventions diplomatiques visées par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 1^{er} avril 1926 ;

Et attendu, d'autre part, que l'arrangement du 30 juin 1930, signé par les représentants de dix nations, est incontestablement, quel que soit le terme dont on le désigne, une convention diplomatique ;

Attendu, enfin, que ce texte est clair ; qu'il recommande aux autorités et par conséquent aux tribunaux de ne pas refuser aux réfugiés russes et arméniens certains droits accordés aux étrangers sous condition de réciprocité, ce qui comprend implicitement le droit de prorogation ; que refuser de l'appliquer à un réfugié russe, innocente victime des événements, serait prendre le contre-pied de la pensée d'humanité qui a guidé les négociateurs de la convention et le Chef de l'État lui-même ; que dès lors, la demande de prorogation doit être accueillie, en tenant compte de la valeur locative de base, laquelle était de 6.000 francs en dehors des charges ;

Par ces motifs,

Vu la Convention diplomatique du 30 juin 1928, relative aux réfugiés russes et arméniens, ensemble le décret du 11 janvier 1930, qui l'a mise en vigueur à partir du 1^{er} février suivant ;

Dit que Jacques Schpoliansky, réfugié russe, bénéficiera, à partir du 1^{er} avril 1930, d'une prorogation jusqu'au 1^{er} juillet 1932, moyennant l'élévation de son loyer à 15.000 francs en principal, plus les charges et le chauffage au prorata du loyer, sur les justifications du propriétaire ;

Le tout sous réserve des majorations ultérieures prévues par la loi ;

Et condamne Clot aux dépens.

M. Jouet, rapp. — M^{es} Boucheron, avocat et Bourgeois, avoué.

Cour d'appel de Grenoble (1^{re} Ch.), 18 janvier 1932

(Recueil Hebdomadaire Dalloz, 1932, p. 110).

ÉPOUX LÉVINE C. ÉTABLISSEMENTS GRAMMONT ET COMPAGNIE
D'ASSURANCES LA PRÉSERVATRICE

ARRÊT

La Cour,

Attendu que le 19 mars 1929, Lévine (Moïse) travaillant au service des Établissements Grammont, usine de Charvieu (Isère), a été victime d'un accident qui amena sa mort le lendemain ; que les époux Lévine (Aisik), concierges de l'Asile de la Société hospitalière de secours Hachnasati-Orchim, à Marseille, père et mère du défunt, ont alors assigné les Établissements Grammont en paiement de la rente d'ascendants prévue par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ; que, par jugement du 24 juillet 1930, le Tribunal de Vienne, estimant que les demandeurs n'avaient pas établi avoir été à la charge de leur fils au moment de l'accident, les a déboutés de leur action ; que les époux Lévine ont régulièrement relevé appel de cette décision ;

Attendu que les Établissements Grammont opposent à la demande des appelants une fin de non-recevoir basée sur ce fait que si bien les mariés Lévine, réfugiés russes, étaient à Marseille, depuis janvier 1928, ils auraient quitté cette ville le 24 octobre 1928, pour n'y revenir que le 1^{er} octobre 1929 ; qu'en mars 1929, ils se trouvaient à Beyrouth, et qu'ainsi ne résidant pas sur le territoire français au moment de l'accident, ils n'ont droit à aucune indemnité, aux termes de l'avant-dernier paragraphe dudit article 3 ;

Attendu que, sans qu'il y ait même à se demander si ce n'est pas encore résider sur le territoire français qu'habiter la ville de Beyrouth et le territoire syrien placé sous le mandat de la France, il suffit de constater que lorsqu'ils sont partis de Marseille, en octobre 1928, pour faire un voyage en Palestine, les époux Lévine n'ont nullement quitté la France sans esprit de retour ; qu'en effet leur passeport mentionne expressément qu'il s'agissait d'un voyage « aller et retour » ; qu'un déplacement à l'étranger dans de telles conditions n'implique pas une cessation de résidence en France, dans le sens de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu au surplus que, voulût-on même considérer que les époux Lévine ne résidaient pas sur le territoire français au moment de l'accident mortel survenu à leur fils, ils n'en seraient pas moins en droit de demander la rente d'ascendant en vertu du paragraphe final de l'article 3, aux termes duquel « les dispositions des trois alinéas précédents pourront, toutefois, être modifiées par traités dans la limite des indemnités prévues au présent article, pour les étrangers dont les pays d'origine garantissaient à nos nationaux des avantages équivalents » ; qu'en effet, les époux Lévine sont des réfugiés russes, ne ressortissant pas de l'U. R. S. S. et devenus « apatrides » au point de vue du droit international ; que la situation de ces malheureux a toujours été considérée en France avec une particulière bienveillance ; que déjà, par une circulaire du 27 juin 1927, adressée aux directeurs départementaux, le Conseiller d'État, directeur général des Contributions directes et de l'Enregistrement, faisait connaître que « à la suite d'une intervention de son collègue des Affaires Étrangères, le Ministre a décidé que les dispositions de l'article 44 de la loi du 22 mars 1924 (art. 104 des lois codifiées), qui excluent du bénéfice des atténuations d'impôts accordées pour charges de famille, les contribuables étrangers auxquels ces avantages ne sont pas assurés par un traité de réciprocité, ne doivent pas être appliqués aux réfugiés russes devenus « apatrides ». Ces réfugiés devront, en conséquence, être admis à bénéficier, en raison de leur situation et de leurs charges de famille, des mêmes déductions et réductions que les contribuables français... » ; que

depuis lors, est intervenu le 30 juin 1928, devant la Société des Nations, un arrangement relatif au statut juridique des réfugiés russes et arméniens qui a été signé notamment par la France, et qui, en suite de l'insertion qui en a été faite au *Journal Officiel* du 17 janvier 1930, a été mis en vigueur le 1^{er} février 1930 ; qu'aux termes du § 4 de cet arrangement : « Il est recommandé que la jouissance de certains droits et le bénéfice de certaines faveurs, accordées aux étrangers sous conditions de réciprocité, ne soient pas refusés aux réfugiés russes et arméniens, faute de réciprocité » ; qu'ainsi donc l'exception d'irrecevabilité ne saurait être retenue, à la fois parce qu'en droit les époux Lévine n'ont jamais cessé de résider sur le territoire français et qu'au surplus, en leur qualité de réfugiés russes et d'apatrides, ils n'ont même pas à justifier de leur résidence en France au moment du décès de leur fils pour être en droit de réclamer la rente d'ascendants ;

Mais, au fond, attendu que les certificats qu'ils produisent n'établissent pas suffisamment qu'au moment de l'accident, ils étaient à la charge de leur fils ; qu'il convient, à cet égard, de faire droit à leur demande de preuve, qui est pertinente et admissible ;

Par ces motifs,

Avant dire droit au fond ;

Autorise les époux Lévine à établir par tous moyens de preuve et notamment par témoins, qu'ils étaient à la charge de leur fils Moïse, décédé, lequel leur envoyait régulièrement des subsides ;

Réserve la preuve contraire....

Du 18 janvier 1932. C. de Grenoble, 1^{re} Ch. — MM. Dumolard, prés. ; Sarrailh, av. gén. — M^{re} Magnier (du Barreau de Marseille) et Giroud, avocats.

TEXTES CITÉS

Loi du 27 juillet 1930 « Journal officiel » 3 août 1930

LOI PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE A LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE, CONCLUE A PARIS LE 12 SEPTEMBRE 1928 ENTRE LA FRANCE ET LA BELGIQUE.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Président de la République est autorisé à ratifier et, s'il y a lieu, à faire exécuter la convention conclue le 12 septembre 1928, entre la France et la Belgique, et dont le texte demeure annexé à la présente loi.

ART. 2. — Les femmes qui, avant la mise en vigueur de la présente convention, ont perdu la qualité de Française par suite de leur mariage avec un Belge, peuvent être, sans condition de résidence en France, réintégrées, par décret, dans cette qualité, conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi du 10 août 1927, si, toutefois, elles ont perdu, au regard de la législation belge, la nationalité de leur mari.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Rambouillet, le 27 juillet 1930.

GASTON DOUMERGUE.

Protocole spécial relatif à l'apatridie

LES PLÉNIPOTENTIAIRES SOUSSIGNÉS, au nom de leurs Gouvernements respectifs,

Dans le but de régler certains rapports des apatrides avec l'Etat dont ils ont eu en dernier lieu la nationalité,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Si un individu, après être entré en pays étranger, a perdu sa nationalité sans en acquérir une autre, l'Etat dont il possédait en dernier lieu la nationalité est tenu de le recevoir, à la demande du pays de séjour,

1) si cet individu est dans un état d'indigence permanent par suite d'une maladie incurable ou pour toute autre cause ; ou

2) si cet individu a subi, dans le pays de séjour, une condamnation à une peine d'au moins un mois d'emprisonnement, qu'il a accomplie ou dont il a obtenu remise totale ou partielle.

Dans le premier cas, l'Etat dont cet individu possédait en dernier lieu la nationalité pourra refuser de le recevoir en s'engageant à pourvoir aux frais d'assistance dans le pays de séjour à partir du trentième jour à compter de la demande. Dans le second cas, les frais de transport seront à la charge du pays qui formule la demande de renvoi.

ART. 2. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur du présent Protocole, les principes et règles insérés à l'article ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie actuellement du droit international.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions de l'article ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

ART. 3. — Rien dans le présent Protocole ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

ART. 4. — En signant ou ratifiant le présent Protocole ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 et 5 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie Contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie Contractante.

ART. 5. — S'il s'élève entre les Hautes Parties Contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les Parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 6. — Le Présent Protocole pourra être signé, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre, invité à la première Conférence de Codification ou auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire dudit Protocole.

ART. 7. — Le Présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 6, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

ART. 8. — A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre visé à l'article 6, au

nom duquel le Protocole n'a pas été signé à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un Acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les États non Membres visés à l'article 6, en indiquant la date à laquelle l'Acte d'adhésion a été déposé.

ART. 9. — Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout État non Membre visés à l'article 6, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 10. — Le présent Protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du procès-verbal visé à l'article 9 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des États non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou États non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, le Protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

ART. 11. — A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout État non Membre à l'égard duquel le présent Protocole est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations une demande tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de ce Protocole. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou États non Membres à l'égard desquels le Protocole est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des États non Membres visés à l'article 6, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette revision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'en cas de revision du présent Protocole, l'Accord nouveau pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties au présent Protocole de toutes les dispositions de celui-ci ou de certaines d'entre elles.

ART. 12. — Le présent Protocole peut être dénoncé.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres et aux Etats non Membres visés à l'article 6.

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'Etat non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

ART. 13. — 1^o Chacune des Hautes Parties Contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation du présent Protocole. Elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le présent Protocole ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2^o Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'Elle entend rendre le présent Protocole applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe précédent. Dans ce cas, le Protocole s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3^o De même, chacune des Hautes Parties Contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'Elle entend voir cesser l'application du présent Protocole à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le Protocole

cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4^o Chacune des Hautes Parties Contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 4 du présent Protocole en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5^o Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 6 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

ART. 14. — Le présent Protocole sera enregistré par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

ART. 15 — Les textes français et anglais du présent Protocole font également foi.

Fait à La Haye, le 12 avril 1930.

Protocole relatif à un cas d'apatridie.

LES PLÉNIPOTENTIAIRES SOUSSIGNÉS, au nom de leurs Gouvernements respectifs,

Dans le but d'empêcher l'apatridie dans un cas particulier,
Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER. — Dans un Etat où la nationalité n'est pas attribuée du seul fait de la naissance sur le territoire, l'individu qui y est né d'une mère ayant la nationalité de cet Etat et d'un père sans nationalité ou de nationalité inconnue, a la nationalité dudit pays.

ART. 2. — Les Hautes Parties Contractantes conviennent d'appliquer, dans leurs relations mutuelles, à partir de la mise en vigueur du présent Protocole, les principes et règles insérés à l'article ci-dessus.

L'insertion de ces principes et règles ne préjuge en rien la question de savoir si lesdits principes et règles font ou non partie du droit international.

Il est en outre entendu qu'en ce qui concerne tout point qui ne fait pas l'objet d'une des dispositions de l'article ci-dessus, les principes et règles du droit international demeurent en vigueur.

ART. 3. — Rien dans le présent Protocole ne portera atteinte aux dispositions des traités, conventions ou accords en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes relatifs à la nationalité ou à des questions s'y rattachant.

ART. 4. — En signant ou ratifiant le présent Protocole ou en y adhérant, chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exclure de son acceptation telle ou telle des dispositions des articles 1 à 5 au moyen de réserves expresses.

Les dispositions ainsi exclues ne pourront être opposées à la Partie Contractante ayant formulé de telles réserves ni invoquées par elle contre une autre Partie Contractante.

ART. 5. — S'il s'élève entre les Hautes Parties Contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions, en vigueur entre les Parties, concernant le règlement des différends internationaux.

Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les Parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire, en se conformant aux lois constitutionnelles de chacune d'elles. A défaut d'accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes Parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif à ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes Parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, relative au règlement pacifique des conflits internationaux.

ART. 6. — Le présent Protocole pourra être signé, jusqu'au 31 décembre 1930, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non Membre, invité à la première Conférence de Codification ou auquel le Conseil de la Société des

Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire dudit Protocole.

ART. 7. — Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications seront déposées au Secrétariat de la Société des Nations.

Le Secrétaire général donnera connaissance de chaque dépôt aux Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 6, en indiquant la date à laquelle ce dépôt a été effectué.

ART. 8. — A partir du 1^{er} janvier 1931, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre visé à l'article 6, au nom duquel le Protocole n'a pas été signé à cette date, sera admis à y adhérer.

Son adhésion fera l'objet d'un Acte déposé au Secrétariat de la Société des Nations. Le Secrétaire général notifiera chaque adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres visés à l'article 6, en indiquant la date à laquelle l'Acte d'adhésion a été déposé.

ART. 9. — Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que des ratifications ou des adhésions auront été déposées au nom de dix Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres.

Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non Membre visé à l'article 6, par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 10. — Le présent Protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du procès-verbal visé à l'article 9 à l'égard des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou adhésions auront été déposées à la suite de ce procès-verbal.

A l'égard de chacun des Membres ou Etats non Membres au nom desquels des ratifications ou des adhésions seront ultérieurement déposées, le Protocole entrera en vigueur le 90^e jour après la date du dépôt de sa ratification ou de son adhésion.

ART. 11. — A partir du 1^{er} janvier 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non Membre à l'égard duquel le présent Protocole est à ce moment en vigueur pourra adresser au Secrétaire général de la Société des Nations une demande

tendant à la revision de certaines ou de toutes les dispositions de ce Protocole. Si une telle demande, communiquée aux autres Membres ou Etats non Membres à l'égard desquels le Protocole est à ce moment en vigueur, est appuyée dans un délai d'un an par au moins neuf d'entre eux, le Conseil de la Société des Nations décidera, après consultation des Membres et des Etats non Membres visés à l'article 6, s'il y a lieu de convoquer une conférence spéciale à cet effet, ou de mettre cette revision à l'ordre du jour d'une prochaine conférence pour la codification du droit international.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent qu'en cas de revision du présent Protocole, l'Accord nouveau pourra prévoir que son entrée en vigueur entraînera l'abrogation à l'égard de toutes les Parties au présent Protocole de toutes les dispositions de celui-ci ou de certaines d'entre elles.

ART. 12. — Le présent Protocole peut être dénoncé.

Cette dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en donnera connaissance à tous les Membres et aux Etats non Membres visés à l'article 6.

Cette dénonciation ne produira effet qu'à l'égard du Membre ou de l'Etat non Membre qui l'aura notifiée et un an après la date à laquelle cette notification aura été reçue par le Secrétaire général.

ART. 13. — 1. Chacune des Hautes Parties Contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion que, par son acceptation du présent Protocole, Elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le présent Protocole ne sera pas applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration.

2. Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra ultérieurement notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'Elle entend rendre le présent Protocole applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ou de leurs populations ayant fait l'objet de la déclaration prévue au paragraphe

précédent. Dans ce cas, le Protocole s'appliquera aux territoires ou aux populations visés dans la notification six mois après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

3. De même, chacune des Hautes Parties Contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'Elle entend voir cesser l'application du présent Protocole à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou encore en ce qui concerne certaines de leurs populations ; dans ce cas, le Protocole cessera d'être applicable aux territoires ou populations faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

4. Chacune des Hautes Parties Contractantes peut faire des réserves conformément à l'article 4 du présent Protocole en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat, ou en ce qui concerne certaines de leurs populations, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou au moment de la notification prévue au paragraphe 2 du présent article.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations communiquera à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres visés à l'article 6 les déclarations et notifications reçues en vertu du présent article.

ART. 14. — Le présent Protocole sera enregistré par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations, dès sa mise en vigueur.

ART. 15. — Les textes français et anglais du présent Protocole font également foi.

INDEX DES LOIS ET DÉCRETS CITÉS

1° Lois :

- 2 mai 1790.
- Code civil, articles 8, 9, 13, 17, 19.
- 28 juillet 1824.
- 24 octobre 1832 (loi autrichienne).
- 5 juillet 1844 (art. 27 à 29).
- 9 juin 1845 (art. 11).
- 7 décembre 1849.
- 15 mars 1850 (art. 78).
- 29 juillet 1850 (art. 10) (Loi néerlandaise).
- 3 décembre 1850 (loi suisse).
- 7 février 1851 (modifiée le 16 décembre 1874).
- 17 novembre 1852 (loi espagnole).
- 15 juin 1857 (loi des Etats allemands).
- 23 juin 1857.
- 19 janvier 1869 (loi turque).
- 1^{er} juin 1870 (loi allemande).
- 25 novembre 1873.
- 26 novembre 1873.
- 16 décembre 1874.
- 12 juillet 1875 (art. 9).
- 31 juillet 1876 (loi fédérale suisse sur la naturalisation).
- 22 juin 1881 (loi fédérale américaine mise en vigueur le
- 1^{er} janvier 1882).
- 30 juin 1881 (art. 2).
- 29 juillet 1881 (art. 6).
- 21 mars 1884 (art. 4).
- 30 octobre 1886 (art. 4).

1^{er} mars 1888 (art. 1^{er}).
 21 avril 1888 (art. 6 b) (loi norvégienne).
 2 avril 1889.
 26 juin 1889.
 30 novembre 1892.
 5 juillet 1893 (assistance médicale gratuite et obligatoire).
 8 août 1893.
 1^{er} octobre 1894 (art. 7) (loi suédoise).
 18 décembre 1894 (loi hongroise).
 9 avril 1898 (art. 3).
 29 juin 1906 (art. 15, loi fédérale américaine).
 22 juillet 1913 (loi Delbrück).
 27 novembre 1914 (Trading with the Enemy Act).
 25 mars 1915.
 4 avril 1915 (art. 1^{er}, al. 1^{er}).
 7 avril 1915 (art. 1^{er}, al. 2 ; al. 1 à 4, 5).
 18 mars 1917.
 18 juin 1917 (art. 1^{er}, al. 3 et al. 5).
 21 janvier 1918 (art. 4 et 7). Loi Faillot.
 9 mars 1918.
 4 février 1919.
 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée.
 1^{er} avril 1926.
 30 juin 1926.
 22 avril 1927.
 10 août 1927 : sur la nationalité.
 29 juin 1929.
 27 juillet 1930.
 Code civil allemand (art. 29).
 Code civil belge.
 Code civil italien (art. 11).

2^o Décrets :

4 juillet 1793.
 19 janvier 1811 (art. 19). Décret impérial.
 27 avril 1848.
 5 décembre 1850 (art. 1^{er}).
 25 janvier 1876 (art. 8).

- 21 avril 1882 (art. 1 et 2).
19 août 1888.
2 octobre 1888.
13 août 1889.
27 septembre 1914 (art. 1^{er}, al. 2 et art. 2, al. 1^{er}).
7 novembre 1915.
13 avril 1916 (Italie).
20 avril 1916 (Portugal).
8 août 1916 (Italie).
29 août 1918.
28 octobre 1921.
15 décembre 1921 et 29 octobre 1924 (décrets soviétiques).
28 août 1924 (*J. O.*, 31 août 1924; *Gaz. Trib.*, 7, 8, 9 sept. 1924).
27 janvier 1925 (*Gaz. Trib.*, 20-21 février 1925, promulguant l'arrangement franco-italien du 30 juin 1924).
1^{er} avril 1926 (art. 14) et 29 juin 1929.
15 novembre 1926 (Italie).

3^o Textes divers :

- Constitution de 1791.
Acte de navigation du 21 septembre 1793.
Constitution du 24 juin 1793.
Constitution du 5 fructidor an III (art. 15).
Convention du 15 juin 1851 (Etats de la Confédération de l'Allemagne du nord).
Traités de commerce de 1860.
Senatus consulte du 14 juillet 1865.
Traités Bancroft de 1868.
Constitution fédérale suisse de 1874.
Convention sur la pêche dans la Mer du Nord du 6 mai 1882.
Convention internationale du 20 mars 1883.
Convention entre l'Allemagne et la Russie du 10 février 1894.
Convention de la Haye du 12 juin 1902.
Déclarations du Conseil fédéral des 4 septembre, 22 octobre et 26 novembre 1914 (Allemagne).
Oukase russe du 22 septembre 1914.

Circulaire du Ministre de l'Intérieur aux Préfets du 13 octobre 1914.

Circulaire du Ministre de la Justice du 14 octobre 1914.

Arrêté du Conseil des Ministres du 16 mai 1915 (Russie).

Circulaire du Ministre de la Justice du 29 février 1916 (*J. O.*, 2 mars 1916).

Traité de paix avec l'Allemagne du 28 juin 1919 (Annexe, part. III, sect. V, § 1^{er} et pp. 307 et suiv.).

Traité de Saint-Germain (art. 230 et 249).

Convention entre la République Française et le Grand-Duché de Luxembourg et décret de promulgation du 4 janvier 1923 (*J. O.*, 31 août 1924 ; *Gaz. Trib.*, 7, 8, 9 sept. 1924).

Arrangement Franco-Italien du 30 juin 1924.

Loi Turque de 1927. *Rev. Dr. International privé*, 1929, p. 409.

Arrangement international relatif au statut juridique des réfugiés russes et arméniens du 30 juin 1928.

Décret relatif aux attributions du délégué du Haut-Commissaire près la Société des Nations pour les réfugiés : 11-17 janvier 1930.

Loi du 27 juillet 1930, art. 2.

Convention concernant certaines questions relatives aux conflits de lois sur la nationalité. La Haye, 12 avril 1930.

Protocole relatif aux obligations militaires dans certains cas de double nationalité. La Haye, 12 avril 1930.

Protocole relatif à un cas d'apatridie. La Haye, 12 avril 1930.

Protocole spécial relatif à l'apatridie. La Haye, 12 avril 1930.

INDEX DES ARRÊTS CITÉS

- Cass., 2 juillet 1822.
Cass., 18 mars 1872.
Cass., 19 mars 1872.
Florence, 25 avril 1881, S. 1884. 4. 21, P. 1884. 2. 34.
Trib. civ. Seine, 23 février 1883, Clunet, 1883, p. 288.
Tribunal Fédéral, 4 juillet 1890.
Cass., 29 juillet 1890.
Trib. civ. Bourges, 12 novembre 1896, D. P. 1902. 2. 425.
Cour Paris, 30 juin 1896, Dalloz, 1897. 2. 33, et la note de
M. Fauchille.
Trib. civ. Seine, 27 juillet 1897, D. P. 97. 2. 518.
Trib. civ. Seine, 18 janvier 1902, Clunet, 1902, p. 812.
Cour de Pau, 15 juin 1903, Clunet, 1904, p. 943.
Cour Aix, 9 juillet 1903, Clunet, 1904, p. 150.
Trib. civ. Pau, 28 juillet 1904, Clunet, 1902, p. 812.
Cour de Paris, 26 juin 1906, Clunet, 1907, p. 752.
Cour de Douai, 2 mars 1907, Clunet, 1908, p. 456.
Trib. civ. Seine, 20 avril 1909, Clunet, 1910, p. 178.
Cass. req., 18 mars 1914, Dalloz, 1917. 1. 57.
Nancy, 10 juin 1914, *Gaz. Trib.*, 29 août 1915.
Ord. référés Marseille, 24 mars 1915, D. 15. 5. 6.
Nouméa, 2 juin 1915, *Journ. dr. int.*, 1917, p. 679.
Trib. civ. Seine, 13 juillet 1915, *Gaz. Trib.*, 17 septembre
1915.
Ord. référés Seine, 28 décembre 1915, *Journ. dr. int.*, 1916,
p. 610.
Rouen, 14 janvier 1916, S. 16. 2. 101.
Rouen, 19 janvier 1916, *Journ. dr. int.*, 1916, p. 990.
Trib. civ. Seine, 1^{er} février 1916, *Journ. dr. int. privé*, 1916,
p. 922.

Trib. corr. Lyon, 3 février 1916, *Journ. dr. int.*, 1916, p. 1122.

Trib. civ. Seine, 2 juin 1916, *Gaz. Palais*, 29 novembre 1916.

Ord. référés Seine, 9 mai 1916, *Journ. dr. int.*, 1916, p. 1273.

Aix, 10 juin 1916, *Journ. dr. int.*, 1917, p. 150.

Trib. civ. Seine, 20 juin 1916, *Gaz. Trib.*, 27 mai 1917.

Trib. civ. Seine, 20 juin 1916, *Gaz. Palais*, 29 novembre 1916.

* Ord. référé Seine, 24 juin 1916, *Journ. dr. int.*, 1917, p. 119.

Ord. référé Seine, 27 juin 1916, *Journ. dr. int.*, 1916, p. 1634.

Ordonnance, 30 juin 1916, *Journ. de Genève*, 26 juillet 1916.

Conseil d'Etat, 1^{er} juillet 1916.

Cour Poitiers, 16 octobre 1916, *Rec. Gaz. Trib.*, 1916. 2. 549, avec note de M. Audinet.

Trib. civ. Seine, 14 novembre 1916, *Journ. dr. int.*, 1917, p. 645.

Cour de Paris, 21 juin 1917, *Gaz. Palais*, 13 août 1917.

Trib. civ. Seine, 17 juillet 1917, *Journ. dr. int.*, 1918, p. 238.

Cour de Paris, 1^{re} Ch., 17 juillet 1917, Dame Austerweil c/ Vve Leduc Mathon et Gotlieb.

Trib. civ. Seine, 4 février 1918.

Ord. référés Seine, 12 mars 1918.

Trib. civ. Seine, 12 juillet 1919, *Journ. dr. int.*, 1919, p. 1090.

Cour de Paris, 17 juillet 1919.

Cour de Paris, 2^e Ch., 31 décembre 1919, *Rec. Gaz. Trib.*, 1920. 2. 134.

Trib. civ. Seine, 2 janvier 1920, J. P. Dalloz, 1920, 2^e partie.

Paris, 7 janvier 1920, *Gaz. Trib.*, 11-12 février 1920.

Trib. Versailles, 15 mars 1920, *Gaz. Trib.*, 29-30 juillet 1921.

Cassation, 27 avril 1920, D. 1920. 1. 49.

Cour d'Aix, 15 juillet 1920, aff. Marguiliés, *Gaz. Trib.*, 29-30 juillet 1921.

Cass. Chambres réunies, 2 février 1921, D. P., 1921. 1. 1, et note de M. Ambroise Colin (2 arrêts).

Trib. civ. Lyon, 23 juillet 1921, *Mon. Jud. Lyon*, 17 octobre 1921.

- Trib. civ. Boulogne-sur-Mer, 23 décembre 1921, *Gaz. Trib.*, 16 avril 1922, *Rec. Gaz. Trib.*, 1922. 2. 294.
- Cour de Paris, 1^{re} Ch., 28 décembre 1921, *Gaz. Trib.*, 31 janvier 1922, *Rec. Gaz. Trib.*, 1922. 2. 129.
- Cass. Req., 15 mars 1922, S. 1922. 1. 105.
- Cass., 1^{er} août 1922, *Gaz. Trib.*, 31 août 1922, *Rec. Gaz. Trib.*, 1922-1^{re}, p. 233.
- Cass. req., 24 octobre 1922, *Gaz. Palais*, 1922. 2. 706. D. 1923. 1. 179.
- Cass. req., 29 novembre 1922, *Gaz. Palais*, 1923. 1. 224.
- Paris, 7 décembre 1922, *Gaz. Palais*, 1923. 1. 224.
- Bordeaux, 6 mars 1923, D. P., 1923. 2. 94.
- Cour Paris, 7^e Ch., 27 mars 1923, *Rec. Gaz. Trib.*, 1923. 2. 299.
- Trib. civ. Seine, 8 octobre 1923.
- Trib. civ. de Saverne, 2 octobre 1923.
- Cass. Ch. civ., 24 décembre 1923, *Rec. hebd. Dalloz*, 1924, p. 82.
- Cass. Ch. civ., 9 janvier 1924, *Rec. hebd. Dalloz*, 1924, n^o 6, p. 101.
- Cour d'appel de Paris, 1^{re} Ch., 12 mars 1924, *Rec. hebd. Dalloz*, 1924, p. 419.
- Cour d'appel de Paris, 4 avril 1924, *Gaz. Trib.*, 28, 29, 30 septembre 1924.
- Trib. civ. du Havre, 11 mai 1924, *Gaz. Trib.*, 17 et 18 novembre 1924.
- Trib. civ. de Versailles, 15 mai 1924, *Gaz. Trib.*, 8, 9 octobre 1924.
- Cour d'appel de Paris, 15 mai 1924, *Gaz. Trib.*, 10 et 11 septembre 1924.
- Conseil d'Etat, 16 mai 1924, Clunet, 1925, p. 709.
- Cour d'appel de Paris, 1^{re} Ch., 17 octobre 1924, *Gaz. Trib.*, 23 novembre 1924.
- Cour d'appel de Paris, 23 octobre 1924, *Gaz. Trib.*, 24 et 25 décembre 1924 (arrêt Phillips).
- Cass. Ch. des requêtes, 18 novembre 1924, *Gaz. Palais*, 1^{er} et 2 janvier 1925 (arrêts Miele).

Cour d'appel de Colmar, 26 novembre 1924, *Gaz. Trib.*, 8 février 1925.

Cour d'appel de Paris, 20 mars 1925, *Gaz. Trib.*, 19 avril 1925. *Rec. hebdomadaire Dalloz*, 1925, p. 354.

Cour d'appel de Paris, 3 avril 1925, *Rec. hebdomadaire Dalloz*, 1925, p. 434.

Commission Supérieure de cass., 30 avril 1925, *Revue des loyers*, 1925, p. 565.

Trib. Commerce Seine, 20 mai 1925, *Gaz. Pal.*, 9 juin 1925.

Trib. civ. de Dôle, 22 mai 1925, *Rec. hebdomadaire Dalloz*, 1925, p. 461.

Cour d'appel de Paris, 30 avril 1926. *Clunet*, 1926, p. 944.

Trib. civ. de la Seine, 24 décembre 1926. *Revue de Droit International privé*, p. 97.

Cour d'appel d'Orléans, 29 février 1928. Affaire des Princes de Bourbon-Parme (non publié).

Cour Paris, 21 juin 1928, *Gaz. Trib.*, 13 décembre 1928.

Trib. civ., Seine, 22 décembre 1928, Reis (non publié).

Trib. civ. de la Seine, 7 mars 1929, *Gaz. Palais*, 12 juin 1929.

Cour Paris, 27 mars 1930. *Clunet* 1931, p. 1.108.

Trib. civ., Seine, 28 juin 1930. *Clunet* 1931, p. 1.109.

Trib. civ., Seine, 4 novembre 1930, *Gaz. Palais*, p. 828.

Cour d'appel de Grenoble, 18 janvier 1932, *Rec. hebdomadaire Dalloz*, 1932, p. 110.

Cass., 24 février 1932, *Gaz. Palais*, 14 mai 1932.

Cour cass., 13 avril 1932 (arrêt Bourbon-Parme) *Gaz. Palais*, 28 avril 1932.

Jugement du Trib. civ. de la Seine, 22 avril 1932 (non encore publié).

Vu : *Le Président*

A. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE

Vu : *Le Doyen*,

BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de l'Institut de Droit International.

AREAN. — *Acquisition et perte de la nationalité.* Alger, J. Carbonel, 1918.

ARTHUYS et SURVILLE. — *Cours élémentaire de droit international privé*, p. 151.

AUBRY et RAU. — *Traité de droit civil*, 5^e édit., t. I^{er}, p. 74.

AUDINET. — *Principes élémentaires de droit international privé*, 2^e édit.

AUDINET (E.). — Les Heimatlosen et leur condition juridique. *Journal du Droit International*, E. Clunet, 1925, p. 882.

BAHNFELD. — *La perte de la nationalité par naturalisation ou séjour à l'étranger d'après le droit allemand et le droit français en vigueur.*

BAUDRY-LACANTINERIE et FOURCADE. — *Traité de droit civil*, t. I^{er}, n^o 210 et t. I^{er}, n^o 539.

BERNE. — *Étude sur l'immigration en Argentine.*

BUNTSCHLI. — *Droit international codifié*, § 374.

CARPENTIER. — *Revue pratique de droit international privé.*

CHAMPCOMMUNAL. — La situation juridique des Russes. *Revue de Droit international privé*, 1924, n^{os} 3, 4.

CHARPILLOD (Aloys). — *L'heimatlosat en droit suisse.*

COGORDAN. — *La Nationalité*, 2^e édit.

CLUNET. — *Journal de Droit international privé.*

CLUNET. — Les Heimatlos pendant la guerre. *Rev.*, 1918, p. 1067.

DALLOZ. — *Répertoire pratique : Nationalité.*

Revue Darras, 1909.

DEMANGEAT. — *Histoire de la condition civile des étrangers en France.*

DEMEY (Julien). — Condition juridique actuelle des réfugiés russes en France. *Recueil gén. des lois, décrets et arrêtés*, 1931, p. 89.

- DEMOLOMBE. — *Cours sur le Code Napoléon* (1873), t. 1^{er}, p. 76, n^o 92.
- DESPAGNET. — *Traité de droit international privé*.
- DREYFUS (E.). — Article dans le *Journal de Droit International*, 1921, pp. 477 et 478.
- ESTOPPEY. — *La loi fédérale du 31 juillet 1876 sur la naturalisation*.
- FIGE. — *Le droit international privé*, t. 1^{er}, p. 389.
- FROMAGEOT. — *De la nationalité des individus et des sociétés* (1891).
- GIARD. — *De l'acquisition et de la perte de la qualité de Français*.
- GIDEL et BARRAULT. — *Le Traité de paix avec l'Allemagne*.
- GIRARD. — *Droit romain*, p. 99, Convention d'hospitium.
- GROUBER (A.) et TAGER (P.). — *La Révolution bolchévique et le statut juridique des Russes*. G. Godde, 1924.
- Journal de Droit International privé*, 1880, p. 156 ; 1890, p. 900.
- JOUOT (Maurice). — *De la perte de la nationalité. Thèse pour le doctorat*.
- LAINÉ. — *Bulletin de la Société de Législation comparée*, 1891-1892, p. 229.
- LAPRADELLE (A. Geouffre de) et NIBOYET (J. B.). — *Répertoire de Droit International*, en particulier les tomes VIII et IX.
- LAPRADELLE (A. Geouffre de). — *De la nationalité d'origine*, Paris, 1893.
- LAPRADELLE (A. Geouffre de) et POLITIS. — *Recueil d'arbitrage international*.
- LAURENT. — *Commentaire de la loi du 10 août 1927 sur la nationalité. Recueil général des lois, décrets et arrêtés*, 1928, p. 5.
- LAURENT. — *Droit international privé*, t. III.
- L'EBLAN. — *De l'admission à domicile et des droits qu'elle confère à l'étranger qui l'obtient*.
- LEHÉ. — *J. Clunet*, 1891, pp. 105 et suiv.
- LESUEUR et DREYFUS. — *La nationalité*.
- MARKUS (Eugène). — *La perte de la nationalité allemande par séjour à l'étranger*. Reimscheil, 1905.
- PILLET et FAUCHEVILLE. — *Revue générale de droit d'intérêt public*, 1896, p. 688.
- PILLET (A.). — *Traité pratique de droit international privé*.

- PROUDHON. — *État des personnes*, t. 1^{er}, p. 192.
- ROTERMUND (Trust). — *La perte de la nationalité*.
- ROSTWEROWSKI. — Les conflits de lois en matière de nationalité et leur solution. *Annales de l'école libre des Sciences politiques*, 1898.
- ROUSSEAU (A.). — *De la perte de la nationalité*, Paris, 1893.
- SIEBER (J.). — *La nationalité dans les relations internationales, son acquisition, sa perte*.
- STOERK (Félix). — *Les changements de nationalité et de droit des gens*.
- TAGER (P.). — *Documents législatifs de la Russie Soviétique*. G. Godde, 1925.
- TAGER. — Russes en France. *Étude de Jurisprudence française, Journal du droit international*, mars-avril 1931, juillet-octobre 1931.
- VALÉRY. — *Manuel de droit international privé*, 1914.
- VANDAMME (Eugène). — Le service militaire dans ses rapports avec les lois sur la nationalité. *Thèse*.
- WAHL. — *Revue de Droit Civil*, 1916, p. 583.
- WAHL. — *Droit civil et commercial de la guerre*.
- VINDRY (N.). — *L'apatridie*. Aix, 1925, librairie Makaire.
- WEISS. — *Traité de droit international privé*, 2^e édit.
- ZEBALLOS (E. S.). — La nationalité au point de vue de la législation comparée et du droit privé humain. *Sirey*, 1919.
- SOCIÉTÉ DES NATIONS. — *Journal Officiel de la Société des Nations*. Actes de la Conférence pour la codification du Droit international, tenue à La Haye du 13 mars au 12 avril 1930. Sur la nationalité : vol. I. Séances plénières ; vol. II. Procès-verbaux de la première Commission.
- Rapport de Son Excellence J. GUSTAVO GUERRERO sur la nationalité.
- Rapport du Secrétaire Général : La nationalité de la femme.
- Bases de discussion établies par le Comité préparatoire à l'intention de la Conférence.
- Recueil des Traités de la Société des Nations*, enregistrés par le Secrétariat.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1
A. — INTRODUCTION : <i>De l'intérêt qui s'attache aux questions de nationalité. — Historique.</i>	3
B. — PREMIÈRE PARTIE : <i>Des sources de l'Heimatlosat.</i>	23
C. — SECONDE PARTIE : <i>De la condition actuelle de l'Heimatlosat.</i> <i>Section 2. — Des circonstances spéciales nées de la</i> <i>guerre de 1914-1919</i>	71 96
D. — TROISIÈME PARTIE : <i>Des réformes législatives ou diplomatiques qu'on doit envisager</i>	123
E. — EXAMEN DE LA LOI DU 10 AOUT 1927	149
F. — L'ACTION DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS	156
G. — CONCLUSION	167
H. — JURISPRUDENCE	173
INDEX DES TEXTES ET LOIS ET ARRÊTS	209
BIBLIOGRAPHIE	227

SORTI DES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD
= A LAVAL (FRANCE) =

